NORTH - SOUTH
DT
34
.9
.C9
H47
1986

EZZEDINE MESTIRI

ES CUBAINS ET L'AFRIQUE

KARTHALA

DU MÊME AUTEUR

Griots et nomades (enquête sur la culture de l'exil), en collaboration avec Ahmed BEN DHIAB, Albin Michel, parution en février 1981.

Ezzedine MESTIRI

LES CUBAINS ET L'AFRIQUE

avec des interviews de MM. Mohamed Warsame, Gérard Chaliand, Eduardo Manet, du general Buis et d'un chercheur belge.

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

DT
38
.9
.C9H47
1980

Je remercie Alain Rouquié, professeur à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, qui a vu naître ce livre dans son séminaire « Structures sociales et sciences politiques ».

© KARTHALA, 1980
ISBN : 2-86537-012-1

North-South Center Library
University of Miami

A Annette, pour qui ce travail n'a aucun secret.

Avant-propos

Il aurait été difficile d'enquêter sur le terrain pour rencontrer les « companeros » en Afrique. Ne serait-ce que parce que la plupart des pays où ils stationnent nient leur présence. Il semble que le sujet soit tabou, et le mutisme qui est de règle de tous côtés entretient bien le mystère. Les Angolais refusent de communiquer le nombre exact de soldats cubains présents chez eux et les Libyens affirment n'accueillir que trois médecins de La Havane.

Les informations cubaines sont rares sur ce sujet, et aucun officiel cubain n'a voulu répondre à mes questions. L'ambassadeur à Paris comme son conseiller politique ont à plusieurs reprises annulé des rendez-vous et des entretiens prévus. Tous deux me promettaient à longueur de rencontres et de conversations téléphoniques l'envoi de « documents importants » sur le sujet ; je les attends toujours. D'autre part, le coté soviétique, lorsque je l'ai sollicité, m'a fait savoir que « Les Cubains et l'Afrique » ce n'est pas leur affaire. « Moscou a comme règle de ne jamais s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays. » Réponse brève dont il m'a été d'autant plus facile de prendre note que le sujet que je traitais n'était pas l'Afghanistan.

Cet essai est donc basé pour une bonne part sur une lecture régulière de la presse cubaine depuis 1975. C'est une presse officielle, figée, propagandiste, mais combien révélatrice !

Enfin, j'exprime mes remerciements à tous ceux qui ont accepté de répondre à mes interrogations. Que le lecteur sache que la formulation de celles-ci ne reflète pas forcément mes propres opinions.

Table des matières

Avant-propos 7

Le défi africain 9

1. Les Cubains et la deuxième guerre d'Angola 15
2. La Corne de l'Afrique 32
   Interview de M. Mohamed Warsame 50
3. Le révolutionnaire et le mystique 56
4. Au nom de 67
5. Cuba, l'URSS et l'Afrique 84
   Interview de M. Gérard Chaliand 103
6. Les États-Unis, la Chine et les autres 109
   Interview du général Buis 120
7. Cuba à l'heure africaine 127
8. Castro l'Africain, un caudillo non aligné ? 142
   Interview de M. Eduardo Manet 149

Annexes

I. La vie quotidienne à Luanda *(interview d'un chercheur belge)* 165

II. Documents 181
— Serment des jeunes du premier contingent du détachement pédagogique internationaliste « Che » Guevara 182

— La guerre angolaise vue par Fidel Castro 181
— La guerre de l'Ogaden vue par Fidel Castro .. 189
— M. Claude Cheysson : « Des contre-vérités » ... 200
— Les États-Unis et la présence cubaine en Afrique 206
— L'URSS et l'Afrique 210
— « Fidel à Brejnev et Kossyguine » 213
— « Brejnev et Kossyguine à Fidel » 215
— Cuba vu par la presse chinoise 217
— La Chine vue par la presse cubaine 223

Chronologie 1959-1980 225

Bibliographie 233

Éditions KARTHALA

Collection *Poing d'interrogation*

Michel BARAK, *Fractures au PCF, des communistes parlent* (en coédition avec Edisud).
Bernard CHARBONNEAU, *Le feu vert, autocritique du mouvement écologique.*
Mannick, interrogée par Claude Goure (amour, tendresse et violence à travers la chanson).

Collection *Méridiens*

Christian RUDEL, *Le Guatemala, terrorisme d'État.*
Ezzedine MESTIRI, *Les Cubains et l'Afrique.*
Philippe LEYMARIE, *L'océan Indien.*
Pierre THIVOLET, *La Caraïbe au pluriel.*

Collection *Relire le passé*

Eugène MAGE, *Voyage au Soudan occidental* (réédition d'un récit publié en 1872).

Collection *Lettres noires*

Yodi KARONE, *Le bal des caïmans.*
Gabriel MFOMO, *Soirées au village* (contes camerounais).

Collection *Lettres caraïbes*

Max JEANNE, *La chasse au racoon.*

Collection *Sarabande* (livres pour enfants)

Chouka, la mangouste antillaise (texte de Maryse Cerfole, dessins de Francis Bordet).

Collection *Isthmes*

Joël LUGUERN, *Les Parasols de Danang* (roman sur la coopération).

Collection *Chrétiens en liberté*

Ernesto CARDENAL, *Chrétiens du Nicaragua, l'évangile en révolution.*

Le défi africain

Depuis 1975, les rapports de Cuba avec l'Afrique suscitent et alimentent les commentaires et les controverses les plus variés. De la guerre angolaise à celle de l'Erythrée, en passant par celle du Sahara occidental et le dernier raid de Gafsa, en Tunisie, la présence militaire cubaine sur le continent africain envenime les relations interafricaines et exacerbe la compétition Est-Ouest.

Près de 50 000 « compañeros » campent sur les perrons de quelques régimes africains « socialistes », au nom du sacro-saint principe de « l'internationalisme prolétarien ». L'Occident parle d'une Afrique « déstabilisée », et le camp socialiste affirme que l'Afrique est mure pour le « grand chambardement révolutionnaire ».

Cuba, petite île de 10 millions d'habitants, élabore et mène une politique extérieure dynamique, ambitieuse et aussi agressive que celle des grandes puissances. Ce n'est pas un hasard quand on sait que la survie du régime castriste depuis 1961 est un élément essentiel dans la détente politique Est-Ouest.

Que cherchent les Cubains en Afrique ? Au nom de quoi Fidel Castro engage-t-il ses combattants internationalistes en Angola, en Ogaden ou ailleurs, à des milliers de kilomètres de l'île ? Le « lider maximo » est-il une « marionnette » manipulée par Moscou ou un « caudillo » conduisant la lutte révolutionnaire dans le tiers monde ? Comment les Cubains vivent-ils cette mise à l'heure africaine ? Autant d'interrogations aux-

quelles cet ouvrage tente de trouver explications et réponses. Cuba et l'Afrique, certes, mais aussi l'URSS, les États-Unis, la Chine, et les autres qui y sont également impliqués.

Entre 1955 et 1964, les indépendances avaient fait naître un grand espoir chez les Africains qui étaient demeurés longtemps esclaves et exploités. En mettant dehors le pouvoir colonial, les libérateurs promettaient à leurs concitoyens prospérité, progrès et bonheur. Depuis, le temps a passé. Vingt ans écoulés amènent l'heure des bilans et de la vérité des comptes. Qu'a fait l'Afrique de ses indépendances ? Cruelle et embarrassante question qu'au moins une trentaine de chefs d'État africains n'aimeraient pas s'entendre poser. En deux décennies d'indépendance, que d'échecs, et que de safaris de violence ! Plus de cinquante coups d'État, des centaines d'assassinats et de meurtres politiques, des centaines de milliers de prisonniers, de réfugiés, d'exilés, et quelques millions d'affamés.

Dans ce continent, véritable puzzle de dictatures militaires et policières, on ne dresse plus la liste des princes, maréchaux, généraux, colonels et sergents qui se succèdent : sept assassinés, cinq morts en détention et quinze chassés du pouvoir. Bientôt, l'Afrique n'aura plus rien à envier à l'Amérique latine : les 9/10e de ses pays seront gouvernés par des dictateurs et des tyrans.

Les événements africains ont souvent fait, ces dernières années, la « une » de l'actualité. Six interventions militaires étrangères ont mis l'Afrique aux premières loges de l'affrontement Est-Ouest. Elle est comme subitement devenue le champ de bataille propice et providentiel des super et des moyennes puissances. Le continent noir a vu se croiser toutes sortes d'idéologues « révolutionnaires », de marchands, d'experts militaires, de paras nostalgiques et de mercenaires.

L'année 1975 sera sans doute retenue par l'histoire contemporaine de l'Afrique comme celle d'un tournant capital. Jusque-là, l'Afrique était considérée comme un

monopole occidental et notamment européen : elle était épargnée par la rivalité des deux super-grands. Mais l'Angola et ses trois mouvements de libération en guerre déclenchèrent un nouveau processus. Quand le premier, l'UNITA, fit appel à l'Afrique du Sud, le deuxième, le FNLA, se mit sous la tutelle du Zaïre et des États-Unis, et le troisième, le MPLA, gagna la partie avec l'intervention soviéto-cubaine. L'événement transforma l'Afrique en champ de bataille idéologique et lieu d'affrontement Est-Ouest. Deux camps se constituèrent, avec alliés, matériel, agents et objectifs, pour la grande confrontation.

Si les ingérences étrangères se multiplient sur le continent noir, c'est parce qu'une situation politique et économique s'y prête et encourage les convoitises des puissances de l'Est comme de l'Ouest.

La situation politique du continent est bien fragile, marquée qu'elle est par la précarité des frontières entre les pays. Le colonialisme y a introduit en effet des frontières souvent artificielles, depuis que les puissances occidentales se sont intéressées à l'Afrique noire vers les années 1880. Après concertation et entente, elles décidèrent de se la partager. En novembre 1884 se tint à cet effet une conférence à Berlin, à laquelle participaient toutes les puissances coloniales de l'Occident. Le 26 février 1885, le depeçage était fait et un acte signé entre les diverses puissances occidentales pour une répartition du continent. Le partage fut réalisé dans le plus sommaire des arbitraires, sans aucun souci des réalités historiques, sociologiques, économiques ou culturelles des Africains. Règle en main, les géomètres avaient découpé l'Afrique avec une extraordinaire ignorance de ce qui existait géographiquement et humainement sur ce continent. « Nous avons entrepris de tracer des lignes sur les cartes de régions où l'homme blanc n'a jamais mis les pieds. Nous nous sommes distribué des montagnes, des rivières, des lacs, à peine gênés par cette petite difficulté que nous ne saurions jamais exactement où se trou-

valent ces montagnes, ces rivières et ces lacs » écrivait Lord Salisbury, Premier ministre britannique, qui participait à ce partage.

Ces frontières ont survécu, et dans toute leur aberration. Après la décolonisation, l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) les a même institutionnalisées. Quand, en mai 1963, cette organisation a vu le jour à Addis-Abeba, elle n'a rien trouvé de mieux que de doter sa charte d'un principe essentiel : celui de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Elle a entériné un statu quo qui depuis longtemps ne satisfait que peu de monde. En quinze ans, l'Afrique ne compte plus les guerres frontalières, les conflits de voisinage et les querelles de sécession : Biafra, Tchad, Sahara occidental, Ogaden, Erythrée, Tanzanie, Ouganda, et d'autres... Les simulacres de frontières y sont pour beaucoup.

L'Afrique est un réservoir de matières premières d'une importance vitale pour les économies des pays industrialisés. Le continent africain fournit au monde : 85 % du platine, 66 % du diamant, 57,5 % de l'or, 45 % du cobalt, 25 % de l'uranium, 23 % de l'antimoine et du phosphate, 17,5 % du cuivre et du manganèse, 15 % de la bauxite et du zinc, et plus de 10 % du pétrole et du chrome. Si les puissances économiques aiment tant l'Afrique, c'est avant tout un amour géologique pour ses ressources minérales, qui représentent 30 % des ressources connues dans le monde.

L'Afrique, c'est aussi des productions agricoles : 66 % du cacao, 40 % de l'huile de palme, 28 % des arachides, du café, du coton... le 1/5e du bois produit sur la planète, et 20 % du potentiel hydro-électrique de l'univers.

Des pourcentages, des chiffres qui ne laissent pas les politiques, les économistes et les gestionnaires occidentaux indifférents.

L'indifférence se manifeste pour d'autres chiffres et d'autres statistiques qu'à Abidjan, Paris, Washington ou Moscou, on n'aime pas trop voir ou entendre. Sur

dix enfants africains, deux meurent avant l'âge d'un an, et six ne vivent pas au-delà de cinq ans. Le taux de mortalité est en Afrique le plus élevé du monde : 19 %, et l'espérance de vie est la plus faible : à peine 41 ans. 60 millions d'hommes et de femmes sont chômeurs ; cela représente à peu près la moitié de la population adulte. Selon une enquête récente du BIT, l'Afrique aurait besoin de créer 150 millions d'emplois d'ici l'an 2000, pour éliminer le chômage. La pauvreté gagne du terrain et les inégalités s'accentuent entre riches et pauvres. L'étude (1) publiée par le BIT en juin 1980 constate que, dans plusieurs pays africains, 20 % de la population se partagent les deux tiers du revenu total, et que six Africains sur dix ne peuvent actuellement satisfaire leurs besoins essentiels en nourriture, habillement, logement, éducation et santé.

Les économies africaines stagnent quand elles ne se dégradent pas. La pauvreté et la détresse sont le lot de millions d'hommes au regard vide et hagard, résignés, vivant dans l'attente, dans le provisoire et la marginalité des bidonvilles ou des champs en friche. L'industrialisation n'a quasiment rien apporté aux économies des pays africains. Les réformes agraires, quand elles ont eu lieu, ont affamé de plus en plus de paysans. On inscrit actuellement 29 pays africains sur la liste des pays les plus pauvres du monde : un quart monde !

L'Organisation de l'Unité Africaine avec dix-sept ans d'existence a produit des tonnes d'archives, de discours et de promesses. Elle passe une bonne partie de son temps à arbitrer des disputes et des discordes entre États membres. L'organisation a dû faire face à plus d'une quarantaine de coups d'État, une vingtaine de conflits frontaliers et ethniques, et six invasions étrangères. A sa tribune se succèdent les orateurs, et dans ses

(1) « Pauvreté et inégalités en Afrique tropicale », *Revue Internationale du Travail*, mai-juin 1980, B.I.T., Genève.

coulisses se consolent les frères ennemis. Sa vitrine est décorée de résolutions et de décisions demeurées sans lendemain. L'impuissance de l'OUA est à l'image d'une Afrique désunie et déchirée.

Vingt ans après son livre prophétique sur l'Afrique noire mal partie, René Dumont vient d'écrire que l'Afrique est aujourd'hui étranglée.

La guerre d'Angola, les conflits du Shaba, les tensions et les bruits de bottes dans la « Corne de l'Afrique », ont mis au grand jour ce que l'on a appelé la « déstabilisation » du continent. Socialistes et occidentaux se lancent mutuellement des accusations d'interventionnisme que les Africains ne comprennent pas toujours. Mais diviser l'Afrique en deux blocs, l'un pro-occidental, et l'autre pro-soviétique, pour expliquer et analyser ce qui se passe actuellement sur ce continent, est trop simpliste.

La présence cubaine en Afrique n'est qu'un élément, mais non négligeable, de cette Afrique « déboussolée » et « déstabilisée » d'après 1975.

L'Afrique est peut-être mal partie, mais elle est, par ses hommes et par ses forces sociales, à la recherche d'autres voies que celles plantées des cactus de l'injustice, de la cruauté et de la souffrance. Le défi africain, c'est aujourd'hui le choix entre une route faite de servitudes et de tragédies et un avenir, encore à bâtir, de justice et de liberté.

1. Les Cubains et la deuxième guerre d'Angola

Bien avant la guerre angolaise, La Havane manifestait de l'intérêt pour l'Afrique et apportait un soutien aux mouvements de libération en lutte. Ce soutien est un fait. Tout le monde se souvient du mot d'ordre de Che Guevara : « Créer deux, trois, de nombreux Viêt-nam. » C'est en 1961 que Fidel Castro prit les premiers contacts avec l'Afrique en lutte contre le colonialisme. « Bien que nous n'aimons pas, déclarait-il, nous vanter de la façon irréprochable dont la révolution cubaine a rempli ses devoirs internationalistes, il est bon de rappeler que notre collaboration militaire avec l'Angola et l'Éthiopie n'a rien de nouveau. Des soldats cubains sont partis en 1963 pour la République sœur d'Algérie et ont lutté à ses côtés contre l'agression étrangère quand on a essayé de lui enlever une partie de son territoire quelques mois après la victoire de sa lutte héroïque pour l'indépendance (1). »

Dès les années 60, la Guinée entretenait des relations étroites avec Cuba, et le Président Sékou Touré était entouré de conseillers et de gardes du corps cubains pour la formation des milices populaires et sa sécurité personnelle. Le nombre de ces conseillers militaires aug-

(1) Discours de Cienfuegos, Granma du 6-8-1978.

ments même, quand les coups d'État militaires se succédèrent sur le continent africain : Algérie 1965, Ghana 1966, Mali 1968...

En 1965, le Président Senghor dénonça l'aide qu'apportait Fidel Castro aux communistes sénégalais. N'avait-il pas d'ailleurs emprisonné plusieurs membres de ce parti dès leur retour de La Havane ? « Les révolutions ne s'exportent pas, seuls les peuples les font... Personne ne peut faire la révolution à la place d'un peuple. Personne ne peut néanmoins empêcher qu'un autre peuple la fasse (2) », affirmait Fidel Castro qui pensait ainsi que la Révolution cubaine a une valeur d'exemple pour d'autres peuples en lutte. « Qu'enseigne donc l'exemple de la Révolution cubaine ? Que la révolution est possible, que les peuples peuvent la faire, que dans le monde aujourd'hui il n'existe pas de forces capables d'empêcher le déclenchement du mouvement de libération des peuples... Si la lutte pour la libération est un droit des peuples, cette lutte est le devoir inéluctable des révolutionnaires », déclarait le leader cubain devant les invités de la conférence tricontinentale de La Havane en 1965. Et c'est après cette conférence que va prendre forme dans l'application ce droit d'intervention de Cuba en faveur des peuples africains en lutte.

En avril 1965, Che Guevara partit pour l'Afrique. Ce voyage fut bref, neuf mois seulement, mais il eut un retentissement considérable. Le voyageur argentin était accompagné de 200 hommes qui, à Brazzaville, instruisirent des groupes de guérilleros pour le PAIGC (3) de Cabral et le MPLA angolais. En janvier 1966, Amilcar Cabral, leader du PAIGC, en visite à La Havane, sollicita l'aide et le concours des combattants cubains. Le mouvement de libération de Cabral, fondé

(2) *La Révolution cubaine*, Maspero, 1968.
(3) Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert

L'ANGOLA

en 1962, poursuivait la lutte contre le colonialisme portugais.

La présence cubaine en Afrique est donc ancienne, et l'intervention cubaine en Angola est loin d'être le fruit d'un hasard ou d'une impulsion subite ; elle est la conséquence d'une politique solidaire suivie. L'aide militaire cubaine à certains régimes africains est présentée par le gouvernement de La Havane comme le prolongement logique de l'assistance apportée par Cuba aux mouvements en lutte contre les anciennes puissances coloniales depuis le début des années 60.

Le 25 avril 1974, un coup d'État militaire mettait fin au régime de M. Caetano. Lisbonne se libérait d'une dictature vieille de plus de 40 ans. L'échec de la politique coloniale en Afrique était l'une des causes principales de l'effondrement de ce régime. Le nouveau pouvoir manifesta son désir de régler le problème colonial en Afrique et des négociations furent engagées avec les mouvements de libération. Plusieurs colonies portugaises accédèrent ainsi à l'indépendance mais il restait le problème angolais. Ce dernier était plus complexe car trois mouvements de libération devaient se partager l'indépendance. Lisbonne réussit tant bien que mal à les réunir autour d'une table pour négocier, et, le 15 janvier 1975, un accord fut signé entre les trois mouvements et le Portugal. L'accord d'Alvor prévoyait les grandes lignes d'une progression vers la souveraineté nationale sous la caution de l'armée portugaise. Les trois mouvements promettaient d'unifier leurs forces armées et d'organiser des élections libres le 11 novembre, date de l'indépendance. A peine signé, l'accord d'Alvor fut mis de côté et les mouvements rivaux entrèrent dans une guerre fratricide. Cette guerre coûta quatre mille morts et ruina l'économie angolaise.

Le MPLA : *Movimento Popular de Libertaçao de Angola* (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), fondé en 1956 à la suite de la fusion entre le

Parti communiste angolais et le Parti de la lutte des Africains d'Angola, s'engagea dans la lutte en 1961 en prenant d'assaut la prison de Luanda pour libérer des détenus politiques. Cette opération amena la PIDE (4) à démanteler le réseau clandestin du mouvement. Les rescapés s'installèrent au Congo et créèrent un front à Cabinda en 1963. Au cours des années 1966-1967, le front s'installa aussi en Zambie, et deux ans après il regagna le centre du pays. A partir de 1971, il utilisa des armes lourdes et multiplia les opérations militaires.

En Afrique, le MPLA fut soutenu par le Congo, la Zambie, la Tanzanie et l'Algérie. Dans le monde, il bénéficiait du soutien de l'URSS et du camp socialiste. Ce mouvement était bien enraciné dans le peuple. Dans les zones libérées, il créa des structures sociales socialistes et essaya de politiser les populations. Agostinho Neto, médecin, ancien militant du Parti communiste portugais, dirigeait le mouvement depuis 1962.

Le FNLA : *Frente Nacional de Libertaçao de Angola* (Front national de libération de l'Angola), né de la fusion entre l'UPA (Union des populations angolaises) et le PDA (Parti démocratique angolais), s'engagea dans la lutte armée en 1962 dans le Nord du pays. Ses actions militaires diminuèrent à partir de 1964 et furent relancées à partir de 1970.

Ce mouvement fut désavoué par l'OUA qui ne reconnaissait que le MPLA. En Afrique il bénéficia du soutien du Zaïre, et dans le monde, de la Chine Populaire. Holden Roberto, président du front, déploya en 1973 une intense activité diplomatique dont le succès se traduisit par la reconnaissance du front par les États-Unis et la France.

L'UNITA : *Uniçao Nacional para a Independencia Total de Angola* (Union nationale pour l'indépendance

(4) PIDE : Police Politique du régime fasciste de Salazar.

totale de l'Angola), née en 1966 d'une dissidence du FNLA, s'engagea en 1967 dans la lutte armée. Elle avait peu de moyens et n'arriva pas à s'imposer sur le terrain.

En Afrique, l'UNITA bénéficia du soutien non officiel de la Zambie, et dans le monde, jusqu'en 1971, de la Chine. L'UNITA fut accusée d'être financée par la CIA. Elle était tolérée par le Portugal de Salazar, et aidée par l'Afrique du Sud. Jonas Savimbi, ancien collaborateur de Holden Roberto, présidait ce mouvement.

Le 11 novembre 1975, l'Angola accéda à l'indépendance dans un climat de guerre civile. Les négociations arbitrées par les Portugais n'avaient pas réussi à apaiser les dissensions entre les dirigeants du MPLA, du FNLA et de l'UNITA. Ces trois mouvements, séparés par des options idéologiques, des politiques différentes et des rivalités personnelles, compliquèrent le processus de l'indépendance. Les Portugais se retirèrent, redoutant une « congolisation » du conflit, et le champ resta libre pour les interventions étrangères qui allaient donner à cette guerre une dimension internationale. L'URSS soutint le MPLA qui reçut l'aide massive des troupes cubaines. M. Jonas Savimbi, leader de l'UNITA, fit appel à l'Afrique du Sud et le FNLA, allié du Zaire, reçut l'aide des Chinois. « Toutes mes troupes sont entraînées par les Chinois. J'ai beaucoup d'admiration pour les Chinois et leurs réalisations. La devise du FNLA, "compter sur ses propres forces", est empruntée à Mao. De plus, les Chinois m'aident sans conditions », reconnaissait M. Holden Roberto (5).

Traumatisés par le scandale du Watergate et hantés encore par le souvenir du Viêt-nam, les États-Unis, quant à eux, n'avaient pas les mains libres pour entrer directement et en force dans ce conflit. « Les États-Unis, déclarait cependant M. Kissinger, ne peuvent

(5) *Le Monde*, 3 juin 1975.

demeurer indifférents quand une puissance étrangère s'engage dans une politique interventionniste dans une région aussi éloignée de son territoire et aussi étrangère à ses intérêts traditionnels (6). » Kissinger menaçait les Soviétiques et souhaitait une intervention américaine directe, refusée par le Sénat. « Il est correct d'assurer qu'une partie de l'aide américaine au Zaïre est en fait destinée à l'Angola », avouait le secrétaire d'État américain qui demandait aux sénateurs de faire voter un crédit de 79 millions de dollars pour le Zaïre.

C'est Kissinger qui poussa l'Afrique du Sud à répondre à l'appel de l'UNITA et à intervenir directement dans la guerre. Le 10 novembre 1975, M. Piet W. Botha, ministre sud-africain de la Défense, lança un avertissement et un appel à l'Occident pour intervenir en Angola et « contenir l'expansionnisme communiste ». « Le communisme, danger diabolique qui sème le chaos et le désordre, a atteint nos frontières. Il doit être stoppé, non seulement dans l'intérêt de l'Afrique du Sud, mais aussi dans celui du monde libre... Nous n'avons pas l'intention d'assumer la bataille du monde libre jusqu'à la mort du dernier soldat sud-africain. »

Cette bataille dura plus de cinq mois, au cours desquels les adversaires déballèrent toute une panoplie d'armes sophistiquées et ultra-modernes. Rien ne manquait : ni les chars d'assaut, ni les avions, ni les missiles, ni les automitrailleuses, ni les lance-roquettes...

L'affaire angolaise ne se résuma pas à l'affrontement, par mouvements rivaux interposés, des États-Unis et de l'URSS. Pour la première fois, Chinois et Soviétiques s'affrontaient sur le terrain africain, les premiers derrière le FNLA, et les seconds aux côtés du MPLA. C'était aussi la première fois que la Chine, les États-Unis, l'URSS et Cuba s'engageaient dans la mêlée d'une guerre africaine. Dans l'ombre, la France et l'Afrique du Sud besognaient.

(6) Novembre 1975.

L'arrivée des troupes cubaines à Luanda fut déterminante pour la victoire du MPLA. 16 000 Cubains repoussèrent les troupes sud-africaines en marche vers Luanda et qui n'en étaient qu'à 16 kilomètres. La participation cubaine fut l'élément le plus spectaculaire et le plus surprenant de cette guerre. Ce fut pour l'Occident la grande surprise et, pour les Américains, l'échec de leur système de renseignement et d'espionnage, qui n'avait su prévenir ou détecter cette présence.

Dans la victoire du MPLA et l'accession au pouvoir en mars 1976 du Président Neto, l'Occident vit un plan soviéto-cubain préparé de longue date, visant à arracher l'Angola à la sphère d'influence américaine. Plusieurs polémiques eurent lieu entre l'Est et l'Ouest à propos de cette présence cubaine en Angola. L'Occident, vaincu et en émoi, commença à parler de « pénétration soviétique en Afrique » et de « déstabilisation » du continent noir.

Au mois de mai 1976, répondant aux questions d'un journaliste américain (7), M. Vorster avoua que l'intervention sud-africaine dans la guerre angolaise lui avait été suggérée par M. Kissinger.

— Serait-il exact de dire que les États-Unis ont sollicité l'aide de l'Afrique du Sud à l'automne dernier, pour renverser le courant contre le MPLA soutenu par les Soviétiques et les Cubains ?

M. VORSTER : Je ne veux pas commenter cela. Le gouvernement américain peut parler pour lui-même. Je suis sûr que vous apprécierez que je ne viole pas le caractère confidentiel des communications de gouvernement à gouvernement. Mais si vous le dites, je ne vous traiterai pas de menteur.

— Serait-il aussi exact de dire que vous avez reçu le feu vert de M. Kissinger pour une opération militaire en

(7) *News Week*, 10 mai 1976.

Angola, et qu'au moins six présidents africains modérés vous ont donné leur bénédiction pour une telle opération ?

— M. VORSTER : Si vous prenez cela à votre compte, là encore je ne vous traiterai pas de menteur.

L'opération « Carlota »

C'est le 24 novembre 1975 que le Département d'État américain révéla pour la première fois la présence des troupes cubaines en Angola. Il les estimait à 15 000 hommes. Il était bien en dessous de la réalité ! Surpris et pris de court, l'Occident commença à s'interroger sur le but et les objectifs de ces contingents. Comment avaient-ils été acheminés jusqu'à Luanda ? Et que cherchait Fidel Castro dans cette guerre ?... des questions auxquelles le romancier colombien Gabriel Garcia Marquez apportera des réponses dans un fameux reportage publié par l'agence cubaine *Prensa latina*, en janvier 1977. L'opération « Carlota » — c'est le nom que lui donnèrent les Cubains — fut rapide et impressionnante par le nombre des divisions acheminées vers Luanda. « Il y avait tant de navires à l'ancre, dans la baie de Luanda, que le Président Agostinho Neto, alors qu'il les comptait de sa fenêtre, eut un sursaut gêné, bien dans son tempérament : "Ce n'est pas juste, dit-il à un ami fonctionnaire ; à ce train-là Cuba va se ruiner !" Il est probable que les Cubains eux-mêmes ne s'attendaient pas à une telle solidarité envers le peuple angolais (8). »

La décision d'intervenir en Angola fut prise le 5 novembre en toute autonomie par les dirigeants cubains au cours d'une réunion « longue et sereine », précise Garcia Marquez. « Contrairement à ce que l'on a souvent dit, ce fut là un acte indépendant et souverain de

(8) Publié par l'Agence *Prensa latina*, janvier 1977.

Cuba. C'est donc après avoir pris cette décision, et non avant, que notification en fut faite à l'Union soviétique. »

Fidel Castro suivit minutieusement les opérations et la guerre sur le terrain, et cela dans les moindres détails : « Il avait assisté au départ de tous les bateaux et avait harangué chaque unité avant son départ, au théâtre de La Havane. Il était allé chercher en personne les officiers du bataillon des forces spéciales qui partirent par le premier vol pour les conduire à la passerelle de l'avion à bord de sa propre jeep soviétique. Ce jour-là, comme à chaque départ sans doute, Fidel Castro dut réprimer un secret sentiment de jalousie envers ces hommes qui partaient pour une guerre à laquelle lui-même ne pourrait jamais participer.

« A cette époque, il n'y avait pas un point de la carte de l'Angola qu'il ne fût capable d'identifier, ni un accident de terrain qu'il ne connût par cœur.

« Il portait un intérêt si intense et si méticuleux à cette guerre qu'il connaissait les statistiques de l'Angola aussi bien que celles de Cuba. Il parlait de ses villes, de ses coutumes, de ses populations comme s'il avait vécu là-bas depuis toujours.

« Au début, lorsque la situation sur le terrain était dramatique, Castro passait jusqu'à quatorze heures d'affilée au Q.G. de l'état-major, parfois sans manger ni dormir, comme s'il avait été en campagne. Il suivait les péripéties du combat avec des épingles de couleurs qu'il piquait sur des cartes d'état-major agrandies aux dimensions des murs, restait en communication constante avec le haut commandement angolais pendant des batailles qui, compte tenu du décalage horaire, allaient avoir lieu six heures plus tard... »

L'auteur colombien expliquait que l'aide cubaine à l'Angola était dictée par le principe de « l'internationalisme prolétarien » des Cubains en Afrique dans les années 1965. « On peut dire qu'à cette époque, il n'est pas un mouvement de libération africain qui n'ait pu

compter sur la solidarité de Cuba, que ce fût par les moyens de matériel civil et militaire ou par la formation de techniciens. »

Ce reportage, publié dans un moment où le monde entier s'interrogeait — et il s'interroge encore — sur l'intérêt subit des Cubains pour l'Afrique, ne fut pas sans soulever des questions. Pourquoi l'auteur de *Cent ans de solitude* avait-il prêté sa plume et son talent à la narration d'événements et de faits dont il n'était ni acteur, ni témoin direct ? Le récit de Gabriel Garcia Marquez frappe par l'exactitude et la précision des dates et des détails. Cela laisse penser que derrière la plume talentueuse de l'écrivain se cachent les traces d'un discours officiel et une littérature de communiqué. Cela enlève une bonne part de crédibilité à son récit.

L'auteur soulignait le côté amateur et artisanal de l'intervention. Cela était sans commune mesure avec la gravité et la violence du conflit angolais. Concernant « l'autonomie » et la « sérénité » des dirigeants cubains dans leur décision d'envoyer un corps expéditionnaire en Angola, il est probable que Fidel Castro a agi dans cette affaire en toute indépendance. Mais on est en droit de se poser deux questions : Cuba se serait-elle engagée dans cette guerre si elle n'avait pas su que l'URSS viendrait renforcer ses contingents ? Et quelle aurait été l'attitude de Fidel Castro si les Soviétiques avaient soutenu le FNLA ? N'avaient-ils pas été tentés de le faire à un moment où ils rencontraient des difficultés avec les dirigeants du MPLA ?

Garcia Marquez soulignait aussi « l'engagement spontané et volontaire des combattants internationalistes qui avaient la chance de partir aider l'armée de Neto ». Les accents d'enthousiasme de la population cubaine étonnent ceux qui savent que le peuple cubain est constamment mobilisé, et mobilisable, pour des causes au moyen des slogans dictés par ses dirigeants. Ces soldats cubains partis mourir en Angola connaissaient-ils réellement la cause et l'enjeu d'une guerre qui se déroulait à quelques milliers de kilomètres de chez eux ?

Récemment, le romancier colombien a révélé qu'il était en train d'écrire un livre sur Cuba : « Je ne l'ai pas achevé. La réalité évolue si vite à Cuba qu'elle laisse mon livre à la traîne. J'ai rempli une caisse de documents et rassemblé tout le matériel nécessaire pour écrire une étude critique très ambitieuse sur la révolution dans la vie quotidienne de l'île. Si mes ennemis découvraient la caisse, ils deviendraient mes amis. Ce matériel m'a beaucoup servi pour mes décisions personnelles. » En attendant que le romancier colombien nous fasse découvrir un jour le contenu de sa caisse, on persiste à penser que ce reportage est un récit monté à partir de quelques communiqués officiels. L'opération Carlota fut moins improvisée que la description due à la plume d'un romancier, fût-il de talent, ne le laisse entendre.

Les « Compañeros » à Luanda

« Ce fut un des éléments dont les Sud-Africains n'ont pas tenu compte : l'aide, la solidarité militante de nos amis et en particulier des Cubains. Depuis longtemps, des instructeurs cubains entraînaient notre armée et ils furent présents dans bien d'autres phases de notre lutte. C'est pour cela que nous avons fait appel à eux au moment de l'invasion, ainsi qu'à nos alliés socialistes. D'ailleurs, le matériel de guerre utilisé pendant les quatorze années de notre guérilla était de fabrication socialiste. Aux Soviétiques qui n'ont jamais cessé de nous soutenir, nous avons demandé seulement des instructeurs et un appui logistique. Quant aux Cubains, ils connaissaient le maniement d'armes que nous ne maîtrisions pas encore, et qui, cependant, étaient indispensables à notre contre-offensive. Par la suite, le volume de leur aide a largement augmenté et ils resteront ici jusqu'à la consolidation de notre révolution, jusqu'au moment où nos frontières ne seront plus chaudes (9). »

(9) *Afrique-Asie*, n° 108, du 3 mai 1976.

Ainsi s'expliquait M. Iko Carreira, ministre angolais de la Défense, qui révélait que la participation soviétique était importante, et que l'Angola continuera à s'approvisionner en matériel militaire chez « des partenaires sérieux et liés à nous. Ce qui ne veux pas dire que notre armée doive être une copie de l'Armée Rouge. Jusqu'à maintenant nous n'avons pas de dettes, pas plus sur le plan militaire que sur d'autres. Nous passons des accords pour l'achat de matériel, ce qui revient assez cher, mais nous le faisons en tenant compte des possibilités économiques de notre pays ».

L'aide cubaine fut sollicitée par le Président Agostinho Neto, mais l'Occident pensait que l'intervention castriste en Angola serait ponctuelle et limitée dans le temps. Après la victoire du MPLA, les États-Unis demandèrent aux Cubains de quitter Luanda. Demande vaine, et nombreuses tentatives sans succès d'un Kissinger dérouté et dépassé par les événements. Au contraire, les Cubains s'installèrent et des coopérants civils rejoignirent les soldats.

Le Premier ministre angolais, M. Lopo de Nascimento déclarait : « Nous sommes un pays indépendant, et nous avons le droit de choisir nos amis. Je relève un fait curieux : la présence cubaine gêne tout le monde sauf les Angolais. Pourquoi une certaine opinion s'intéresse-t-elle tant à ce "problème" ? Des troupes américaines stationnent à Porto Rico ou en Allemagne fédérale, des unités françaises dans plusieurs pays africains, mais pour cette opinion-là, apparemment, cette situation-là ne pose aucun problème.

« Aujourd'hui, les civils cubains sont chez nous plus nombreux que les militaires. Ils remplacent les cadres qui ont déserté. Une langue qu'ils comprennent, des conditions de vie qu'ils ont connues, leur permettent de s'adapter dans notre pays bien plus facilement que d'autres coopérants : ce ne sont pas eux qui vont réclamer des climatiseurs ! Contrairement à d'autres, les coopérants cubains — je pense, par exemple, aux 200

médecins — acceptent, par ailleurs, d'aller travailler dans les villages (10). »

Si cette présence ne gênait pas les Angolais, mais leur apportait au contraire une aide et une coopération « bénéfiques et enrichissantes », elle inquiétait de nombreux pays africains dits « modérés », qui exprimaient leurs préoccupation et leur souci de voir des Cubains camper sur le territoire africain ; une hantise devenue un véritable cauchemar. On voyait des guerilleros cubains partout : dans le conflit du Shaba au Zaïre en 1977 et 1978, aux côtés des Sahraouis... et partout où ils étaient, et où ils n'étaient pas.

L'Afrique « déstabilisée » fut au centre des débats à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine en juillet 1978 à Khartoum. Le président angolais, interpellé par l'Assemblée qui lui demandait le départ des Cubains, répondit : « Les Cubains ne quitteront pas l'Angola, sur mon ordre, tant que persistera l'agression militaire et politique contre mon pays. Si nécessaire, leurs effectifs et leurs moyens seront augmentés. Un jour, nous pourrons nous défendre seuls. Nous serons alors parmi les plus forts. »

Fidel Castro, de son côté, confirmait : « Nous resterons en Angola aussi longtemps qu'il le faut, en accord avec le gouvernement souverain de cette nation sœur, pour contribuer à la défense de ce pays et à la consolidation de son indépendance, contre toute menace d'agression d'où qu'elle vienne (11). »

Aujourd'hui, on estime à 20 000 militaires et 6 500 techniciens, enseignants et médecins, la colonie cubaine en Angola. Ces dernières années il y a eu quelques retours de « Barbudos » à Cuba. Ils ont retrouvé La Havane avec un moral assez bas. Ils sont loin d'être enthousiasmés par leur lutte et leur travail en Angola.

(10) *Politique-Hebdo*, 10 novembre 1976.
(11) *Afrique-Asie*, n° 135, du 16 mai 1977.

comme essaie de le faire croire la propagande officielle cubaine. S'ils sont mieux acceptés que les copérants soviétiques et leurs alliés des pays de l'Est, ces « compañeros » commencent selon différents témoignages à agacer la population angolaise par leur comportement et leur attitude arrogante. Et à Luanda, une hostilité latente vis-à-vis de ces nouveaux occupants a commencé à voir le jour.

Les relations officielles cubano-angolaises se développent, quant à elles, dans une parfaite entente, jusqu'à la complicité. Le 17 mars 1980, M. José Eduardo Dos Santos, le nouveau président du MPLA — Parti du travail — et de la République populaire d'Angola, arrivait à La Havane. Fidel Castro et son frère Raul étaient au pied de la passerelle de l'avion à l'aéroport « José-Marti ». Le leader angolais fut accueilli avec la fanfare et les 21 coups de canon habituels. « Notre amitié est la conséquence directe d'une identité d'options qui nous place dans une même tranchée dans la lutte contre l'impérialisme. Cette identité repose sur l'unité fraternelle que nos peuples ont forgée au prix de leur sang lors de l'héroïque participation internationaliste cubaine au processus de consolidation et de défense des conquêtes révolutionnaires du peuple angolais, arrachées à l'impérialisme au cours de deux guerres de libération, dures et sanglantes », declara le Président Dos Santos s'adressant aux 3 000 Angolais élèves de l'école secondaire Agostinho-Neto dans l'Ile de la Jeunesse (12). Une école africaine à Cuba où plus de 8 000 Africains poursuivent leurs études.

Fidel Castro decora son hôte de l'Ordre national de José Marti, « en hommage à sa fermeté dans la lutte anti-impérialiste, pour la libération nationale de son pays et son soutien au mouvement révolutionnaire d'Afrique ». Une décoration déjà offerte à plusieurs dirigeants africains socialistes.

(12) *Granma*, 30 mars 1980.

Et sous les acclamations d'une foule en délire, José Eduardo Dos Santos clamait lors d'un meeting organisé à La Havane : « Pris dans l'engrenage de ses propres crimes et contradictions, le régime de l'apartheid ne renonce pas à ses plans d'agression contre la République populaire d'Angola et d'autres pays de la ligne de front si bien que notre pays est toujours menacé par de nouvelles incursions. Dans ces conditions, nous avons le devoir de réaffirmer la décision souveraine adoptée par nos deux pays de maintenir les forces internationalistes cubaines en territoire angolais tant que n'auront pas cessé les menaces et les agressions des impérialistes et de l'Afrique du Sud contre notre peuple et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola (13). »

Ce n'est pas demain que les « Compañeros » quitteront l'Angola ! Tout indique que ces hôtes controversés et gênants du gouvernement angolais y seront encore longtemps et qu'ils auront encore de glorieuses missions à accomplir.

L'affaire angolaise est riche d'enseignements et de constatations pour l'avenir. Concernant l'attitude soviétique, il faut remarquer deux points essentiels. C'est la première fois que l'URSS projeta sa puissance et sa force dans un conflit extérieur à sa zone d'influence, et cela avec une rapidité et une détermination qui relevaient jusque-là du monopole américain. Le deuxième point, c'est l'audace des dirigeants du Kremlin qui osèrent provoquer l'escalade dans une guerre locale jusqu'à la victoire de leurs alliés.

Quant à Fidel Castro, il a voulu signer « son indépendance » face à Moscou, et démontrer que sa révolution bien assise à La Havane est vraiment capable d'exporter la révolution et d'être un soutien pour des mouvements en lutte contre l'impérialisme. Conscient d'avoir forcé l'histoire par son action audacieuse en

(13) *Granma*, 30 mars 1980

Angola, le leader cubain chercha par la suite à tester les réactions américaines et amener Washington à négocier d'égal à égal. « L'idée du retrait des troupes pourrait être évoquée... à condition qu'il s'agisse de celui des Américains de la base de Guantanamo », répondit Castro aux États-Unis qui exigeaient le retrait des troupes cubaines d'Angola comme condition de normalisation des relations entre les deux pays.

Si l'engagement cubain en Angola possédait certains fondements, il en va bien autrement pour ce qui est de la présence cubaine dans la Corne de l'Afrique et de ses interventions en Ogaden et en Érythrée, aux côtés de l'Éthiopie de Mengistu.

scène internationale leur servent de point commun. Ils se disputent, dans une compétition dont le ton est courtois, certes, voire complice, le titre de leader du tiers monde. Leurs actions se rejoignent, se complètent et parfois s'entrecoupent. Tous deux savent que le bouleversement possible du monde passera par l'Afrique. Fidel Castro n'a essuyé que des échecs dans une Amérique latine aujourd'hui abandonnée aux dictatures militaires. Il invoque les origines de son pays et la condition de ses « ancêtres esclaves » pour s'imposer en Afrique.

Le colonel Kadhafi, à peine remis de ses déboires et de ses extravagances d'union et de démagogie dans le monde arabe, se tourne vers l'Afrique noire, convertie à l'Islam à coups de pétrodollars, pour mener ses desseins politiques.

Il est surprenant que jusqu'à maintenant on ait omis d'établir une comparaison entre ces deux hommes à la poursuite d'un même objectif en Afrique. Kadhafi dispose des moyens, mais il lui manque une politique. De plus, il est par trop spécifique pour jouer le rôle du leader du tiers monde. Castro, au contraire, a l'allure de ce leader, de ce « caudillo », et il est animé et soutenu par une politique et même une stratégie dont il n'a cependant pas les moyens.

4. Au nom de...

Cuba est un État socialiste qui adopte les principes de l'internationalisme prolétarien.

Article 12 de
la constitution cubaine

Nous ne sommes pas seulement un pays latino-américain, mais aussi un pays latino-africain.

Fidel Castro, 22 décembre 1975

Il est loin le temps de l'hiver 1965 où Ernesto Che Guevara sillonnait le Congo et effectuait des missions d'exploration en Angola, à Zanzibar, en Guinée. C'était de l'artisanat. Aujourd'hui Fidel Castro « exporte la Révolution » par avions et bateaux chargés de jeunes gens vêtus de treillis verts et armés jusqu'aux dents. Plus de 15 000 arrivèrent à Luanda en novembre 1975, 17 000 furent « exportés » en Ethiopie en mars 1978, et quelques milliers d'autres débarquèrent pour « conseiller » l'ancien dictateur guinéen Macias, Kadhafi, Sékou Touré... et d'autres.

La présence cubaine en Afrique a rapidement progressé ces quatre dernières années. Les « Compañeros » sont présents dans quinze pays. Certains effectuent des tâches civiles : professeurs, médecins, techniciens, mais la plupart remplissent des rôles militaires, et cela va de l'instructeur au soldat de troupe. En 1978, lors du con-

fût de l'Ogaden, les Cubains jouaient un rôle de premier plan aux côtés de l'armée éthiopienne. Ils conduisaient les tanks, pilotaient les avions et commandaient les unités motorisées.

Le quart de l'armée cubaine se trouve en Afrique. La Havane confie le commandement de ses troupes sur le continent noir à des généraux choisis parmi la fine fleur de l'État-Major militaire cubain. Arnaldo Ochoa, general de 42 ans qui avait combattu dans les montagnes de la Sierra Maestra avec Fidel Castro, a servi en Angola en 1975, avant de diriger les opérations de l'Ogaden en mars 1978. Ami personnel du frère de Castro, Ochoa s'est vu confier, par la suite, le ministère de la Défense. Avec ce corps expéditionnaire de 50 000 hommes, Cuba est la première puissance militaire étrangère sur le continent africain.

L'internationalisme prolétarien

« Certains impérialistes se demandent pourquoi nous aidons les Angolais, quels intérêts nous avons là-bas. Ils sont habitués à penser que lorsqu'un pays fait quelque chose, c'est parce qu'il cherche du pétrole, du cuivre, des diamants ou d'autres ressources naturelles. Non ! Nous ne poursuivons aucun intérêt matériel... Si les impérialistes veulent comprendre pourquoi nous aidons l'Angola, qu'ils lisent un manuel d'internationalisme prolétarien ! » C'est ainsi que Fidel Castro motive l'intervention de Cuba en Afrique. Mais encore faut-il lire le bon manuel d'internationalisme, car il en existe plusieurs et chacun a le sien. Le manuel soviétique, le manuel chinois, le manuel vietnamien, le manuel afghan... et sans doute d'autres moins officiels et moins affirmés. La Havane a le sien. « La République de Cuba adopte les principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité combative des peuples » stipule l'article 12 de la Constitution cubaine.

Les combattants internationalistes cubains portant le MPLA au pouvoir, les soldats de La Havane en Ogaden et en Erythrée, les instructeurs militaires dans les camps du terrorisme de Kadhafi, les gorilles gardes du corps qui, hier, ont veillé sur la sécurité de l'ex-dictateur guinéen Macias... tout cela fait partie de la grande entreprise de « l'internationalisme prolétarien ». Ce principe a véritablement « bon dos ».

Ce thème de « l'internationalisme prolétarien » a longtemps tenu une place de choix dans les écrits communistes et socialistes du XIXe siècle et du début du XXe. C'était un principe sacré auquel aucun communiste ne devait échapper. Joseph Staline fut le premier à trahir ce principe exigeant. Lors d'un congrès du Komintern, le successeur de Lénine n'hésita pas à assimiler la volonté de libération des révolutionnaires africains, asiatiques et latino-américains à une attitude contre-révolutionnaire. Aux yeux de Staline, le colonialisme et l'impérialisme étaient des prolongements nécessaires et inévitables de la société capitaliste, et l'écroulement de celle-ci en Europe suffirait à faire triompher la Révolution prolétarienne, faisant disparaître par ce fait la domination coloniale et impérialiste sur les autres continents. Pour la IIIe Internationale, il n'était donc pas question d'aider ou de favoriser la lutte armée pour libérer les peuples écrasés par le colonialisme. Cette interprétation stalinienne et dogmatique de l'internationalisme prolétarien resta longtemps celle de l'Union soviétique. Cette thèse s'accommodait d'ailleurs bien de celle de la « coexistence pacifique » avec le capitalisme, et de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest. Le Kremlin avait toujours refusé d'intervenir directement dans la zone d'influence des États-Unis. L'Amérique latine en est l'exemple. Cuba étant l'exception qui confirme la règle. Les peuples latino-américains opprimés n'ont pas vu et ne verront pas, d'ailleurs, d'hommes venant de la patrie de Lénine pour les délivrer d'un système et de régimes qui les exploitent. Les Soviétiques acceptent le statu-quo et considèrent le continent latino-

américain comme la chasse gardée des États-Unis. Pour l'Asie et l'Afrique, leur stratégie est différente. Jusqu'à l'affaire angolaise, leur aide, leur soutien aux mouvements de libération africains et asiatiques, s'arrêtaient à quelques paroles ou à une aide matérielle modeste.

Le principe de l'internationalisme prolétarien n'était souvent cité que comme paragraphe d'une doctrine idéologique. Dans les faits et dans l'action, il trouvait difficilement son application. La politique étrangère de ce que l'on appelle le « camp socialiste » et des États « révolutionnaires » répond avant tout à une nécessité dictée par des situations intérieures et des rapports internationaux. La solidarité avec les classes opprimées de tous les peuples passe au second plan.

Si, aujourd'hui, dans les constitutions et les discours des pays communistes et socialistes, on affirme ici et là des principes de solidarité internationaliste, ces principes obéissent avant tout à des exigences économiques et politiques qui déterminent les rapports et les alliances avec le reste du monde. Et cela se fait souvent contrairement aux convictions et aux affinités idéologiques. La Chine populaire, née de l'une des plus admirables révolutions de ce XXe siècle, n'entretient-elle pas des relations très étroites avec la dictature chilienne ? L'Union soviétique ne développe-t-elle pas chaque jour ses relations commerciales avec le régime du Général Videla ?

A Moscou, les discours officiels et les moyens d'information évitent d'utiliser l'expression « internationalisme prolétarien ». Ils lui préfèrent celle de « solidarité internationaliste ». Dans le document final approuvé par les partis communistes et ouvriers d'Europe lors de la Conférence de Berlin-Est, en juin 1976, l'expression « internationalisme prolétarien » fut supprimée et remplacée par « solidarité internationaliste ». L'internationalisme prolétarien n'est plus présenté comme un devoir sacré auquel tout révolutionnaire est tenu, mais comme une démarche volontaire. Cette Conférence a signé le déclin final de l'internationalisme prolétarien. L'expression ne reste plus qu'un slogan de choc galvaudé à La Havane.

Cet internationalisme, le régime Cubain a entendu, lui, le pousser jusqu'à ses ultimes limites. Dès les années 60, une assistance militaire cubaine était accordée à plusieurs mouvements de libération, en particulier au MPLA. Et si l'on peut contester la présence de soldats cubains ici et là en Afrique, on ne peut pas nier l'aide militaire, technique, médicale, que Fidel Castro a apportée à plusieurs mouvements de libération africains ou latino-américains.

Pour les Cubains, la Revolution ne doit pas venir de l'extérieur, mais de l'intérieur, et ils donnent leur révolution en exemple. La Havane s'accorde seulement un droit d'intervention, considéré comme un devoir, pour accélérer le processus de lutte d'un mouvement ou d'une révolution menacée par l'impérialisme. C'est le cas de l'aide apportée au MPLA en novembre 1975 et à l'Ethiopie en 1977.

Reste qu'il faut formuler des réserves sur les bénéficiaires de cette aide cubaine. Si le cas du MPLA et de l'Angola est compréhensible, celui de l'Ethiopie l'est moins, et ceux du colonel Kadhafi aujourd'hui ou de Macias et Idi Amin Dada, hier, ne le sont pas du tout.

Autre remarque, « l'internationalisme prolétarien » castriste ne s'étend pas aux luttes legitimes et justes des démocrates et révolutionnaires latino-américains qui combattent des dictatures atroces. Ce ne sont pas les troupes cubaines qui ont fait fuir, en juillet 1979, le dictateur Somoza de Managua. Et le general argentin Videla n'a rien à craindre des combattants internationalistes cubains.

A La Havane on se garde bien d'attaquer l'autoritarisme et le fascisme de la junte de Buenos-Aires. La presse cubaine n'informe qu'à demi-mots et par quelques insinuations sur ce qui se passe en Argentine. Certains n'hésitent pas à attribuer aux rapports commerciaux florissants entre les deux pays ce silence cubain sur

l'exploitation, la torture et la mort du peuple argentin. N'a-t-on pas dit que le gouvernement castriste aurait acheté à crédit des wagons, des camions, des voitures, de la viande et d'autres marchandises à l'Argentine ? Les intérêts économiques passent avant, l'internationalisme après. « Nous ne sommes pas seulement des marxistes-léninistes, nous sommes également nationalistes et patriotes » affirme Castro en 1978. Cuba n'est malheureusement pas le seul pays dans ce cas. Cela devient une constante dans la conduite de la politique extérieure du « camp socialiste ».

Une certaine éthique... une morale incertaine

Les rapports internationaux ne répondent en fait à aucune morale et n'obéissent à aucune éthique. Les relations internationales sont déterminées par l'économie et ce qu'elles peuvent faire fructifier comme profits et intérêts propres. Les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest n'ont jamais été aussi florissantes, et cela malgré les batailles, les querelles, les luttes idéologiques, les guerres et les conflits engagés entre ces deux camps. La guerre du Viêt-nam, celle de l'Angola, les conflits de la Corne de l'Afrique, ceux du Tchad, du Sahara occidental... ou d'autres, l'installation des dictatures sur le continent américain, n'ont pas empêché et n'empêchent pas les pays socialistes de continuer leur coopération et leurs échanges économiques avec le reste du monde. Pendant les conflits et les confrontations idéologiques et militaires entre les deux super-puissances et leurs satellites, les Soviétiques continuent à commercer avec l'Ouest, adversaire idéologique et politique. L'URSS avait coopéré économiquement avec l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, l'Espagne franquiste, le Portugal de Salazar, la Grèce des colonels... Aujourd'hui, elle continue ses échanges avec les régimes militaires d'Amérique latine, les dictatures africaines, et l'Afrique du Sud raciste. L'économie prime

sur l'idéologie politique. Le profit avant tout, même sur le dos de l'internationalisme prolétarien !

Les relations économiques entre les pays socialistes et des dictatures sud-américaines ont dernièrement été dénoncées par M. Levinson, secrétaire général de l'ICEF (1). L'auteur de *Vodka-Cola* (2) révélait dans une lettre adressée en novembre 1978 à tous les syndicats affiliés et associés que la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, filiale à 95 % de la Banque centrale soviétique du plan, avait signé d'importants accords avec le ministre des finances du Chili. Selon M. Levinson, l'URSS avait conclu un marché de 100 000 dollars pour l'achat de molybdène chilien. La lettre indiquait qu'« en 1977, la République démocratique allemande, à la suite de négociations secrètes, s'est vu accorder l'autorisation d'établir une mission commerciale à Santiago et celle d'exporter des produits est-allemands au Chili... Et des pays d'Europe de l'Est effectuent des commandes importantes au Chili portant sur du cuivre, des produits agricoles, de l'oxyde de molybdène, de la farine de poisson, etc. »

La junte du général Pinochet n'a pas caché cette coopération. Les chiffres officiels chiliens indiquaient que pour l'année 1977 les exportations vers la Roumanie atteignaient 10 millions de dollars, 10 millions de dollars vers la Bulgarie, 3 millions vers la Pologne, près de 20 millions vers l'Allemagne de l'Est et 25 millions vers la Yougoslavie.

« Le nombre d'opérations financières et d'entreprises conjointes soviétiques au Brésil est important et ne cesse d'augmenter. L'une d'elles est une importante raffinerie de pétrole d'une valeur de 350 millions de dollars. Réciproquement, le régime brésilien dispose d'une présence directe en URSS » écrit encore M. Levinson.

La coopération de l'URSS avec les dictatures latino-

(1) ICEF : Fédération internationale des Travailleurs de la Chimie, de l'Énergie et de l'Industrie diverse.
(2) Charles LEVINSON, Vodka-Cola, éditions Stock, 1978.

américaines n'est pas récente. Le 30 août 1970, le Pérou obtenait un prêt soviétique de 30 millions qui servit à acheter des biens d'équipement. L'URSS de son côté y a toujours acheté du café et des chaussures. La balance commerciale soviétique était même déficitaire avec le Pérou en 1974 et 1975. En 1976, la Banque de Moscou octroya un prêt de 19 millions de dollars au Brésil pour la construction d'une centrale électrique. 75 000 tonnes de café furent échangées l'année suivante contre des pièces soviétiques pour cette centrale électrique.

En 1974, l'URSS conclusit plusieurs accords commerciaux avec le gouvernement argentin. Des entreprises soviéto-argentines ont été créées comme avec le Brésil. Et c'est par le biais de ces entreprises qu'une coopération « fructueuse » se fait entre les deux pays. En 1976, les ventes d'armes soviétiques aux pays d'Amérique latine totalisaient un milliard de dollars. Le Pérou, la Bolivie et l'Argentine étaient les principaux clients de Moscou.

En Afrique l'URSS coopere pratiquement avec tous les pays ou presque. Moscou ne prend pas en considération la nature du régime. Les relations économiques bilatérales sont des relations entre États, et il importe peu que ce soit l'État sanguinaire d'Idi Amin Dada, ou la « Guinée équatoriale-prison » de Macias. Ces deux régimes ont été anéantis depuis, mais des instructeurs soviétiques et cubains avaient aidé à leur assise et à leur maintien pendant de nombreuses années. Cela répondait-il aux principes de l'internationalisme prolétarien ?

Il est évident que les « bavures » et les contradictions dans l'application des principes de l'internationalisme prolétarien sont loin d'être fortuites ou hasardeuses.

Cuba, un pays « latino-africain »

Le phénomène de retour à ses origines et la mode de la redécouverte de ses racines ne sont pas nouveaux en Amérique latine. De nombreux pays latino-américains ont remis en valeur les formes et les influences africaines de leur culture et de leur identité. Des les années 30, l'ethnosociologue Gilberto Freyre avait analysé les nuances et les richesses culturelles apportées par l'esclavage dans la société brésilienne. A cette même époque plusieurs intellectuels des Caraïbes, notamment cubains, avaient pris conscience du caractère africain de leur culture.

Le grand poète national cubain, Nicolas Guillen, écrivait en 1937 :

Moi
fils d'Amérique
ton fils et celui de l'Afrique
hier esclave des maîtres blancs aux fouets sanglants
aujourd'hui esclave des yankees roux, voraces raffineurs
moi, qui barbote dans le sang noir dont s'éclaboussent
mes Antilles
asphyxié par l'aigre fumée verte des champs de canne à sucre
enseveli parmi la fange des prisons
cerné par d'insatiables baïonnettes, jour et nuit
perdu dans les bois ululants des îles crucifiées sur la croix du Tropique
moi, fils d'Amérique
je cours vers toi, je meurs pour toi (3).

Découverte par Christophe Colomb en 1492, Cuba avait accueilli peu à peu des Espagnols qui venaient s'installer à la recherche de l'or et de la fortune. Ces nouveaux débarqués se partagèrent le sol et commencèrent à le cultiver. Moins d'un siècle plus tard, les Indiens qui habitaient l'île avaient pratiquement disparu. Les

(3) Claude COUFFON, *Nicolas Guillen*, éditions Seghers, 1964.

cultures du sucre et du tabac à cette époque étaient florissantes et il fallait de la main-d'œuvre. Elle fut importée d'Afrique par l'esclavage, même après 1820, date à laquelle les métropoles occidentales et l'Angleterre firent abolir la traite des Noirs. Au début du XIXe siècle, plus de la moitié de la population cubaine était noire. En 1820, on comptait à Cuba 393 000 esclaves et affranchis pour 311 000 blancs.

En principe l'esclavage était prohibé depuis cette date, mais l'importation clandestine des esclaves d'Afrique continuait. En 1843, l'île connut les premiers soulèvements et révoltes d'esclaves qui furent décimés. Les responsables furent pendus ou fusillés.

Les classes dirigeantes cubaines demandaient l'annexion de leur île aux États-Unis, ce qui, à leurs yeux, résoudrait les difficultés politiques qu'ils avaient avec l'Espagne et maintiendrait surtout la main-d'œuvre de l'esclavage. Dans les années 50, ces conspirations annexionnistes se multiplièrent et firent régner brutalement l'Espagne. Cuba traversait à ce moment-là des difficultés économiques dues à la chute des prix du sucre et du café.

Des 1868 s'engagea une lutte ouverte entre la bourgeoisie cubaine et l'Espagne. Une république « Cuba libre » fut proclamée. Elle préconisait l'abolition de l'esclavage. Elle ne vécut pas longtemps. La répression espagnole fut atroce. La guerre dura dix ans et l'Espagne reconnut à la fin « la personnalité cubaine ». Cette guerre de dix ans avait profondément affecté la vie sociale et économique de l'île. On comptait 100 000 morts du côté cubain et autant du côté espagnol. L'énorme majorité des morts cubains étaient des Noirs. Une accalmie s'ensuivit, mais elle fut courte. Les hostilités reprirent quand le Cortès de Madrid rejeta la revendication d'autonomie cubaine en 1894. Le 29 janvier 1895, José Martí lança, de son exil à New York, l'ordre de soulèvement qui aboutit au traité de Paris et à l'indépendance cubaine en 1898.

Les forces anticolonialistes comptaient une majorité

d'esclaves en fuite et de journaliers noirs. Une petite minorité de Blancs seulement avait participé à la guerre de libération nationale. « C'est dans le creuset de la guerre, devant la mort, que Blancs et Noirs, nus et sans chaussures, devinrent égaux » disait José Martí. De cette longue histoire de la lutte pour l'indépendance, un nom est demeuré célèbre : celui d'Antonio Macio, général mulâtre qui combattit farouchement aux côtés des forces anticolonialistes à Cuba et dans les pays des Caraïbes.

En 1898, le baron français J. Antomarchi, de retour de Cuba, analysait dans *La Revue Hebdomadaire* les causes historiques de ce soulèvement : « Ce mouvement devait fatalement se produire... car je tiens à le dire ici, les Cubains forment un peuple à part, dont les enfants descendent, il est vrai, d'Espagnols, mais ils perdent toute attache et toute affection pour la mère patrie, dès la seconde génération. Un fils d'Espagnol né à Cuba, n'est plus espagnol, il est cubain, et dix pour cent d'entre eux seulement conservent le culte de la patrie de leurs pères, tandis que les autres épousent les passions du pays qui les a vus naître. De plus, Cuba compte environ 1 600 000 habitants (1 200 000 blancs et 400 000 nègres) répandus sur un territoire très vaste. Sa superficie est égale à un cinquième environ de celle de la France, territoire sauvage, impénétrable... »

Après 1898, sous la « République médiatisée » et plus tard lors du règne du dictateur Batista, les Noirs et les mulâtres continuèrent à être victimes de la discrimination raciale. L'égalité pourtant proclamée dans la loi restait lettre morte. En 1953, on estimait à 40 % la proportion des Noirs dans la population. La Révolution castriste se trouva confrontée au problème racial. En 1959, 65 % de la population cubaine était d'origine africaine. L'exode de près d'un million de Blancs après la Révolution et la croissance démographique naturelle pendant ces vingt dernières années expliquent cette augmentation de proportion. On estime aujourd'hui à 80 % la part de la population noire. Il est cependant difficile

d'appréhender l'exactitude de ce pourcentage dans une population cubaine de 10 millions d'habitants. Le gouvernement impose en effet une interdiction totale de référence aux critères ethniques dans les recensements démographiques.

« Les impérialistes prétendent nous interdire d'aider nos frères angolais. Or nous disons aux yankees qu'ils n'oublient pas que nous ne sommes pas seulement un pays latino-américain mais aussi un pays latino-africain. Le sang africain coule abondamment dans nos veines. C'est d'Afrique que vinrent dans notre pays, comme esclaves, beaucoup de nos ancêtres. Et les esclaves ne se firent pas faute de lutter et de combattre dans l'armée de libération de notre patrie. Nous sommes frères des Africains et, pour les Africains, nous sommes prêts à lutter... (4) » Ainsi Fidel Castro justifiait-il son aide au MPLA, durant la guerre angolaise.

Dix ans avant lui, Amilcar Cabral, lors de la Tricontinentale à La Havane, en janvier 1964, faisait référence de façon solennelle à ces liens douloureux qu'avaient établis les bateaux négriers entre l'Afrique noire et Cuba. Le leader du PAIGC (5) proposait à Cuba le remplacement de ceux qui avaient fui après la révolution par des hommes et des femmes venant d'Afrique. Cela pour compenser « la sortie de ceux qui, pour des raisons de classe ou d'inadaptation, ont des intérêts et des attitudes incompatibles avec les intérêts du peuple cubain... En reprenant le chemin d'autrefois, douloureux et tragique, de nos ancêtres (notamment de Guinée et d'Angola), qui ont été transplantés à Cuba comme esclaves, nous viendrons aujourd'hui en hommes libres, en travailleurs conscients et en patriotes cubains, pour exercer une activité productive dans cette société nouvelle, juste et multiraciale, pour aider à défendre avec notre sang les conquêtes du peuple de Cuba. Mais nous

(4) Fidel CASTRO, *Bilan de la Révolution cubaine*, éditions Maspero.
(5) Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert.

viendrons renforcer également tous les liens historiques, de sang et de cultures, qui unissent nos peuples au peuple cubain... »

Dans les motivations de la politique africaine de Cuba, certains n'excluent pas le désir des dirigeants de La Havane de légitimer et d'asseoir un pouvoir minoritaire blanc sur un peuple de majorité noire. Et cela pour éviter un divorce entre les dirigeants et la population. Sans affirmer la solidité de cette thèse, on peut faire trois constats concernant cette vibrante africanité subitement affirmée par le régime castriste ces cinq dernières années.

Le premier, c'est que le problème ethnique et religieux demeure à La Havane un sujet tabou. Les fêtes, les pratiques et les rites des religions africaines, comme celle des Yoruba (6), par exemple, restant interdits depuis 1972. Cela a acculturé la population noire et a favorisé un racisme. « ... Tous les étrangers restés quelque temps à Cuba sont obligés de l'admettre : il y a un racisme latent. Et souvent plus. Ce peut être l'insulte « sale nègre », toujours prête, derrière le dos de l'intéressé bien sûr ; de face on n'oserait pas... Ou le signe de la main pour dire noir, on se frotte le dessus du poignet, l'intérieur évidemment étant réservé au blanc.

« Ce n'est pas dans l'esprit de la Révolution. Mais déjà, en 1963, le Che déclarait : « Je ne vois pas plus d'intérêt pour les Noirs d'étudier l'histoire africaine à Cuba que pour mes enfants d'étudier celle de l'Argentine... Les Noirs à Cuba ont besoin d'étudier le marxisme-léninisme, non l'histoire africaine. » Pourquoi tolérer la religion catholique ? Parce qu'elle est blanche ? Ou parce qu'on « n'est pas raciste », faut-il nier aux Noirs leur appartenance à une race différente et refuser leur culture ? Ce désir de blanchir une popula-

(6) Yoruba : descendants des déportés d'Afrique Occidentale au cours des XVIIe et XVIIIe siècles. C'est la principale ethnie africaine à Cuba.

tion non blanche n'est pas loin de « nos ancêtres les Gaulois », du temps où nous allions convertir ces « pauvres égarés d'Afrique » remarque Marie-France Mottin lors de son séjour à Cuba (7). Elle affirme encore que les expressions « nègre », « il est bien... quoiqu'il soit noir », « noir, mais intelligent », « regardez-les... des bêtes sauvages »... courent encore les rues de La Havane. Parfois, ce n'est même plus du mépris, dit-elle, mais de la haine franche, et même l'Amérique du Nord est modérée à côté de ce racisme latent et haineux dont sont encore victimes les Noirs.

Le second constat concerne la composition de l'équipe dirigeante castriste, formée presque exclusivement des descendants de colons espagnols. 12 membres seulement d'origine africaine sur 112 siégent au Comité central du Parti. Sur 13 membres, le Bureau politique du Parti ne comprend que 2 Noirs, et, sur les 23 membres du Conseil des Ministres, 4 sont noirs. Dans les instances suprêmes du pouvoir castriste, la proportion de dirigeants d'origine africaine ne dépasse guère 7 %. « Regardez la photo du gouvernement affichée à tous les coins de rue : pas un Noir. Excepté Almeida, mais ça ne se voit pas trop et on ne va quand même pas éliminer un héros de la première heure, un des meilleurs, pour une affaire de couleur. D'ailleurs il a été fort utile pour pacifier les éléments troubles de Santiago, noirs évidemment. La photo se passe de commentaires : la Révolution cubaine, malgré ses protestations, est blanche et élitiste. Seulement, ça ne se dit pas, et ça ne saute pas aux yeux. Aux oreilles plûtot (8). »

Dernier constat : c'est la constance du thème de l'africanité dans les discours de Castro depuis 1975. L'africanité de Cuba revient régulièrement dans les

(7) Marie-France MOTTIN, *Cuba quand même*, éditions du Seuil, 1979.
(8) *Idem*.

déclarations du leader cubain, et cela ne va pas sans interrogation sur les intentions de Castro qui, durant des années, avait voulu uniformiser l'identité cubaine et créer « l'homme nouveau ».

En 1975, nous lisons par exemple, dans l'un de ses discours, ces propos de Castro :

« Tout en fêtant ce XVe anniversaire de la victoire héroïque et glorieuse de Giron, notre peuple a un motif supplémentaire d'orgueil, qui découle de son action internationaliste la plus belle et qui dépasse les frontières de ce continent : la victoire historique du peuple angolais auquel notre Révolution a offert sa solidarité généreuse et inconditionnelle... Du sang africain a coulé à Giron, celui des descendants plein d'abnégation d'un peuple qui a été esclave avant d'être ouvrier et qui a été ouvrier exploité avant d'être maître de sa patrie. Et du sang cubain a coulé à cote de celui des combattants héroïques d'Angola, celui des enfants de Marti, de Mageo et d'Agramonte, de ceux qui ont hérité du sang internationaliste de Gomez et de Che Guevara. Ceux qui ont réduit autrefois l'homme en esclavage et l'ont envoyé en Amérique n'auraient sans doute jamais imaginé qu'un de ces peuples qui a accueilli les esclaves enverrait ses combattants lutter pour la liberté de l'Afrique... »

La politique africaine de Cuba est donc présentée par Fidel Castro non seulement comme un acte exigé par les principes de l'internationalisme prolétarien, mais aussi comme le devoir d'un peuple qui plonge ses racines culturelles dans l'Afrique.

La Révolution possible !

« L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme. C'est là où l'on a commis ces derniers temps les plus grands crimes contre les peuples. C'est là qu'existent des perspectives excellentes pour

pouvoir passer presque du tribalisme au socialisme sans avoir à traverser les diverses étapes qu'ont dû parcourir quelques autres régions du monde. Si nous sommes des militants révolutionnaires, nous avons le devoir d'appuyer la lutte anti-impérialiste, antiraciste et anti-néocolonialiste. L'Afrique revêt aujourd'hui une importance extrême. La domination impérialiste n'y est pas aussi forte qu'en Amérique latine. Donc, les possibilités d'une révolution fondamentale dans le continent africain sont réelles. Et s'il y a une montée du fascisme en Amérique latine, c'est parce que c'est le dernier recours pour empêcher le triomphe du socialisme. Si la lutte reste très dure en Amérique latine, car la bourgeoisie y domine l'économie, les universités, la presse et tous les secteurs de la vie nationale, ce phénomène n'existe pas réellement en Afrique où il n'y a pas de bourgeoisie proprement dite (9). »

C'est ainsi que Castro explique l'actualité de la stratégie d'intervention cubaine pour l'Afrique. La Révolution dans ce continent est possible et même réalisable dit-il. Dans cette Afrique « tribale », le révolutionnaire de la Sierra Maestra a cru trouver le terrain propice et les conditions adéquates pour infliger à l'impérialisme les derniers coups de sa fin, le coup de grâce du torero au taureau déjà à terre.

Si l'idée est ambitieuse et l'entreprise audacieuse, l'analyse relève d'une certaine naïveté. Fidel Castro nie l'existence de classes sociales en Afrique qui, selon lui, passerait du « tribalisme au socialisme ». Il omet toute analyse sociale des régimes africains qu'il défend. Avant lui le colonialisme faisait la même analyse de la réalité politique du continent noir. Il soutenait qu'une société africaine est avant tout un conglomérat de tribus et d'ethnies. Les Soviétiques ont d'ailleurs par la suite repris cette même thèse. Ils ont soutenu à maintes

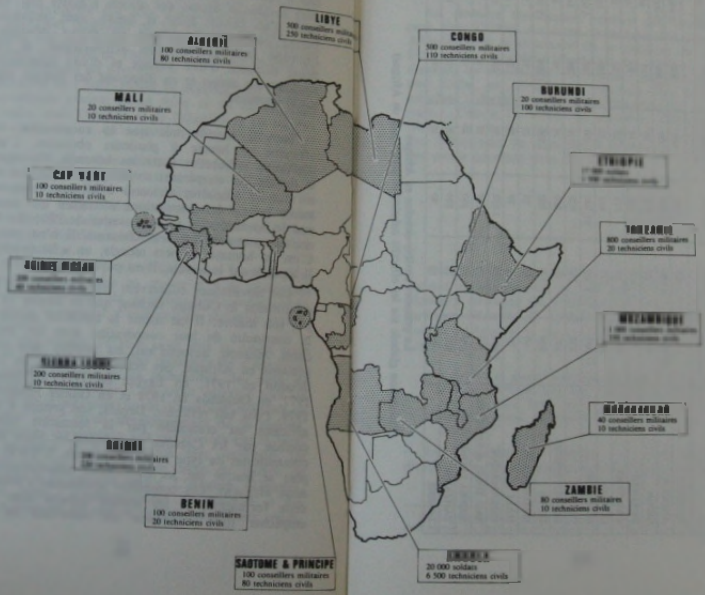
(9) *Afrique Asie*, n° 119, du 16 août 1971.

reprises des régimes se réclamant en fait plus du nationalisme que du marxisme-léninisme.

Lénine aurait pu dire à ses successeurs et particulièrement à Fidel Castro : « Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique hors-classes et d'un socialisme hors-classes, ment simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien ». En effet le leader cubain ne souffle mot sur le nationalisme exacerbé de certains régimes « socialistes » africains. Il se contente d'affirmer que leurs dirigeants sont de « vrais révolutionnaires » (Neto, Machel, Nyerere, Sékou Touré, Mengistu, Kadhafi, Boumedienne...) et que dans ces pays s'accomplissent de « véritables révolutions socialistes ».

LES CUBAINS EN AFRIQUE

Les effectifs cubains en Afrique sont estimés à 50 000 hommes. Ces chiffres comprennent le personnel militaire et les techniciens civils. Il est presque impossible de donner le nombre exact des Cubains en Afrique.



PAYS	Les Cubains			Les Soviétiques et leurs alliés de l'Est		
	Soldats et conseillers militaires	Techniciens civils	TOTAL	Soldats et conseillers militaires	Techniciens civils	TOTAL
ALGÉRIE	100	80	180	800	300	1 100
ANGOLA	20 000	5 500	25 500	1 000	1 000	2 000
BÉNIN	100	30	130	50	40	90
BURUNDI	20	100	120		10	10
CAP VERT	100	10	110	10	20	30
CONGO	150	110	260	50	100	150
ÉTHIOPIE	17 000	1 500	18 500	1 500	500	2 000
GUINÉE	350	220	570	100	200	300
GUINÉE BISSAU	200	60	260	10	50	60
LIBYE	500	250	750	100	1 000	1 100
MADAGASCAR	40	10	50	300	50	350
MALI	20	10	30	10	20	30
MOZAMBIQUE	1 000	350	1 350	40	100	140
SAO TOMÉ ET PRINCIPE	100	80	180	40	10	50
SIERRA LEONE	200	10	210	30	10	40
TANZANIE	600	20	620	600	20	620
ZAMBIE	80	10	90	90	30	120

La présence soviéto-cubaine en Afrique
(Estimation globale sur les effectifs cubains et soviétiques en Afrique)

comme cela s'était produit en Égypte en 1975. C'est une sécurité de plus pour la politique du Kremlin.

La dernière constatation relative aux intérêts que peut tirer l'URSS du corps expéditionnaire cubain en Afrique, c'est la continuité de sa politique de détente. Élément nouveau dans l'évolution des relations internationales, les Soviétiques interviennent par États interposés : Cuba, en Afrique ; le Viêt-nam dans le Sud-Est asiatique ; demain peut-être l'Afghanistan en Asie centrale.... Cela a l'avantage de maintenir l'illusion de la détente, de ne pas amener l'autre grand à intervenir, et aux Soviétiques de continuer à affirmer qu'ils ne sont pas partie prenante dans des conflits.

* * *

Gérard Chaliand, spécialiste des problèmes politiques, sociaux et stratégiques du tiers monde, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Afrique (3). Il nous a livré ici quelques éléments de réflexion sur la politique soviétique en Afrique et le regain de l'intérêt castriste pour le continent noir.

> ▪ *Depuis la guerre angolaise de 1975, les Cubains agissent en Afrique avec des contingents militaires. Selon vous, à quoi sont dus ce regain, ce dynamisme et, disons-le, cette agressivité de Cuba dans sa politique africaine ?*

— Le dynamisme des Cubains s'est d'abord exercé en direction de l'Amérique latine, dès les premières années

(3) *Une année en Afrique*, Le Seuil, 1965 ; *Mythes révolutionnaires du tiers monde*, Le Seuil, 1976, 2e édition 1979 ; *L'Étau africain*, Le Seuil, 1980.

de la Révolution. Mais cette activité a connu de nombreux échecs dus tout autant aux conditions propres des pays d'Amérique latine qu'à l'inefficacité de l'aide elle-même.

Il y a eu, d'une part, l'influence de la théorie dite du « foco », c'est-à-dire du foyer stratégique mobile déclenchant la lutte armée sans préparation politique et sans soutien de la population. Cette théorie du « foco » fut préjudiciable à l'ensemble des groupes latino-américains qui, enthousiasmés par l'exemple cubain, voulaient l'imiter. Il y eut d'autre part les conditions mêmes des sociétés latino-américaines : la question nationale difficile à poser, car la présence nord-américaine n'est pas physique comme elle l'était au Viêt-nam. Ces conditions menaient la politique cubaine dans sa sphère géopolitique, c'est-à-dire hispanique, à une impasse. Cela n'empêchait pas à cette époque-là les Cubains d'avoir une vue qui ne se limitait pas à l'Amérique latine. Il y avait une solidarité qui débordait le continent américain et qui d'ailleurs s'est manifestée en janvier 1966, au cours de la conférence dite tricontinentale. A partir de cette date-là, et même un peu avant, il y eut un soutien cubain aux mouvements de libération nationale, notamment africains, mais aussi au Viêt-nam. Ces mouvements luttaient contre le colonialisme, éventuellement contre le néo-colonialisme. En dehors des mouvements d'Afrique australe (Namibie, Rodhésie et Afrique du Sud) cette aide était surtout apportée aux mouvements de libération nationale des colonies portugaises : le PAIGC d'Amilcar Cabral en Guinée-Bissau, le **FRELIMO** de Mondlane et de Samora Machel au Mozambique et le MPLA d'Agostinho Neto. L'intervention des Cubains en Angola, en 1975, s'inscrit dans le cadre de l'aide qu'ils avaient accordée au MPLA depuis déjà une dizaine d'années. Naturellement, il y a loin entre l'aide qu'on accorde : aide financière, aide technique, médecins, techniciens, entraîneurs militaires, médicaments... et une intervention massive comme ce fut le cas en 1975. Signalons que, sans la logistique soviétique, la

capacité de transport naval et aérien de matériel lourd et de nombreuses troupes, dans un laps de temps très court, l'intervention cubaine n'aurait pas été possible.

« L'intervention cubaine en Angola s'est donc faite dans le cadre d'une stratégie soviétique ?

— Dans l'affaire angolaise les Soviétiques ont profité des erreurs commises par les Américains. C'est aujourd'hui connu et notoire. Nixon et Kissinger avaient commencé à travers la CIA à accorder une aide substantielle au mouvement de Holden Roberto, mouvement conservateur qui était basé à Kinshasa. Apprenant que ce mouvement était à nouveau puissamment aidé par les Américains dans la perspective d'une indépendance proche de l'Angola, les Soviétiques qui avaient complètement arrêté leur aide au mouvement de Neto en 1973 (parce que le MPLA était un mouvement divisé et affaibli par 3 fractions) reprirent cette aide, parce qu'ils étaient leurs alliés de toujours. Les Américains et les Sud-Africains abattirent leurs cartes, en lançant intervenir d'une part au Nord les troupes zaïroises pour appuyer Holden Roberto et d'autre part l'UNITA, autre mouvement opposé au MPLA, avec une colonne sud-africaine progressant à partir du sud du pays. Dans le cadre de l'Afrique et du sentiment populaire africain, cette colonne sud-africaine ne pouvait que susciter une réprobation générale. Profitant du vide et jouant en même temps vite et serré les Soviétiques ont fait intervenir toute la logistique dont ils disposaient. A l'occasion de l'attaque sud-africaine, les Cubains se retrouvèrent massivement en Angola. Leurs effectifs sont passés successivement de 1 000 à environ 7 000, puis à 12 000 hommes.

« Si les Cubains s'en étaient tenus là, on aurait parlé d'une intervention ponctuelle et circonscrite, mais l'intervention en Ogaden par la suite pose le problème autrement.

— Deux ans plus tard, l'intervention cubaine en Éthio-

pie et en Ogaden n'est ni de circonstance ni particulière ; elle se fait dans le cadre d'une stratégie. Les Cubains pouvaient à juste titre dire que c'était mettre au pouvoir un régime réactionnaire que de laisser Holden Roberto écraser le MPLA au Nord et les troupes sud-africaines le menacer au Sud. Castro pouvait aguerrir de sa vieille alliance avec Neto. Dans le cadre de l'Éthiopie, c'est totalement différent. Il n'y avait aucun lien particulier avec ce pays. Comme les Soviétiques, les Cubains étaient les alliés de la Somalie ; les Somaliens n'ont pas voulu admettre la politique soviétique qui les obligeait à renoncer à l'Ogaden et à faire alliance avec le régime de Mengistu. L'URSS a choisi d'appuyer le régime éthiopien en prenant le risque de rompre avec Mogadiscio. Il n'y a aucune justification idéologique à ce choix. Les deux régimes se réclament du marxisme-léninisme. La Somalie avait signé avec Moscou en 1974 un traité d'amitié de 20 ans. Les Soviétiques étaient installés à la base de Berbera. L'URSS a choisi avec l'Éthiopie, un pays de 28 millions d'habitants, une puissance régionale contre la Somalie, pays pauvre de 5 millions d'habitants. Dans cette affaire les Cubains ont non seulement suivi la même politique que les Soviétiques, mais dans la pratique, ils ont fourni les troupes qui ont permis de battre l'armée somalienne qui se trouvait tout à fait au Nord de l'Ogaden autour de Jijiga.

Ce sont les Cubains qui ont complètement transformé la situation. Ils l'ont fait grâce à du matériel soviétique, puisque les Soviétiques ont transporté les chars aéroportés de l'autre côté des cols, ce qui a permis aux Cubains de prendre à revers l'armée somalienne. Là, on n'est plus dans le cadre d'une intervention justifiée par l'amitié ancienne et la collaboration. Ce n'est plus une intervention circonstancielle, c'est dans le contexte d'une stratégie globale.

« L'intervention cubaine dans la Corne de l'Afrique s'effectue donc dans le cadre d'une stratégie globale soviétique ?

— Oui. Dans cette stratégie, il y a deux aspects. Le premier, c'est l'aspect « alliance » avec l'Union soviétique. Les Cubains sont des alliés très proches de l'URSS. Ils participent activement à une stratégie commune, au moins dans le cadre géographique latino-américain et africain. L'économie cubaine et l'ensemble même du régime cubain ne sont possibles sur un plan global qu'en alliance avec l'URSS. C'est l'Union soviétique qui est le principal client du sucre cubain et le premier fournisseur de La Havane, d'à peu près tout. D'autre part, en dehors de cette dépendance et interdépendance, et de ces liens d'alliances diplomatiques et militaires, il y a le deuxième aspect de cette stratégie qui est proprement cubain. Les Cubains ne sont pas des marionnettes entre les mains des Soviétiques. C'est de leur propre gré qu'ils agissent ainsi. Cuba est un régime beaucoup plus populaire que tous les autres régimes alliés à l'Union soviétique. C'est un régime qui est capable de soulever de l'enthousiasme, contrairement aux régimes tchèque, bulgare, etc. Il a un côté « révolutionnariste » tiers-mondiste.

A Cuba, l'affaire angolaise a été perçue comme quelque chose de populaire. Il ne faut pas l'oublier. Il y a la volonté du régime castriste de ne pas demeurer une petite révolution isolée dans une petite île caraïbe. Il y a constamment à La Havane le souci d'agir comme puissance moyenne. En définitive, aujourd'hui, les Cubains pèsent sur l'échiquier mondial. Hier, ce n'était qu'une petite île caraïbe, qui a échoué totalement dans l'extension de la Révolution en Amérique latine. C'est aujourd'hui un État qui est l'épine dorsale militaire et en même temps le garant de la survie du régime angolais comme probablement aussi de la survie du régime de Mengistu. Dans n'importe quelle négociation éventuelle, que ce soit d'ailleurs avec les Russes ou avec les Américains, les Cubains ont donc des cartes en main. Ils jouent un rôle de puissance moyenne. C'est important pour le régime de La Havane d'avoir à offrir à ses jeunes cadres militaires des tâches « révolutionnaires » à réaliser, au lieu d'être là,

dans des camps retranchés, avec pour seule perspective de produire davantage pour sortir du sous-développement.

• Ne pensez-vous pas que Fidel Castro, qui est ambitieux, veut aussi devenir, après la disparition de plusieurs leaders, le « Gaullo » du tiers-monde ?

— Quand je dis que l'objectif politique du régime cubain est de devenir une puissance moyenne, il ne faut pas négliger le rôle de la personnalité de Castro. Castro veut jouer un rôle qui dépasse celui de petit leader d'une île caraïbe. Il veut jouer un rôle mondial. C'est une possibilité pour lui dans le cadre des luttes dans le tiers-monde. En profitant de l'alliance avec les Soviétiques, il peut jouer un rôle qui dépasse largement celui qu'il pourrait jouer dans d'autres circonstances. C'est vrai qu'avec la mort des derniers grands dirigeants — le dernier étant Tito — il ne reste que Castro comme figure. Ce n'est pas Kadhafi qui fera le poids, il ne peut représenter l'ensemble du tiers monde. Il est trop spécifique, alors que le discours de Castro, on peut le refuser, mais c'est en principe un discours universel.

• Entretenir ces troupes cubaines en Afrique, cela coûte très cher. A votre avis, qui paie la facture ?

— Je pense que pour l'essentiel, quel que soit l'effort des Cubains, il faut qu'ils maintiennent un peu d'indépendance s'ils veulent avoir voix au chapitre. En Angola par exemple, il y a des divergences sérieuses entre la politique cubaine et celle de l'URSS. Les Cubains ne font pas servilement ce que les Soviétiques leur demandent de faire. La Havane a sa volonté politique, cela ne change pas le fait que sur le plan matériel elle dépende essentiellement de l'URSS. La seule chose que les Cubains prennent en charge, c'est la solde de leurs militaires ; mais le matériel et le reste sont d'origine soviétique.

6. Les États-Unis, la Chine et les autres

Depuis la Révolution castriste, les relations américano cubaines évoluent dans l'hostilité et la violence. A La Havane, on ne laisse pas passer une occasion d'injurier « l'impérialisme yankee » et, à Washington, toute occasion est habilement saisie pour mobiliser l'Amérique contre le risque et le péril que lui fait courir un communisme installé à 150 kilomètres de ses côtes. Le contentieux entre les deux pays, marqué par la Playa Giron, la crise des fusées, le blocus économique, demeure lourd depuis les années 60. Et si de part et d'autre, on a tenté d'améliorer parfois les relations, ces tentatives sont restées sans résultat.

La guerre angolaise ranima les passions, relança les attaques et les critiques verbales entre les deux pays. En commentant ce conflit, le Président américain, Gerald Ford, n'a pas mâché, à l'époque, ses mots : « Cuba a commis une agression flagrante en intervenant militairement en Angola. Fidel Castro est un hors-la-loi international. Je mets en garde solennellement Fidel Castro contre toute tentative d'intervention armée dans l'hémisphère occidental. »

Les États-Unis demandèrent le retrait des troupes cubaines d'Afrique et font encore aujourd'hui de ce retrait une condition *sine qua non* pour l'ouverture de tout dialogue avec Cuba.

toujours demeurés en seconde ligne par rapport aux problèmes de l'Afrique. Ils se tenaient derrière les puissances coloniales, par esprit de solidarité dans leur lutte contre « le communisme ». Ils soutenaient, et entretiennent encore, l'Afrique du Sud. Ils fournissaient des aides importantes à ceux qui écrasaient les mouvements de libération, mais sans se mettre vraiment au premier plan. L'Afrique ne faisait partie du plan de stratégie et de la politique de puissance des États-Unis que parce qu'elle était une chasse gardée et un enjeu pour leurs alliés européens. Depuis la guerre angolaise et les succès politiques remportés par la politique soviétique sur le continent, Washington semble à la recherche de l'élaboration d'une politique africaine, et cela, avant tout, pour préserver les intérêts et les profits économiques de ses multinationales qui contrôlent et gèrent des gisements miniers : pétrole, cuivre, diamant, or, bauxite, phosphate...

Les relations sino-cubaines ou « le petit tigre de papier »

C'est en 1960 que la Chine commença à manifester une attention particulière à la situation politique du continent latino-américain. Cette année-là fut fondée à Pékin l'« Association d'amitié latino américaine », dont le rôle était de centraliser et de développer les contacts avec les mouvements communistes sud américains. Pékin accueillit plusieurs délégations d'universitaires, de syndicalistes et de dirigeants politiques latino-américains.

La Révolution castriste fut saluée dès les premiers jours comme « un exemple splendide pour la libération des peuples d'Amérique latine ». Le 20 mars 1960, lors d'une réunion de soutien aux peuples d'Amérique latine, un dirigeant chinois de haut rang déclarait : « Cuba est le premier pays de l'Amérique latine à avoir renversé un gouvernement dictatorial et brisé la domination des États-Unis par la lutte armée. »

La presse chinoise couvrait d'éloges la Révolution cubaine : « Malgré leurs systèmes sociaux différents, la Chine et Cuba partagent les mêmes tâches : s'opposer à l'agression impérialiste des États-Unis, maintenir leur indépendance, et développer leurs économies nationales. Par conséquent, ils ont besoin de se prêter aide et appui et sont en mesure de le faire (2). »

En novembre 1960, M. Chou En-lai accueillit chaleureusement Che Guevara qui effectuait une visite à Pékin : « Depuis la victoire de la révolution, le peuple cubain, sous la direction du gouvernement révolutionnaire et de son chef le Premier ministre Fidel Castro, a enregistré des succès importants dans l'élimination de l'influence impérialiste, la suppression de la contre-révolution, l'application de la réforme agraire et d'autres réformes sociales, ainsi que le développement de sa culture nationale. »

La visite de Che Guevara fut suivie par celle de M. Rodriguez, inspecteur général des Forces armées cubaines. Une visite qui donna lieu à de grandes festivités par lesquelles la Chine voulait montrer aux Cubains qu'elle était leur véritable amie. La presse chinoise reproduisit largement les discours et les déclarations de Fidel Castro, et informa abondamment sur la vie politique cubaine.

Le leader cubain pressentait la grande querelle sino-soviétique et la voyait venir, mais refusa de s'en mêler et de prendre parti. En mars 1961, il évita de choisir entre l'URSS et la Chine. Après l'agression manquée contre son pays lors du débarquement de commandos à la Baie des Cochons, en avril 1961, il exprima sa reconnaissance et sa gratitude pour l'aide et le soutien « du puissant monde socialiste dirigé par la grande Union Soviétique et la République Populaire de Chine » (3).

La crise des missiles de 1962 et la brouille qui en

(2) *La quotidien du Peuple*, 30 juillet 1960.
(3) *La quotidien du Peuple*, 5 novembre 1962.

*
* *

Le général Georges Buis, spécialiste de stratégie militaire, chroniqueur dans plusieurs journaux et revues, explique l'importance de la présence du corps expéditionnaire cubain en Afrique pour la stratégie soviétique et les conséquences qu'elle crée dans l'équilibre des rapports Est-Ouest.

• On estime à 50 000 soldats les effectifs de troupes cubaines en Afrique. Que pensez-vous de cette présence militaire cubaine et pourquoi Fidel Castro manifeste-t-il un tel intérêt pour le continent noir ?

— Avant tout, il faudrait analyser l'élément soviétique de cette question. Les Soviétiques se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas très bien reçus dans les pays arabes et africains. Ils constatent une incompatibilité d'humeur due à la rudesse et à l'attitude méprisante qu'ils manifestent à l'égard des populations africaines. Les Soviétiques vivent à part dans les pays africains, une vie artificielle qui exclue un contact réel avec le pays. Alors l'URSS, pour résoudre ce problème, agit par personnels interposés de divers genres. On a surtout parlé des Cubains car ce sont eux qui ont fourni les troupes combattantes et les instructeurs militaires mais il ne faut pas oublier les Allemands de l'Est et les autres. Les Allemands de l'Est sont spécialistes de l'entretien du matériel et du secteur logistique. Les Cubains sont généralement « le bétail » qu'on envoie au combat, en quelque sorte une main-d'œuvre militaire importée, de même que les Américains importent des Portugais et des Sud-Coréens pour construire les terrains d'aviation sur lesquels Israël doit se replier quand il aura remis à l'Égypte, en vertu des fameux accords de Camp David, les néodromes qu'il occupe à l'intérieur du Sinaï. Les Cubains sont des troupes que l'on connaît bien, dites troupes supplétives et que les pays colonisateurs ont beaucoup utilisées dans le passé.

D'autre part, Cuba dépend à plus de 100 % de l'URSS. C'est un effort très lourd pour les Soviétiques de porter l'économie cubaine. Il y a une démographie galopante à Cuba, comme dans tous les pays pauvres, et cette présence de ses troupes en Afrique est un soulagement de personnel assez pratique du moment qu'on peut le transporter.

• Cette présence militaire cubaine en Afrique fait-elle partie d'un plan d'ensemble stratégique bien organisé où chacun joue un rôle ?

— Tout à fait. Il y a un exemple à Aden qui illustre bien cette organisation. Les Soviétiques ont le contrôle politique absolu à Aden. Ils ont un satellite stationné au-dessus de ce pays et c'est de là qu'ils font leurs recherches sous-marines en océan Indien. A Aden, les Allemands de l'Est sont responsables de la logistique du matériel fourni à l'armée sud-yéménite. Les Tchèques livraques s'occupent des transmissions et de la marche de divers « services » telle l'intendance, etc. Les Cubains, eux, sont dans la troupe ; ils sont mélangés à cette troupe locale sud-yéménite, de l'encadrent. Ce tableau d'ensemble indique l'organisation du dispositif militaire soviétique en Afrique et la direction qu'ont prises les choses. Il est évident qu'au moment de la guerre d'Angola, il n'y avait pas tout ce personnel spécialisé, chacun dans sa partie. Il y avait les Cubains qu'on a découverts là et Cuba est apparu au monde comme un fournisseur de bons soldats.

• Ces troupes cubaines ont accru incontestablement la capacité d'intervention militaire des Soviétiques en Afrique

— Elles ont augmenté considérablement cette capacité d'intervention soviétique en Afrique. Avec les contingents cubains, l'intervention soviétique est devenue moins lourde, plus habile et plus adaptée. Le Cubain est un « color man », un homme de couleur qui est

mieux accepté par les populations africaines. Il a réussi à établir d'autres formes de rapports humains, différents de ceux des Soviétiques. Il est plus crédible, c'est un homme qui vient d'un pays du tiers monde. En Angola, les Cubains n'ont eu à faire au début que des interventions ponctuelles, comme celles faites par la France en deux ou trois endroits et que tout le monde a en mémoire. Il s'agissait d'amener Neto au pouvoir, c'est-à-dire de prendre la capitale et d'assurer la solidité du gouvernement à Luanda et ses alentours. Le problème cubain est aujourd'hui loin d'être réglé. On ne peut pas dire que le corps expéditionnaire cubain a permis au MPLA de faire entendre sa voix dans l'ensemble de l'Angola. Le gouvernement angolais contrôle probablement un quart du pays et le reste est dominé encore par l'UNITA.

• La présence de ces 50 000 soldats cubains en Afrique bouleverse-t-elle l'équilibre des forces Est-Ouest ?

— Oui, l'équilibre des forces Est-Ouest a basculé. Personne ne peut nier que le problème angolais n'a été solutionné selon les vœux de l'URSS que parce qu'il y avait ces 30 000 soldats cubains qui avaient porté Néto au pouvoir. Mais cette victoire cubaine était possible parce qu'il n'y avait personne en face. Je veux dire que jusqu'ici les Cubains n'ont pas trouvé en face d'eux des forces équipées, armées et engagées par l'autre grand. La stratégie soviétique n'est plus celle de Staline, mais celle définie par Lénine, qui pensait que le monde capitaliste serait mis par terre par le monde colonial. Ce monde colonial est devenu ce qu'on appelle le tiers monde. L'URSS joue la carte de la déstabilisation du tiers monde. Chaque fois qu'elle est intervenue dans ce tiers monde où il n'y avait pas une présence militaire effective de l'adversaire occidental et capitaliste, elle a emporté des victoires. Chaque fois qu'il y a eu un vide, l'URSS l'a occupé. Sa politique est de remplir les vides, de remplacer ceux qui partent.

• Cette pénétration soviétique en Afrique est-elle réelle et est-elle dangereuse ?

— Je ne crois pas qu'elle soit tellement dangereuse. Les pays africains cherchent un allié pour faire un bout de chemin ensemble. L'URSS fournit les armes et les techniciens dont certains gouvernements ont besoin. Les Soviétiques ne sont pas sûrs de leurs positions en Afrique. On a vu souvent des régimes africains qui appliquent le fameux « socialisme scientifique », dont je n'ai jamais pu savoir ce qu'il était, basculer vers l'appel pressant du nationalisme. Des régimes que l'on croyait acquis à l'idéologie marxiste.

• L'URSS est donc en Afrique et ailleurs comme une grande puissance ?

— L'URSS a une stratégie de grande puissance. Les Russes ont toujours été en position d'assiégés ; pour eux c'est le sentiment dominant. Nous, les Occidentaux, avons tendance à voir les Russes en attaquants. Eux se voient en défenseurs. Quand on examine la technique qui a présidé à la réalisation de leur armement et sa conception, on s'aperçoit que c'est un armement très défensif, en particulier leurs avions qui sont des intercepteurs à courts rayons d'action. A l'opposé, l'Angleterre dans le passé et les États-Unis maintenant se sont toujours étendus sans rencontrer personne sur leur route et ont des avions à rayons d'action beaucoup plus grands et des navires différents. Cet armement est conçu pour opérer au loin. Ce que n'ont pas fait les Soviétiques. Ils le font à l'heure actuelle et c'est récent. A partir du moment où le monde est fini, depuis que les armes portent à 15 000 kilomètres et depuis que les satellites sont partout (il y en a 1 600 sur nos têtes, dont les trois quarts sont militaires), les Soviétiques cherchent cette capacité qu'a l'adversaire de se déplacer comme il le désire. C'est ainsi qu'il cherche la route vers Cuba, par bonds, en évitant le piège de la Méditerranée. Les Soviétiques cherchent à circuler dans ce monde en mettant des pavés dans la mare le plus possible. Alors que de par leur

passé et leur histoire, leurs adversaires ont des bases partout, les Soviétiques cherchent à en avoir ou à tourner le handicap de n'en point avoir.

• Les Américains s'installent dans l'ancienne base soviétique « Berbera » en territoire somalien, les Soviétiques sont déjà à Aden, en Ogaden... Cela promet encore des tensions et des heurts dans la Corne de l'Afrique

— La Corne de l'Afrique, le golfe Persique, Ormuz, Bab el Mendeb, la Méditerranée, tout cela appartient à un même théâtre d'opérations. Un seul et même théâtre dominé par les problèmes du Moyen-Orient et notamment celui d'Israël. J'ai eu des conversations avec de nombreux hommes politiques des pays de cette région ; que ce soit l'ex-chah d'Iran, le président Sadate ou d'autres, tous étaient d'accord sur ce thème de l'unité du théâtre d'opérations. Les Soviétiques essayent de tourner autour de ce théâtre pour y avoir accès. C'est une stratégie de grande puissance de haute et lointaine politique et pas seulement une stratégie idéologique. Il y a quatre siècles et demi que, partie du Duché de Moscou, l'URSS, devenue ce qu'elle est devenue, veut atteindre les mers chaudes, là où il n'y a pas de glaces, là où l'on peut circuler toute l'année. Les Soviétiques n'y sont pas encore parvenus. Ils continuent cet effort pour être présents dans le monde à égalité avec l'Occident. Ils n'ont pas le choix.

• L'entretien de 50 000 soldats cubains en Afrique coûte cher. D'après vous qui paie la facture ?

— Forcément l'URSS. Que les Soviétiques fassent des arrangements avec les gouvernements africains concernés, comme l'Angola qui dispose des matières premières, cela est probable. Mais l'entreprise est avant tout soviétique et c'est Moscou qui paie la grande part de cette facture.

• L'entretien de ces troupes expéditionnaires doit coûter horriblement cher ?

— Cela coûte très cher. La logistique à distance coûte horriblement cher. Je ne connais pas les chiffres et le coût de ces troupes cubaines mais je peux dire que le budget de fonctionnement d'une des grandes flottes américaines est égal au budget total de la Hollande. L'entretien d'un corps expéditionnaire même s'il est rustique et pas très bien équipé coûte cher. C'est une fraction importante du budget national. Pendant la guerre d'Algérie, la France a consacré à l'armée jusqu'à 27 % de son budget ; pourtant c'était là, à la porte de la France. Israël consacre 60 % de son budget à l'armée. Je ne peux pas dire combien coûte un Cubain à l'extérieur, mais je peux dire qu'un homme faisant son service militaire dans un pays non européen doit revenir à 30 000 F pour 18 mois et avec un matériel moins sophistiqué. Pour le soldat cubain, il doit falloir compter au moins 30 000 F.

• Il y a l'Angola, l'Éthiopie, mais aussi des Cubains en Libye, et on sait que le colonel Kadhafi est impliqué dans plusieurs conflits et guerres en Afrique et dans le monde

— Là, c'est un exemple comme celui d'Aden, mais il est encore meilleur. Kadhafi n'a pas de troupes, ni de forces, mais il est en train de construire le plus fantastique arsenal militaire qu'un pays du tiers monde ait jamais réalisé. Tout militaire vous dira qu'il est encore plus difficile d'entretenir du matériel stocké que du matériel en fonction. C'est très difficile. Les Soviétiques et leurs alliés qui ont fourni ce matériel ont envoyé avec lui tout ce qu'il faut pour sa logistique. L'entretien de cet armement et le bon fonctionnement des transmissions sont un impératif très important dans cet immense pays. En Libye, les Soviétiques ne sont pas nombreux. L'agent d'exécution numéro un demeure l'Allemand de l'Est aussi bien sur le plan de la stratégie militaire que sur le plan de l'entretien du matériel. Les Tchécoslovaques, les Hongrois, les Cubains sont là pour entraîner la troupe. Ils font partie de la Compagnie. Le

soldat cubain travaille au niveau de ce qu'on appelle les petites unités : du peloton jusqu'au régiment au maximum.

• *Pensez-vous que le soldat cubain est réellement conscient pour servir en Afrique ?*

— Je pense que cette présence cubaine en Afrique n'est pas allée sans problèmes. Il y en a beaucoup dont on ne parle pas. Que cette présence cubaine arrange les Soviétiques et Fidel Castro est une chose et que cela arrange le ministre cubain de l'Économie et des Finances certainement. Mais, parmi les Cubains qui se battent en Afrique, il y a de tout. Les familles de ceux qui se font tuer deviennent des ennemis du régime. Ces familles sont nombreuses. Et il y a eu des cas de soldats cubains en permission à Cuba qui ont refusé de rejoindre leurs unités opérationnelles en Angola, en Ogaden ou en Erythrée. C'est un problème très difficile pour Fidel Castro et pour les Soviétiques.

7. Cuba à l'heure africaine

Le regain de la politique africaine de Cuba, né avec la guerre angolaise, fait vivre l'île à l'heure africaine. Edition, presse, radio et télévision consacrent une place de choix aux questions du continent noir. Il n'y a plus un discours officiel où l'homme politique cubain, ministre, haut membre du Parti, responsable local, ne fasse mention de l'Angola, de l'Éthiopie, de l'Afrique et de la mission internationaliste des Cubains. Trop spectaculaire pour être sincère, et trop clinquant pour ne pas devenir lassant. Dès l'été 1976, les Cubains ont vu fleurir dans les vitrines de leurs librairies des livres et des brochures sur l'Angola et l'Afrique. Le best-seller fut *Angola, la fin du mythe des mercenaires* de M. Raul Valdes Vivo, membre du Comité central du Parti communiste, chargé des relations extérieures, qui avait trempé sa plume dans le vitriol pour réaliser un livre-entretiens avec des mercenaires américains et anglais recrutés par l'UNITA. Ces mercenaires furent capturés par le MPLA et jugés le 13 juin 1976 à Luanda. Condamnés à mort, ils furent exécutés.

L'auteur de ce livre à sensation concluait : « Le mercenaire perçoit de l'argent pour tuer. Son affaire, c'est la guerre, l'agression, le pillage. Il est prêt à changer de maître. La seule condition c'est d'être payé plus. Il lui est indifférent que les monnaies soient des dollars

ou des livres sterling. Mais ses maîtres ne peuvent être que ceux qui sont capitalistes, exploiteurs, oppresseurs, racistes, ceux de la tribu de l'argent. Le combattant internationaliste offre sa vie pour que triomphent la liberté, la justice, et la paix. »

Dans les défilés et les revues militaires, les « combattants internationalistes » tiennent la place des héros. Il n'y a pas de meeting, de fête, de rassemblement populaire à Cuba, où ne sont pas rappelés l'action internationaliste et le caractère africain de ces héros. Dans la presse cubaine, « Lettres d'Angola » est devenu une rubrique habituelle où les travailleurs internationalistes s'expriment et adressent des nouvelles à leurs familles. « En vérité cette séparation nous a fait du bien. Ici j'ai appris beaucoup de choses de la vie que je ne savais pas. Cette expérience d'un an vaudra bien celle de dix ans. Nous aurons mûri, nous serons devenus des hommes et des femmes... », écrit par exemple Eva, professeur de biologie en Angola. Elle explique que son rythme de travail est dur, et qu'elle essaie d'apprendre le portugais. « Les Angolais sont des gens très résolus et très intelligents et avec les ressources dont ils disposent ils y arriveront » (1), affirme Eva.

Maritza Lieta, 20 ans, est professeur de géographie à l'école Ngola Kiluangi à Luanda. Une journaliste cubaine qui a fait un jour de classe avec Maritza l'a interviewée et rapporte ce dialogue (2) :

— Professeur, c'est vrai que Fidel se préoccupe de ce que tous les petits Cubains aillent à l'école ?

— Oui, c'est vrai. Il veut qu'ils travaillent bien à l'école pour servir encore mieux la patrie grâce à leurs connaissances. Il veut aussi que vous étudiez, que tous les enfants du monde puissent étudier... c'est pour cela que nous sommes ici.

(1) Granma, 26 novembre 1978
(2) Granma, 19 août 1979

— Professeur, à Cuba, les enfants portent un uniforme ?

— Oui, tous les jours. Vous aurez bientôt le vôtre, avec le foulard et le béret des pionniers.

— Et comment sont les arbres, à Cuba ?

— Ils ressemblent beaucoup à ceux d'ici. Il y a des caroubiers, des eucalyptus, des amandiers... Mais, là-bas, il n'y a pas d'imbondeiro, l'arbre qui symbolise l'Angola ; notre arbre à nous, c'est le palmier royal. C'est un bel arbre, très très haut, élégant, qui pousse dans les villes et dans les campagnes. Il est le symbole de la souveraineté.

— Professeur, c'est comment la Révolution cubaine ?

C'est comment la Révolution cubaine ? Grande question à laquelle Maritza n'a pas répondu. Ce reportage décrit l'ambiance enthousiaste chez ce « 2e contingent pédagogique internationaliste Ernesto Che Guevara » en Angola : « En passant dans les couloirs de la Ngola Kiluangi, on entend différentes voix, et si l'on tend un peu l'oreille, on reconnaît celles des professeurs cubains. Lorsqu'on frappe et entre dans l'une de ces classes, on les voit faire leurs cours, pleins de vie et d'assurance, et on croirait que ces jeunes professeurs exercent leur métier depuis longtemps. Ils ne donnent absolument pas l'impression de manquer d'expérience.

« Citons ces paroles que prononça le commandant en chef Fidel Castro à propos du détachement internationaliste : "Nous aspirons à ce que notre pédagogie soit l'une des meilleures du monde."

« Il ne fait aucun doute que ces jeunes gens ont l'envergure nécessaire. »

La culture, plus encore que tout le reste, met La Havane à l'heure africaine. En juillet 1979 la capitale cubaine accueillait le troisième festival des Arts caraïbes. Et, en ce mois d'été, il paraissait loin le temps où les dirigeants cubains interdisaient le carnaval et les fêtes africaines et faisaient subir aux Noirs cubains des vexations en s'attaquant à leurs pratiques et rites religieux.

« La présence de l'esclavage africain en Amérique et la force qu'il a atteint dans les Caraïbes sont un facteur important qui conditionne notre nuance culturelle caraïbe... L'influence culturelle africaine dans les Caraïbes est un facteur qui a valeur de définition extrêmement importante et c'est pour nous tous, qui sommes de l'Amérique latine et des Caraïbes, un devoir de souligner que, dans l'ensemble des contradictions sociales qui ont formé notre histoire cinq siècles durant, on a voulu sous-estimer cette influence africaine » (13), affirmait M. Armando Hart, ministre cubain de la Culture, en inaugurant ce festival.

Après avoir acculturé ce « pays latino-africain » et autrefois une simple « folklorique tropicale », la Révolution castriste semble faire marche arrière. Elle met ses expressions artistiques : littérature, cinéma, théâtre, chant et musique, à l'heure africaine.

Dans *Granma*, Sergio Viser écrit : « L'histoire des Caraïbes a été systématiquement déformée. L'impérialisme contemporain n'a tenté de nous isoler et de déformer nos créations populaires en les supplantant par des succédanés pseudo populaires pour touristes en mal de dépaysement. En dépit de tout cela, nos peuples ont su défendre leur histoire. Ils ont su réaffirmer leur identité commune. Les temps ont changé, une nouvelle conscience est née. En ces temps révolutionnaires, Cuba a conscience d'être un membre vital du monde des Caraïbes et se repose le problème de son identité culturelle. C'est dans cette optique que nous réalisons des études et que nous participons à des activités communes et variées dans tous les domaines (14). »

La Havane ne se contente pas d'accentuer et de mettre en avant son africanité : elle se propose de se forger, en rapport avec les peuples des Caraïbes, une nouvelle identité culturelle. Sa politique africaine y est pour quelque chose.

13) *Granma*, 23 juillet 1979.
14) *Granma*, 23 juillet 1979.

Les enfants africains

En octobre 1979, l'opinion publique européenne et américaine était heurtée par l'information révélée dans un journal hollandais, selon laquelle des centaines d'enfants congolais, de 10 à 16 ans, avaient été arrachés à leurs parents et « déportés » à Cuba pour y subir un entraînement révolutionnaire. L'affaire des « enfants congolais » devint un scandale et les enquêtes se multiplièrent sur cette présence d'enfants africains à La Havane. Ce n'est cependant pas la première fois que le gouvernement cubain accueille des écoliers africains. Cela remonte déjà aux années 60. Mais l'intervention cubaine en Afrique et le resserrement des « liens internationalistes » entre certains pays africains et Cuba ont considérablement accru le nombre de ces enfants : plus de 10 000 dont 3 500 Angolais, 2 000 Éthiopiens, 1 500 Mozambicains, 800 Guinéens, 350 Congolais.

Choisis parmi les plus doués, ces enfants sont recrutés après des tests et des sélections réalisés par des éducateurs cubains. Les autorités congolaises n'ont pas eu la moindre peine à recruter les 600 écoliers envoyés à La Havane. Les familles étaient consentantes et voyaient même quelques avantages à ces départs : une bouche de moins à nourrir, un privilège pour l'enfant de faire des études à l'étranger, la certitude que celui-ci réussirait, à son retour, à occuper un poste important et serait bien considéré par le gouvernement.

En juillet 1978, Cuba a accueilli 1 200 enfants éthiopiens. Le journal officiel cubain décrivait ainsi l'ambiance de l'arrivée : « Ces enfants d'un pays cruellement frappé par une guerre injuste ont reçu dès leur arrivée à bord de l'Africa-Cuba les marques de l'affection d'un peuple dont la solidarité s'est tout d'abord manifestée au cours des heures amères de la guerre et qui s'est maintenant engagé à assurer la formation de ces jeunes qui sont l'avenir de l'Éthiopie socialiste... Les enfants ont vite fait d'apprendre quelques mots d'espagnol ("camarade", "papa", "Cuba", "école")

auxquels ils mêlaient les noms de Mengistu et de Fidel... Dès que le paquebot s'est préparé à accoster, des centaines de petites mains se sont agitées et les voix ont crié à l'unisson : "Cuba ! Fidel !". Devant ces visages d'enfants illuminés par l'espoir, nous, les Cubains qui nous trouvions à bord, avons gardé le silence. A cet instant, nous nous sentions fiers d'être Cubains, fiers de notre révolution internationaliste, fiers de Fidel (5). »

Ces milliers d'enfants africains instruits et formés à Cuba représentent un atout capital pour la continuité et la consolidation de la politique africaine de La Havane. Les Cubains ne savent que leur présence en Afrique commence à devenir impopulaire et que l'engrenage de leur politique sur ce continent est appelé à rencontrer quelques hostilités et mécomptes. Il n'y a pas mieux pour garder leur influence et leurs intérêts en Afrique que la formation de ces enfants, futurs cadres de leurs pays. Mais cet habile calcul peut se révéler faux, voire dangereux, quand on sait ce que sont devenus les étudiants africains de l'Université moscovite « Patrice Lumumba ». Ils battent tous les records d'antisoviétisme et d'anti-communisme ! Il est vrai que l'URSS les a formés alors qu'ils étaient déjà âgés. Cuba a tiré les leçons des déboires soviétiques et prend en charge de jeunes Africains âgés de 5 à 15 ans. La durée de leur scolarité est de 10 à 15 ans. Toutes ces précautions sont prises pour qu'ils ne deviennent que des « marxistes-léninistes » acquis au castrisme.

Castro s'en félicite : « Plus de 9 000 jeunes provenant d'autres pays, dont 8 000 Africains, étudient à l'île de la Jeunesse. Et que disent les directeurs, les professeurs ? Que disent les dirigeants de l'île de la Jeunesse ? Que disent les camarades du ministère de l'Éducation ? Que les élèves africains sont d'excellents

(5) *Granma*, 18 juillet 1978.

élèves très intelligents, que ce sont d'excellents travailleurs, disciplinés et exemplaires. Et il vaut la peine de signaler que dans les écoles africaines, le taux de réussite scolaire est supérieur à 90 %, qu'elles sont d'avant-garde pour ce qui est du travail, et qu'elles sont très brillantes dans les activités culturelles et sportives... Les impérialistes ont peur de ces écoles. Il semble que ces écoles les effraient car ils se disent : « Quels hommes et quels révolutionnaires vont rentrer en Afrique ! (6) »

L'effet psychologique

L'engagement en Afrique ne suscite pas le grand enthousiasme chez le Cubain moyen. Il provoque au contraire chez lui une certaine anxiété et même la peur chez les Cubains plus jeunes qui veulent éviter d'aller combattre en Afrique. Les aventures africaines de Castro sont en train de devenir aussi impopulaires au sein de la jeunesse que les campagnes américaines au Viêt-nam. « Pourquoi Cuba doit faire la guerre en Afrique ? Je ne veux pas aller en Afrique. C'est un pays de fous. Mes amis qui en reviennent sont devenus fous », déclarait par exemple un étudiant cubain (7).

Quesada Caballero, un déserteur, explique que des combattants internationalistes « volontaires » sont recrutés par le biais du CDR (8). Ces comités quadrillent les villes et les villages, rassemblent les jeunes gens sur leurs lieux de travail et leur font signer un formulaire d'engagement d'un an. Après un entraînement spécial de quelques semaines, les combattants partent pour l'Afrique sans aucune précision sur le lieu de leur destination. « On ne m'a jamais dit où j'allais combattre, mais j'ai supposé que c'était quelque part en Afrique », raconte Caballero.

(6) Discours de Fidel Castro du 19 mars 1982. *Granma*, le 30 mars 1982.
(7) *News Week*, 20 mars 1978.
(8) Comité de Défense de la Révolution.

Fidel Castro affirme pourtant de son côté : « Au moment des missions internationalistes en Angola et en Éthiopie, nous avons eu quelques sondages : plus de 300 000 Cubains étaient disposés à participer à ces missions (9) » Il y aurait donc le 1/30e de la population cubaine qui serait prêt à quitter le pays pour combattre en Afrique.

Castro déclare encore : « Il y en a des milliers qui veulent aller en Angola, qui veulent aller en Éthiopie, qui veulent aller n'importe où. Mais dans le travail quotidien, la conscience ne se manifeste pas. » C'est que l'entreprise africaine paraît bien être aussi pour une partie de la population cubaine un moyen de fuir une société pas aussi socialiste qu'on le pense, et pas aussi égalitaire que le pouvoir castriste veut le faire croire. Il semble y avoir chez un certain nombre de volontaires combattants internationalistes un empressement à partir, un besoin de quitter l'île, d'ouvrir une fenêtre sur le monde, de respirer un autre air, plus qu'un sentiment de solidarité, très limité d'ailleurs, avec l'Afrique.

Comment les Cubains réagissent-ils à cette présence de quelque 50 000 de leurs soldats en Afrique ? C'est la grande interrogation. On ne sait pas grand-chose, sinon que les « combattants internationalistes » qui ont participé à ces guerres africaines ont droit aux honneurs officiels. Reste à connaître les réactions de ceux qui ont perdu un père, un frère, un fils, un époux, mort pour une cause étrangère. Ces guerres ont en effet coûté à Cuba plus de 2 000 hommes et 3 000 mutilés. Elles ont fait le malheur de plus d'une famille sur dix. S'il est vrai que la mission internationaliste est un devoir pour le Cubain, que le peuple cubain se considère en continuelle mobilisation, et en lutte permanente contre l'impérialisme, il n'est cependant pas possible que le Cubain de la rue ne réfléchisse pas sur les entreprises africaines de son pays. Le pouvoir et la presse offi-

(9) *Granma*, 16 mars 1980

cielle font état, eux, de grand enthousiasme et même de l'honneur ressenti d'être « combattant internationaliste », cela malgré les nombreuses désertions et le refus de partir de quelques soldats retournés en permission à Cuba. Le Cubain est prêt de répondre chaque année, si ce n'est chaque jour, au mot d'ordre lancé par ses gouvernants : s'engager en terre africaine pour combattre aux côtés des soldats de Mengistu.

Depuis 1960, la Révolution castriste n'a subi que des coups durs : l'interminable blocus économique, les agressions américaines, l'assassinat de Che Guevara, la faillite de la guerrilla révolutionnaire sur le continent latino-américain, l'échec de la Zafra, le drame du peuple chilien... Tous ces événements ressentis comme autant d'échecs ont entamé le moral du peuple cubain. Fidel Castro ne cesse de dire qu'« il faut changer la défaite en victoire ». Les défaites sont là et il fallait bien une victoire, une vraie. Celle de l'Angola en est bien une. Elle a fait reculer à Cuba une certaine morosité, un certain sentiment d'échec et de routine, et a donné l'assurance et la preuve que la Révolution castriste a vaincu et peut vaincre encore « l'impérialisme ». La victoire angolaise est venue à temps pour soutenir la gloire d'un régime qui, en vingt ans, a pris quelques rides et avait besoin d'un nouveau souffle de combativité. Le régime a cherché à trouver auprès de la masse des Cubains un regain de popularité après deux guerres africaines victorieuses : celle de l'Angola et celle de l'Ogaden.

Gabriel Garcia Marquez, arrivé à La Havane juste après la victoire cubaine en Angola, constatait un profond changement : « C'était un changement indéfinissable, et en même temps presque trop évident. Pas seulement dans l'esprit des gens : dans la nature même des choses, des animaux, de la mer, dans l'essence de la vie cubaine. Il y avait une nouvelle mode masculine : des vêtements de toile légère, des vestes à manches courtes. De nouveaux mots dans la langue de la rue, et c'étaient des mots portugais... Il y avait, dans les queues des magasins et des autobus bondés, des discussions plus

bruyantes que d'habitude entre les partisans résolus de l'intervention en Angola et ceux qui commençaient tout juste à comprendre. Et puis, surtout, il y avait ce phénomène si rare et si remarquable : ces hommes revenus d'Angola qui paraissaient conscients d'avoir contribué à changer l'histoire, mais ne s'en comportaient pas moins avec le naturel et la modestie de qui n'a fait que son devoir (10). »

Reste à savoir si l'effet psychologique recherché par le gouvernement cubain à travers ses interventions africaines durera longtemps. L'Angola était une affaire. La guerre de l'Ogaden et le conflit érythréen en sont une autre. Le Cubain moyen, même s'il est fier d'avoir remporté la victoire de Playa Giron en 1960, peut-il comprendre, lorsqu'il fait des queues interminables devant des magasins d'austérité et des autobus bondés, pourquoi la priorité et l'objectif numéro un de ses dirigeants sont devenus tout d'un coup la réalisation d'autres « Playa Giron » situés à des milliers de kilomètres de son île ?

Cuba a-t-il les moyens de sa politique africaine ? Le régime cubain reconnaît que cette coopération lui coûte cher. Il y a plus de 50 000 Cubains en Afrique, pour la plupart des militaires. Le ravitaillement et l'entretien de ces troupes nécessitent le travail d'au moins 10 000 personnes à Cuba. C'est-à-dire que plus de 60 000 Cubains participent à la mise en pratique de la politique africaine de La Havane. Cela représente une charge énorme pour l'économie cubaine qui, il faut bien le dire, ne pourrait supporter un tel poids sans l'aide grandissante de l'URSS.

En plus du succès idéologique et psychologique, l'entreprise africaine apporte au gouvernement cubain la démonstration que la Révolution de La Havane est bien assise et qu'elle est capable d'être un soutien aux luttes

(10) Reportage *Present Latin*, janvier 1977.

anti-impérialistes dans le monde. De sa présence en Afrique, Cuba tire des avantages économiques. 60 000 hommes travaillent en dehors de l'île ; cela résorbe un chômage de plus en plus élevé. Fidel Castro s'est inquiété dernièrement de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, plus d'un million dans les prochaines années, selon le leader cubain. Le chômage, même s'il n'est pas déclaré, demeure un problème aigu dans l'île. En 1960, on comptait à Cuba 3 000 médecins. Ce chiffre a triplé en 1977, et a doublé depuis, atteignant aujourd'hui le chiffre de 18 000 médecins.

« Nous disposons de nombreux médecins. Et nous avons à faire face à une forte demande de médecins de la part d'autres pays. Certains, très pauvres, doivent être aidés gratuitement. Mais d'autres sollicitent notre concours moyennant paiement. Il y a là une source de revenus supplémentaires pour un pays non pétrolier comme le nôtre » (11), déclarait Fidel Castro dans un discours du 24 décembre 1977.

Certains pays riches comme la Libye, et dans une certaine mesure l'Angola, payent cette coopération en devises. Cela est source de revenus pour l'économie cubaine.

« La Révolution, ici nous, c'est difficile »

Après vingt-deux ans de castrisme, Cuba, symbole et mythe de la Révolution, est en crise : crise politique, économique et morale. La liberté d'expression inscrite dans la Constitution n'est pas totale, et nombreuses sont les entorses aux libertés individuelles. Blanc, mulâtre ou noir, l'homme cubain non castriste est condamné au silence, s'il n'est pas candidat à l'exil. Le régime a claqué ces dernières années son désir de libéralisation et de tolérance. Mais malgré les signes de clémence manifestés récemment

(11) *Granma*, janvier 1978.

par Fidel Castro en libérant 4 000 prisonniers politiques, les associations de défense des Droits de l'homme affirment qu'il en reste encore. Dans ce domaine, « la perle des Caraïbes » est une tache noire, puisque Cuba a le triste privilège de compter le nombre de prisonniers politiques proportionnellement le plus élevé du monde. Comparé à l'échelle de la France, cela voudrait dire que 7 millions de Français quitteraient leur pays et que 200 000 autres croupiraient dans des geôles politiques.

A La Havane, on ne parle que de « problème ». Le costume stalinien et le bureaucratisme soviétique ont mal évolué sous les tropiques. Et du socialisme il ne reste que des problèmes et des fléaux. Les dirigeants cubains ont vu le malaise social monter et depuis deux ans ils multiplient les avertissements et les mises en garde.

« Le capitalisme avec tous ses abus a été capable d'imposer la discipline dans le travail. Cuba doit y parvenir aussi », déclarait Fidel Castro en juillet 1979 devant l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire. Le chef de l'État cubain a adressé aussi de virulentes critiques aux cadres, administrateurs, travailleurs politiques, syndicalistes, journalistes et éducateurs. Il les a accusés de négligence et de manque d'ardeur et les a rendus responsables de « la grave détérioration de la qualité des services publics » : 30 % seulement des trains cubains arrivent à l'heure dans les gares... plus du tiers des délits restent impunis et cela fait de Cuba « un paradis pour la délinquance ». Fidel Castro a dénoncé l'absentéisme excessif dans les entreprises.

Ce n'était pas la première fois que le chef de l'État cubain formulait des critiques aussi violentes et appelait ses compatriotes à l'autocritique. Mais c'était la première fois qu'il recommandait des formes de gestion et d'action économiques s'inspirant du capitalisme et du libéralisme. Ces propos laisseraient penser que le degré de gravité de la faillite gestionnaire dans les entreprises publiques et le manque de rigueur et de travail dans la

bureaucratie cubaine ont commencé sérieusement à préoccuper le régime.

« L'homme nouveau » dont parlait Che Guevara reste à inventer. Le Cubain a vu prospérer chez lui, sans son consentement ni son approbation, un régime bureaucratique répressif, un régime de contrôle et de rigueur incompatible avec les valeurs culturelles des civilisations tropicales.

Le 7 avril 1980, plus de 10 000 Cubains se sont entassés dans les jardins de l'ambassade du Pérou à La Havane, sur une surface à peine plus grande qu'un terrain de football. Des hommes, des femmes, des enfants de toutes catégories et de toutes classes ont pris le maquis dans cette ambassade, réclamant un visa pour partir. Après quelques incidents devant les ambassades du Pérou et du Venezuela, Fidel Castro décida de retirer la garde et annonça que tout Cubain serait libre de voyager n'importe où. Ses compatriotes l'ont pris au mot et des milliers de Cubains ont pris d'assaut l'ambassade péruvienne. Cette affaire qui a braqué les feux de l'actualité sur Cuba a révélé au grand jour que « Cuba n'est pas le Pérou ». Pris de court par cet incident, le gouvernement cubain a voulu sauver la face. Il a essayé de montrer au monde que ces milliers de « fuyards » étaient de la vermine (gusanos), des délinquants, des homosexuels, des antisociaux, des vers de terre... Des manifestations grandioses ont été organisées pour soutenir le régime. Et le 16 avril, sur la cinquième avenue de La Havane, devant l'ambassade du Pérou, une foule d'un million d'hommes en délire criait : « Qu'ils s'en aillent ! »

L'exode des Cubains par milliers est dû à un « ras-le-bol ». La crise d'avril illustre un mécontentement et un désenchantement croissant dans de larges couches de la population cubaine. Aux restrictions, aux rationnements alimentaires qui durent depuis 20 ans (et c'est long 20 ans !), s'ajoutent les problèmes qu'affrontent les Cubains, à cause de la nature autoritaire et bureau-

critique du régime. Le Cubain ne peut plus comprendre que la cause unique de ses malheurs est l'impérialisme américain. S'il est vrai que les « yankees » demeurent les ennemis de Cuba, si l'on a en mémoire les interventions directes ou indirectes que les États-Unis ont organisées pour abattre le régime castriste, si le blocus économique dure encore, cela n'explique pas tout.

L'ouverture de l'île au tourisme, en particulier aux Nord-Américains, et la visite à Cuba de 100 000 Cubains de l'extérieur expliquent en partie cette révolte, du Cubain de l'intérieur, et ce désir de fuir. Les exilés cubains de la Floride ont suscité, chez le Cubain moyen, l'envie. Ils lui ont raconté leur « Floride capitaliste » où la vie est facile et confortable, et cela l'a fait rêver. Le Cubain en a déduit que la vie dans un pays capitaliste n'est pas aussi impossible qu'on le lui avait dit. Après ce contact, on a vu à Cuba le nombre des candidats à l'émigration se multiplier. Ce ne sont plus des bourgeois comme dans les années 60, mais des ouvriers et des paysans.

Il est difficile de savoir jusqu'à quel point les entreprises africaines de Cuba ont joué un rôle dans cette crise et dans ce malaise social qui croît chaque jour à La Havane. Mais si l'intervention cubaine en Angola a ravivé la popularité de Castro, la suite et l'engrenage dans lequel se trouve engagée la politique africaine de Cuba après l'Ogaden inquiètent le Cubain qui voit mal son pays jouer un rôle de gendarme dans le monde. Cet aspect négatif de la politique étrangère castriste a certainement influencé quelques départs en exil. Suivant un sentiment naturel et légitime, le Cubain aujourd'hui rationné dans son alimentation, écrasé dans ses libertés et condamné à une grande austérité, a du mal à comprendre ce que signifie un « internationalisme prolétarien » qui le fait courir pour sauver de lointains pays.

Certains observateurs n'hésitent pas à affirmer que le regain et le dynamisme de la politique extérieure cubaine, notamment en Afrique, visent à compenser et

à masquer l'échec et la faillite du système intérieur. A travers les interventions militaires sur le continent noir, les dirigeants cubains chercheraient à produire un effet psychologique sur leur population, en la maintenant dans un état de mobilisation contre l'impérialisme. C'est une manière comme une autre de dire au peuple cubain que, vingt ans après, la lutte n'est pas finie.

« Nous avons été, nous sommes, nous serons optimistes. » C'est l'un des slogans que l'on peut lire sur les murs de La Havane. Ou encore : « Qu'importent les sacrifices quand il s'agit du destin du peuple. »

Cet effet psychologique commence à se retourner contre le régime castriste. Vingt-deux ans après son arrivée au pouvoir, Fidel Castro peut continuer à dire : « La Révolution, tu sais, c'est difficile. » Difficile à faire, surtout chez soi !

8. Castro l'Africain, un caudillo non aligné ?

En mars 1977, Fidel Castro effectua une tournée dans plusieurs pays africains. « J'ai pu voir au cours de cette visite tout le mal que le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme ont infligé à une grande partie de l'humanité », déclara Castro à Berlin-Est en rentrant de sa tournée africaine, le 2 avril. « Il y a des Cubains en Afrique, en Asie, qui portent leur modeste contribution à la lutte révolutionnaire. Nous ne le faisons pas pour des raisons de prestige national, ni pour jouer un rôle dans la vie internationale. Nous le faisons parce que nous sommes des internationalistes. »

Le périple africain de Castro avait suscité des espérances, mais aussi des inquiétudes. La tournée africaine d'un leader tiers-mondiste (et pas n'importe lequel, celui qui a aidé à libérer l'Angola), alarma les chancelleries occidentales qui savaient que l'homme de la Sierra Maestra avait accru son poids en Afrique et dans le tiers monde. Plus de vingt ans après son entrée victorieuse à La Havane, Fidel garde dans sa haine contre l'impérialisme le même acharnement. « L'impérialisme n'a pas seulement subi un Playa Giron à Cuba, il en a subi un en Angola, et un autre en Éthiopie. Trois Playa Giron en vingt ans. Que le tigre soit de papier ou non, notre honneur, notre dignité et nos principes,

eux, ne sont pas en papier (1). » Exemple de propos dont seul le « lider maximo » a le secret.

Avant d'entrer à l'Université de droit, l'élève Fidel Castro avait récolté, dans l'annuaire du collège de Belen en 1945, cette appréciation de ses maîtres : « Fidel s'est toujours distingué dans toutes les matières qui ont un rapport avec les lettres. Il a d'excellentes qualifications, il a été un véritable athlète qui a toujours défendu avec courage et orgueil le drapeau de l'école. Il a su gagner l'admiration et l'affection de tous. Il se consacrera à la carrière des lois, et nous ne doutons pas qu'il remplisse de brillantes pages le livre de sa vie. Il est fait d'un bon bois et l'homme d'action ne manque pas en lui. » Cet éloge devinatoire se révèle exact, et « le bois » a fait preuve de sa rarissime solidité.

Vingt deux ans plus tard, l'étudiant en droit, l'avocat, le guérillero n'a rien perdu de sa verve et de son dynamisme. Après deux décennies de pouvoir, le « lider maximo » qui a 54 ans ne manifeste aucune fatigue. Il marche plus vite que personne et ses tournées dans l'Île ne sont pas de tout repos pour ceux qui l'accompagnent. Fidel cumule tous les pouvoirs. Il est le leader de La Havane et il est le pouvoir cubain. Chef de l'État, Président du Conseil d'État, Président du Conseil des ministres, secrétaire général du Parti communiste, commandant en chef de l'armée, il supervise personnellement les forces armées, la police, l'administration intérieure, la santé et la culture.

Tribun de talent, Fidel Castro a la magie du verbe, de l'expression qui frappe et qui électrise la foule. Il a ce don extraordinaire de la parole. Enflammé, jovial, persuasif, coléreux, moqueur et humoriste, le « lider maximo » passionne encore son auditoire qui peut passer des heures et des heures à l'écouter sans lassitude.

(1) Discours de Castro, Granma, 14 janvier 1979.

Les discours, les meetings, les conférences de presse traditionnellement ennuyeuses, sont à La Havane un véritable spectacle de « one man show ». Un gros cigare à la bouche, une barbe épaisse, une formidable mélancolie dans le regard et la voix chantante, Castro peut aligner toutes les contradictions et abreuver une foule de promesses, d'illusions, de rêveries et de contre-vérités. Il discerne sans notes, sur tous les sujets, avec une montagne de chiffres, de statistiques et de détails : cela va du déroulement des opérations militaires en Ogaden à la crise du logement à Cuba. L'homme est habité d'une foi et d'une détermination inébranlables. Il n'accepte pas les critiques. Ses proches affirment que, malgré sa faculté d'écouter les autres, il n'est point influençable. « Marxiste-léniniste » par convenance, opportuniste-nationaliste occasionnel, internationaliste par ambition, ce castillan reste à définir dans sa traversée des méandres du communisme.

Sincère et de bonne foi, l'élève Fidel Castro Ruz ne maîtrise cependant pas ses leçons et ses connaissances historiques. Des points d'ignorance et des lacunes le poussent à simplifier sommairement l'histoire et les événements passés ou présents. A son compte, les réalisations importantes de sa Révolution. Cuba a accompli depuis 1959 des progrès indéniables dans les domaines de la santé et de l'éducation, et si l'on compare Cuba à certains pays du tiers monde, il est certain que, dans l'île, la nuit a reculé. Mais à sa charge, son ambition d'être le messie d'un tiers monde exploité et meurtri, un leader de libération et d'espoir. « Qui se souvient des chefs d'État helvétiques ? Que resterait-il de nous demain si nous nous contentions d'améliorer le sort de quelque dix millions de Cubains ? De quelle trace au contraire Cuba ne marquera-t-il pas la fin du XXe siècle s'il assure la libération des peuples en Afrique, en Amérique du Sud et ailleurs ? », confiait un jour Castro à un visiteur.

Il sait que la postérité de l'histoire ne gardera trace que d'un Napoléon ou d'un Bolivar. N'Krumah, Soekarno, Nehru, Nasser ont disparu. Che Guevara, Ho

Chi Minh sont morts. Mao est démystifié. Boumédienne et Tito ont succombé à la maladie. Et la Révolution dans le tiers monde est inventeur orpheline. Kadhafi se débat depuis 1970 dans les déboires et les échecs de l'unité arabe. Et Idi Amin Dada, malgré ses outrances, n'était pas homme à faire le poids. Le terrain était vide, Castro l'a occupé avec ses rêves de tricontinentale et ses ambitions d'homme d'État. Castro, leader du tiers monde, n'est pas comme certains le disent le « mercenaire de Moscou ». Il s'allie certes à l'URSS, mais il surprend aussi les Soviétiques et les devance sur le terrain africain. Cela peut quelquefois coïncider avec leurs intérêts.

En septembre 1979, La Havane a accueilli la 6e conférence des Pays non alignés. Fidel Castro avait soigneusement préparé cette réunion. Et malgré le procès fait à leur hôte par certains pays, concernant son alignement sur l'URSS et ses interventions militaires en Afrique, Castro joua habilement pour éviter la cassure du mouvement et en tirer un prestige personnel.

C'est en 1961 et dès la première conférence des non-alignés à Belgrade que Cuba avait adhéré au mouvement. La révolution venait de triompher à La Havane. Les participants de Belgrade manifestèrent leur soutien à Fidel Castro. Il incarnait à leurs yeux le représentant du continent latino-américain et un exemple d'indépendance vis-à-vis des puissances et des blocs dans le monde. Cuba était le seul pays latino-américain à participer en tant que membre à part entière. Le Brésil, la Bolivie et l'Équateur assistaient à la conférence en tant qu'observateurs.

Le sommet du Caire, en 1964, accueillit d'autres pays latino-américains en tant qu'observateurs : Argentine, Chili, Jamaïque, Mexique, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Uruguay. Cuba demeura le seul pays latino-américain membre du mouvement. La réunion du Caire condamna violemment les agressions nord-

américaines contre Cuba et dénonça le blocus économique imposé à l'île.

Parmi les 13 nouveaux pays qui firent leur entrée dans le mouvement lors de la troisième conférence réunie à Lusaka (Zambie) en 1970, trois étaient latino-américains : la Jamaïque, la Guyana, et Trinité-et-Tobago. Il s'agissait de pays anglophones qui venaient d'accéder à l'indépendance. La Barbade, la Colombie et le Pérou assistaient en qualité d'observateurs.

A Alger en 1973, la participation de l'Amérique latine s'élargit. Le Pérou, l'Argentine et le Chili devinrent membres de la conférence. A l'époque, ces pays avaient une position anti-impérialiste. A la cinquième réunion du mouvement à Colombo (Sri-Lanka) en 1976, seuls les pays des Caraïbes représentaient le continent latino-américain. Le Chili et l'Argentine furent écartés du mouvement après leurs coups d'État fascistes respectivement de septembre 1973 et de mars 1976. Cuba, seul pays latino-américain à être membre de ce mouvement depuis la première heure, vit son rôle grandir au sein du mouvement. Fidel Castro déploya tous les moyens pour faire de ce sixième sommet de La Havane un succès. Il voulait rectifier à travers ce mouvement une « Tricontinentale » de combat et de lutte dans le monde. Et cela malgré les critiques et les remous contre Cuba et sa politique africaine, émanant du sein même du mouvement.

En juillet 1978, la conférence ministérielle du mouvement des non-alignés tenue à Belgrade avait au centre de ses débats le problème du non-alignement de Cuba et ses interventions militaires en Afrique. Le ministre somalien des Affaires étrangères qui qualifia alors Cuba de « bras armé de Moscou », déclara : « Cuba a un rôle étrange dans la Corne de l'Afrique. Un pays supposé non-aligné a choisi de s'allier aux forces du colonialisme, de l'oppression et de l'hégémonisme. Il s'est laissé manipuler par une grande puissance, l'Union soviétique, servant ses desseins et ambitions dans le contexte de la rivalité des grands. »

Pris à partie lors de cette réunion par les représentants de plusieurs pays, et notamment de l'Égypte, du Zaïre et du Maroc, M. Malmierca, ministre cubain des Affaires étrangères, se défendit : « Ce que La Havane cherche en Afrique, ce n'est pas l'accès à des matières premières mais la défense des intérêts des Africains. Les Cubains sont revenus sur le continent que leurs aïeux avaient quitté en tant qu'esclaves, pour soutenir la lutte des déshérités contre l'oppression coloniale et en réponse à l'appel des peuples et des gouvernements légitimes faisant face à l'agression des racistes, annexionnistes et serviteurs de l'impérialisme... Les combattants internationalistes cubains ne peuvent être placés sur un même pied que les mercenaires et les interventionnistes des anciennes puissances coloniales. »

La conférence de La Havane révéla l'existence au sein du mouvement de deux tendances et de deux thèses sur la signification du non-alignement. La première, défendue par Fidel Castro, est que non-alignement ne signifie pas neutralisme et refus de choisir entre les blocs idéologiques qui se partagent le monde. Fidel Castro voulait convaincre les non-alignés que le Viêt-nam, le Laos, l'Éthiopie, le Yemen du Sud et l'Angola adhèrent à cette thèse. La deuxième fut soutenue par le président Tito : « Le mouvement n'est pas et ne peut pas être la courroie de transmission ou la chasse gardée de qui que ce soit. » Cette thèse est partagée par tous les pays dits modérés du mouvement.

Si le sommet de La Havane a évité une rupture entre ces deux tendances, il a connu quelques moments houleux. Quand des délégués crièrent à haute voix dans la salle de la réunion qu'ils n'étaient pas venus là pour assister à une réunion du Komintern, Fidel Castro se fâcha et les traita de « saboteurs », « naufrageurs » et « pantins de l'impérialisme ».

Dès l'ouverture de la conférence, le « líder maximo » donna le ton : « Nous ne sommes pas, nous ne serons jamais des opportunistes. Aucune révolution-

naire n'a le droit d'être lâche... Nous sommes profondément reconnaissants au peuple soviétique parce que sa coopération généreuse nous a aidés à survivre et à vaincre à des moments très difficiles et décisifs dans la vie de notre peuple quand nous courions le risque d'être exterminés. »

Il était difficile à Fidel Castro de ne pas évoquer aussi dans cette allocution le rôle et la tâche des Cubains à l'étranger : « Des techniciens cubains travaillent actuellement dans vingt-huit pays membres de notre mouvement. Dans l'immense majorité de ceux-ci, compte tenu de leurs limitations économiques, cette coopération est gratuite en dépit de nos propres difficultés. Il existe actuellement deux fois plus de médecins cubains à l'étranger que tous ceux travaillant dans différents pays pour le compte de l'Organisation mondiale de la santé. Des fils de Cuba, pleins de noblesse et d'abnégation, sont tombés à des milliers de kilomètres de leur patrie pour soutenir des mouvements de libération, défendre des causes justes... Ils traduisent la pureté, le désintéressement, l'esprit de solidarité et la conscience internationaliste que la révolution a inculqués à notre peuple. »

La réunion de La Havane ne fut pour le mouvement des non-alignés ni une crise ni un échec. Les pronostics de certains Occidentaux faits avant la conférence se révélèrent faux. Le tiers monde se trouva uni autour des thèmes essentiels. Fidel Castro sut contribuer à cette unité en trouvant le ton et les mots pour exprimer des préoccupations communes : « Nous serons patients, nous serons prudents, nous serons souples, nous serons sereins. » Il ne demanda à aucun pays de s'aligner sur Moscou, mais il évoqua la situation économique et politique du tiers monde. Il rappela la vérité amère de ces guerres froides ou chaudes, de ces famines et misères qui rongent les trois continents pendant que les États-Unis et l'Europe vivent en paix depuis trente-cinq ans. En quelques minutes il cassa le mythe de la neutralité que l'Occident veut imposer aux pays non alignés. « Je

me demande si les États-Unis ou n'importe quel pays de l'OTAN ont aidé quelquefois un seul mouvement de libération dans le monde ». L'interrogation de Castro étant de taille et resta sans réponse. A l'Assemblée, Fidel Castro parla aussi du racisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Des mots qui sont loin d'être creux pour les gens réunis à La Havane, « modérés » ou « radicaux ».

A la fin du sommet, Fidel Castro rassura les membres sur l'intégrité de leur mouvement et le succès de la réunion de La Havane : « Malgré de sérieux écueils, nous avons adopté sur tous les problèmes traités des positions presque unanimes. Aussi bien pouvons-nous proclamer que notre mouvement est plus uni et plus puissant que jamais, plus indépendant que jamais. En raison des responsabilités qui incombent à notre pays, nous ferons l'impossible pour appliquer les accords adoptés ici pour renforcer l'unité du mouvement. Le prestige et l'autorité de son président, nous ne l'utiliserons jamais à notre profit, mais entièrement pour lutter pour autrui. Cuba ne tirera jamais aucun bénéfice du fait qu'il est à la tête du mouvement. »

Elu président du mouvement des non-alignés, le « lider maximo » sortit renforcé dans son rôle de leader du tiers monde. En octobre 1979, il alla défendre les revendications et les résolutions économiques du mouvement devant l'Assemblée des Nations-Unies à New York. Nommé pour trois ans leader attitré du non-alignement Castro devient en quelque sorte le caudillo du tiers monde pour l'éternité. Le rêve castriste se réalise.

« Fidel Castro veut être le Bolivar de l'Afrique »

M. Eduardo Manet, ex-directeur du centre dramatique de La Havane, a fui le régime castriste en 1968. Aujourd'hui, exilé à Paris, ce cinéaste et écrivain cubain

nous explique les raisons qui poussent Fidel Castro à intervenir dans les affaires africaines.

• *Des troupes cubaines qui interviennent dans des conflits africains, un soutien aux régimes dits « socialistes » en Afrique. La Havane qui vit depuis cinq ans à l'heure africaine. Selon vous, pourquoi Fidel Castro claman son marxisme-léninisme intervient-il aujourd'hui ouvertement et directement dans les affaires du continent noir ?*

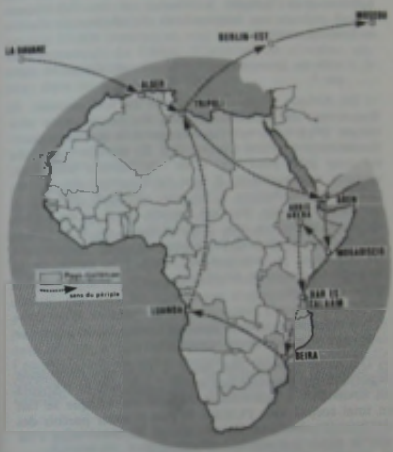
— Avant tout, il ne faut pas oublier que Fidel Castro n'était pas un marxiste orthodoxe. Quand il était étudiant, il était surtout un révolutionnaire nationaliste, accusé même d'être un peu plus à droite qu'à gauche. Il avait participé à des actions avec des groupuscules de droite et même d'extrême droite. Même l'opération d'invasion de Cuba avec le célèbre bateau « Granma » était une opération antimarxiste. Tous ceux qui ont étudié le marxisme savent que ce genre d'opération est tout à fait contraire à la théorie et à l'action marxistes.

Au cours de son premier voyage aux États-Unis, — à ce moment il venait juste de prendre le pouvoir —, Castro avait tenu des propos anticommunistes. Je pense qu'il était sincère, il n'était pas entouré de communistes cubains à cette époque-là. Il était comme plusieurs révolutionnaires cubains, un nationaliste avant tout.

• *Quel genre de nationalisme, libéral ou d'extrême droite ?*

— C'était plutôt du libéralisme, du genre du Parti révolutionnaire mexicain qui depuis 30 ans impose un pouvoir « révolutionnaire » à Mexico mais n'hésite pas à tirer sur les étudiants et les ouvriers quand il le faut ! Cette théorie politique floue et imprécise dans laquelle on ne sait pas très bien s'ils acceptent ou refusent l'aide communiste, dépend du moment. Au pouvoir, Fidel Castro a continué cette politique d'intervention. Pendant toute la période de Che Guevara, c'était une

LE RÉSEAU AFRICAIN DE FIDEL CASTRO
Ses soldats en Afrique avant 1975.



intervention directe et ouverte dans plusieurs pays latino-américains. Cela est historique. Dans son livre *Journal*, Che Guevara se plaignait de l'attitude du Parti communiste bolivien qui ne l'avait pas aidé. Le PC bolivien était inféodé à Moscou et les Soviétiques étaient opposés aux interventions aventuristes de Castro en Amérique latine.

• Et les interventions aventuristes de Castro en Afrique ?

— En Afrique, Fidel Castro arrive au bon moment. Et l'on trouve des points forts dans ces interventions africaines. D'un côté, cela correspond à la politique interventionniste de Fidel Castro. Il a dit souvent que Cuba est trop petit pour lui. C'est un homme ambitieux, vaniteux et orgueilleux. Il veut faire oublier des personnalités comme Bolivar. C'est une obsession chez lui. Il veut être le leader du tiers monde, et il y est arrivé. Qu'on le veuille ou non, aujourd'hui il est le Président des pays non alignés, le leader du tiers monde. En même temps, la politique de Cuba fait partie de la politique d'expansion soviétique. C'est là que se rejoignent les choses.

• Selon vous, Fidel Castro agit en Afrique selon une stratégie et un dessein soviétiques ?

— Des exilés cubains ont réussi à avoir des documents importants qui prouvent que même l'opération de l'Angola est soviétique. L'intervention cubaine en Afrique se fait en total accord avec l'URSS. Il peut y avoir parfois des différences comme en Ogaden ou en Erythrée mais c'est tout de même une politique d'ensemble.

• Ces documents existent et seront publiés bientôt ?

— Oui. Ce sont des documents très importants car ils prouvent que la politique africaine de La Havane est une politique concertée et élaborée avec l'Union soviéti-

que et Cuba. Castro envoie en Afrique des hommes. Cela l'arrange et l'aide à résorber le chômage qui existe d'ailleurs dans tous les pays de l'Est, sous une forme différente de celle des pays capitalistes du monde occidental. Personne ne peut nier aujourd'hui que Cuba traverse des difficultés économiques graves. On l'a vu lorsque 10 000 hommes se sont entassés dans les jardins de l'ambassade du Pérou. L'intervention africaine castriste aide, comme d'autres opérations, à maintenir le pays dans un état de contrôle.

• Quand on lit la presse cubaine, on ne trouve aucune mention du chômage mais cette presse fait état souvent des problèmes de l'emploi. A combien estimez-vous le nombre approximatif des chômeurs à Cuba ?

— Tout cela se tient dans un énorme secret et personne ne peut vous donner les chiffres exacts du chômage, ni le compte rendu de la politique de l'emploi à Cuba. On sait qu'une grande partie de la population est contrainte à faire des travaux auxquels elle n'était pas formée, parce qu'elle ne trouve rien d'autre. Cela on le sait par les gens qui ont quitté le pays dernièrement. J'ai rencontré, par exemple, un jeune architecte qui est parti parce qu'il ne trouvait pas d'emploi. Une des caractéristiques de la révolution cubaine est l'obsession des diplômes. Il n'y a jamais eu une étude de prévision pour l'emploi futur de cette grande masse de diplômés. Ce chômage existe même chez les artistes. Ce problème de l'emploi a poussé beaucoup de jeunes à quitter le pays.

• Fidel Castro justifie ses interventions militaires en Afrique par trois éléments : l'africanité de Cuba, l'internationalisme prolétarien et la possibilité d'abattre le capitalisme sur le [illegible] africain où selon Castro la révolution est possible et jouable. Concernant Cuba, pays « latino-africain », y a-t-il vraiment un problème noir à Cuba ?

— Fidel Castro utilise cette propagande pour défendre

les Noirs en Afrique et à Cuba, mais il est tout à fait ce qu'il y a de plus espagnol. C'est l'Espagnol type et un des rares cas cubains où il n'y a eu de métange nulle part. Aujourd'hui, il est en train d'essayer de se trouver désespérément des racines africaines pour justifier ses actions et servir ses ambitions. Cuba n'est pas Haïti. Il y a eu des relations très importantes entre les populations blanche et noire. Il y a eu beaucoup de métanges entre les Blancs, les Noirs et les Chinois, ces derniers étaient nombreux à Cuba. Fidel Castro joue sur le côté africain quand cela l'arrange et lui convient. Il a interdit toutes les congrégations religieuses noires parce qu'elles étaient forcément clandestines. A partir de 1965, Fidel Castro a réprimé toutes les expressions et les pratiques religieuses africaines à Cuba. C'était précisément à ce moment-là que s'est créé le noyau du parti communiste cubain nouveau.

« Est-ce à partir de cette date qu'on a essayé à Cuba de supprimer toute culture et expression populaires d'origine africaine ?

— Non. Au contraire, on joue beaucoup sur l'aspect folklorique de cette culture, officiellement c'est une vitrine, même Franco, Mussolini et d'autres dictateurs ont cherché et encouragé le folklore. Aux Noirs cubains, Fidel Castro a enlevé, nié et supprimé l'identité, mais il leur a laissé un certain folklore. Un jeune, qui travaillait avec moi à cette époque à l'Institut du Cinéma, a disparu du jour au lendemain. Il était emprisonné parce qu'il appartenait à une congrégation noire.

« Dans les instances du pouvoir cubain, il n'y a pas beaucoup de Noirs ?

— Le nombre de Noirs dans le comité central du Parti est très minime. Il y en a très peu par rapport à la proportion normale dans la population. Même le dictateur Batista que Castro a fait fuir, qui était lui un véri-

table indien, avait ce sens populaire que Castro n'a pas. Fidel Castro est l'Espagnol type.

Quand les Black Panthers sont arrivés à Cuba pour essayer de créer un mouvement en établissant un signe (par exemple celui de la « coiffure afro »), toutes les Noires cubaines, alors, ont assumé la négritude. Fidel Castro a renvoyé les Black Panthers et a mis les représentants cubains de ce mouvement en prison. Aujourd'hui Castro utilise la négritude à des fins politiques, exclusivement politiciennes. Les Africains accueillis dans les écoles, les camps d'entraînement,... sont totalement séparés de la population. On ne les voit pas. Il y a eu dernièrement un scandale concernant des enfants congolais arrachés à leurs parents pour être embrigadés à Cuba. Castro se charge aujourd'hui de former l'élite de la nouvelle classe africaine. Il n'y a pas que l'Afrique, tous les pays caraïbes sont tombés sous l'influence cubaine : la Jamaïque, Grenade, même la Martinique et la Guadeloupe. En 1960, déjà, au début de la révolution, j'ai rencontré des représentants de la Martinique s'entraînant à Cuba dans des camps clandestins.

« Vous êtes dramaturge, cinéaste, écrivain. A quel moment avez-vous senti que vous ne pourriez plus travailler à Cuba comme créateur ?

— Ça a été progressif. C'était une série d'oppositions, d'interdictions qui devenaient de plus en plus pressantes. Au début de la Révolution, il y avait une liberté dans la création artistique. On pouvait dire beaucoup de choses et sans la moindre censure. Peu à peu les portes se sont fermées, surtout à partir de 1965, quand le Parti s'est structuré et que plusieurs membres de l'ancien parti communiste ont repris le pouvoir. Le pouvoir castriste devint stalinien.

Mon premier film « Transit » traitait des problèmes des gens qui quittaient le pays. C'est l'histoire d'un voyou qui s'empare d'un bateau pour s'enfuir et il se

fait prendre par la police. Mon film est avant tout policier, les méchants sont punis. Mais le pouvoir l'a trouvé subversif parce que j'ai montré les queues devant les magasins et quelques difficultés dans la vie quotidienne cubaine. Le Parti a trouvé les personnages de mon film trop négatifs. Le film n'a pas été franchement interdit mais il a disparu de la programmation et la diffusion a été sabotée. Ce problème de la censure s'est fait de plus en plus pressant jusqu'au moment du coup de Prague. L'alignement de la position cubaine sur celle de l'Union soviétique dans cette affaire a été pour moi le point culminant. Je n'ai pas accepté l'attitude de Castro sur l'affaire Tchécoslovaque et j'ai demandé à partir. Le directeur de l'Institut du Cinema, un ami, m'a facilité ce départ. J'avais une pièce de théâtre qui devait être présentée à Paris, c'était l'occasion et le gouvernement cubain m'a laissé partir sans que je sois obligé de m'exiler officiellement. Et depuis douze ans je suis à Paris.

▪ *La Révolution avait bien démarré dans les années 60. Est-ce l'alignement sur l'Union soviétique qui lui a porté préjudice ?*

— Si les États-Unis avaient eu une politique plus souple, Cuba ne serait pas tombé entièrement entre les mains de Moscou. Kennedy pratiquait une politique aussi cohérente et aussi absurde que celle de Carter aujourd'hui dans le domaine des affaires étrangères. Cette politique de « tango » et de danse aller-retour a enlevé à Cuba toute chance de rester non aligné et a Castro d'être un Tito. Les États-Unis avaient préparé l'opération de la Baie des Cochons et avaient refusé à la dernière minute d'aller jusqu'au bout dans l'aide aux exilés anticastristes. La CIA avait commis plusieurs erreurs. Le jour de l'invasion, j'étais là, et c'est ce jour-là que Fidel Castro décida de s'aligner sur les Soviétiques. Cet alignement continue avec des hauts et des bas. Il y a eu la crise d'octobre, Cuba était en

brouille avec l'URSS et, si les Américains avaient été plus souples, Castro aurait certainement adopté une autre façon d'agir.

▪ *Fidel Castro était prêt à coopérer avec les États-Unis et il a toujours attendu un signe de sympathie des Américains.*

— Oui, parce qu'il y a à Cuba une tradition très fortement influencée par les Américains. Castro, lui-même, aime tout ce qui est américain. Il nous demandait à l'Institut du Cinema de lui projeter en privé des films américains, surtout des westerns. C'est un fan de John Wayne.

▪ *Comment expliquez-vous que Fidel Castro après 22 ans de règne reste encore populaire et adoré par le peuple cubain ? Si on regarde dans d'autres pays, on constate que plusieurs chefs ont perdu leur popularité après un long règne.*

— Ce n'est pas vrai, il n'est pas aimé par tout le peuple. L'ouverture de la frontière une seule journée a provoqué l'entassement de dix mille personnes qui voulaient partir. Si on donnait la possibilité aux Cubains de partir et si on laissait les portes ouvertes, une grande partie de la population quitterait le pays tout de suite et cela malgré tous les problèmes que peuvent rencontrer ces exilés. La popularité de Castro est bien relative et éphémère. Il est vrai que le pouvoir castriste a été bénéfique, mais pour certaines couches de la société cubaine seulement. En 22 ans de règne, Castro a travaillé idéologiquement cette population. C'est un grand comédien qui a un sens extraordinaire de la mise en scène et de l'utilisation des mass media. Il passe chaque jour sur les écrans des actualités télévisées. Il le demande et il l'exige même. C'est un homme très dynamique qui bouge beaucoup. Il ne cesse de se promener dans toute l'île. Castro règne à Cuba comme si c'était son territoire, sa propriété personnelle. C'est un patron

paternaliste. Il arrive dans n'importe quel village et il est à l'aise, il se met en contact avec la population, il lui parle et écoute. Un paysan lui dit : « Fidel, j'ai besoin d'un bœuf, d'un tracteur,... ». Au retour, Castro le lui envoie. Il a un sens du populaire et il est magistralement démagogue.

• C'est façon d'agir ne résout pas pour autant les problèmes.

— Non seulement elle ne résoud pas les problèmes mais elle les aggrave. Castro ne tient pas compte des critiques. Rene Dumont me disait que le drame de Castro, c'est qu'il ne veut jamais écouter une seule critique. Quoi qu'il arrive, il fait ce qu'il décide, quitte ensuite à faire son autocritique. Lui, il continue et il fait payer les autres. Cette impossibilité de critiquer, ce manque de débat d'idées et de liberté rendent la vie cubaine militarisée et le système policier. Pas de liberté d'expression, pas de liberté de création, pas de liberté d'être soi, il n'y a que la liberté de départ comme exilé et même cette dernière n'est pas offerte à tout le monde. Castro continue à jouer sur sa popularité pour se maintenir au pouvoir tout en faisant des bêtises, c'est de la démagogie.

• Et les manifestations populaires, les meetings, les marches, il y a quand même du monde, beaucoup de monde.

— Tout cela est très réglé. Au début, en 1959-1960, c'était vraiment la fête, le carnaval. On sentait l'enthousiasme. Castro parlait au peuple pendant sept heures quelquefois, il se défonçait vraiment en parlant, il y avait une sorte d'hystérie comme pendant les concerts de grandes vedettes de la chanson. C'était la même ambiance. Castro, star, est aujourd'hui fatigué et las. La vedette a conservé un certain prestige. On amène les gens presque de force pour écouter cette vedette. Il faut participer, sinon on vous regarde d'un

mauvais œil. L'absence est très grave. Tout est parfaitement organisé. Cuba est mal organisé, sauf pour ces manifestations. Il y a des phénomènes d'hystérie, les gens qui sont restés à Cuba ont une agressivité contre ceux qui partent. Beaucoup de jeunes sont tout à fait fanatisés, comme sous Hitler ou Mussolini. Ce phénomène existe partout où la jeunesse est encadrée. L'enfance est encadrée à Cuba depuis la maternelle.

— Revenons aux troupes cubaines stationnées en Afrique. 36 000 soldats sont sur le terrain et quelques milliers d'autres travaillent sur place à Cuba pour la marche de cette entreprise africaine. Cela fait mobiliser beaucoup de moyens et ça doit coûter cher. Qui paye la facture ?

— Une partie de cette facture est certainement payée par les Soviétiques. Dans les affaires africaines la participation soviétique est très forte. En Angola, le gouvernement doit payer les soldes des militaires cubains, des médecins, des enseignants, etc. Les Cubains qui partent en Afrique sont bénéficiaires. Ils quittent le pays sans être obligés de s'exiler et d'abandonner leurs familles à l'aventure. Ils gagnent à s'envoler dans une telle entreprise. Ils sont sûrement volontaires mais pour fuir le régime castriste. Et c'est utile pour eux et leurs familles. Ils ont droit aux honneurs et leurs familles peuvent acheter dans les magasins réservés aux étrangers. Il est vrai aussi qu'au moment de la guerre d'Angola, il y a eu des jeunes qui ont refusé de partir. En Angola, Cuba a été appelé officiellement, mais, pour l'Éthiopie, les Cubains ne comprennent pas du tout. Le problème de l'Ogaden n'est pas toujours compris par les officiels cubains eux-mêmes.

• Est-ce que ce dynamisme de la politique cubaine en Afrique est exercé pour camoufler des difficultés d'ordre intérieur, notamment économiques ? Fidel Castro cherche-t-il à produire un effet psychologique à travers son aventurisme africain ?

— C'est de la publicité et de la propagande. L'agression cubaine en Afrique est faite pour faire revivre et entretenir la flamme révolutionnaire chez les Cubains. Ce côté-là est propagandiste car les officiels cubains eux-mêmes, quand ils parlent en privé et de manière libre, reconnaissent les difficultés et les déboires de leur régime. Il y a là un mépris du peuple.

• D'après vous, quels sont les intérêts soviétiques dans cette présence cubaine en Afrique ?

— En plus des intérêts stratégiques que suit l'URSS en Afrique, il y a dans la présence cubaine en Afrique des intérêts pratiques. La plupart des Russes sont blancs sauf bien sûr les Mongols. Moi, je les ai vus quand ils arrivent à Cuba, après trois jours de plage, ils deviennent tout rouges. Ils sont malheureux dans un tel climat et ils se mettent à boire et à manger. Il y a un célèbre général soviétique qui est mort à La Havane d'une embolie parce qu'il a trop mangé avant de se baigner. Les Soviétiques en Afrique rencontrent ces mêmes problèmes, c'est pourquoi l'URSS trouve bon d'exploiter l'Afrique par Cubains interposés. Les Cubains qui vont en Afrique sont pour la plupart noirs et mulâtres, il y a quelques blancs mais tous supportent le climat et sont mieux adaptés à la vie africaine. Ils ont plus de contacts avec les populations locales et sont une main-d'œuvre à bon marché ! Les Soviétiques sont arrogants, racistes et très distants en Afrique et dans le tiers monde. Par exemple, à La Havane, on ne les voit pas. Ils sont dans des hôtels, des restaurants, centres, plages, qui leurs sont réservés. Ils ne rencontrent pas la population cubaine.

• Dans son aventure africaine Castro cherche aussi un prestige et la stature d'un leader tiers mondiste ?

— Fidel Castro a toujours eu une ambition pour Cuba. Il a encouragé tout ce qui est international : compétitions sportives, festivals artistiques, concours, etc. Il

veut être avec Cuba le nombril du monde. Ses succès en Afrique sont à inscrire dans ce même registre, surtout après ses échecs dans les années 60 en Amérique latine. En Afrique, il gagne en rajoutant de la publicité et du spectacle. Le Cubain qui va en Afrique considère les Africains comme inférieurs, c'est un nouveau colon.

• Fidel Castro affirme après les dernières libérations qu'il ne reste plus de prisonnier politique à Cuba.

— Ce n'est pas vrai du tout. Castro a fait éclater les prisons pour construire des camps de travail où tous les prisonniers sont mélangés et où s'effectue un travail de rééducation. A Cuba les prisonniers politiques sont des prisonniers de droit commun. Dans ces nouveaux camps, tout le monde est mélangé : opposants politiques, les Noirs pratiquant une religion reprimée, les témoins de Jehovah, les jeunes qui refusent le service militaire, les homosexuels, les voleurs, les violeurs, les assassins, etc. Fidel Castro classe tout le monde sous l'étiquette « asociaux » et il a même proposé d'envoyer tous ces gens en Sibérie pour couper du bois. Une manière comme une autre de les intégrer dans l'autre Goulag.

1

La vie quotidienne à Luanda

Un chercheur belge, de retour d'Angola après un séjour d'un mois et demi, a répondu à nos questions sur la vie quotidienne dans ce pays et sur le climat qui règne à Luanda à l'heure des « companeros ».

• En quelle période avez-vous séjourné à Luanda ? Et qu'est-ce qui vous a le plus frappé en arrivant le premier jour ?

— A la fin de l'année 1979, j'ai effectué un voyage bref qui a duré un mois et demi. J'avais un préjugé favorable pour le gouvernement angolais. Ici en Europe, j'avais lu dans une certaine presse que l'Angola était le seul pays africain à avoir réussi sa décolonisation. Les Portugais avaient été chassés sans effusion de sang et le MPLA avait réussi à établir un régime socialiste original. Je m'attendais donc à vivre dans une société où la vie serait certes difficile et austère, mais aussi à rencontrer un peuple vivant et épanoui. Mais dix minutes de trajet, de l'aéroport vers la ville, m'ont suffi pour comprendre que je pénétrais dans une ville morte. Je connais bien les villes africaines, leur mouvement, leur animation, leurs marchés, leurs boutiques. On est toujours frappé par cette vie quand on y débarque. Luanda était une ville morte. Tout était fermé. Les hommes qui circulaient avaient des visages mâtés, comme s'ils revenaient d'un enterrement.

J'ai vu aussi des chantiers, des bâtiments en construction, des grues... des signes qui dénotaient une activité importante. J'ai mis quelques jours à me détromper. Tous ces chantiers n'étaient en fait que des chantiers vides et abandonnés depuis quatre ans. Ils étaient restés dans l'état où les Portugais les avaient laissés. Les grues étaient restées suspendues, rouillées. Les herbes et les plantes ont poussé dans les chantiers. Les coffrages pour couler le béton sont là, tout est en place, même les plaques « chantier interdit au public ». Pas d'ouvriers, pas de manœuvres, rien, le vide total. Cela m'a frappé. Ce fut ma première impression, et ma première déception.

• Quels ont été vos contacts avec la population angolaise ? Comment vivent les Angolais à Luanda ?

— Luanda est divisée en deux zones. La ville basse, ville ancienne qui donne sur une baie ; c'est le plus ancien lieu d'habitation portugais, et l'autre ville, celle des bidonvilles. Ces bidonvilles existent encore. Après l'indépendance, les bâtiments et les immeubles laissés par les Portugais ont été envahis par la population angolaise des bidonvilles. Le gouvernement n'a pas pu contrôler ce mouvement bien que cela ne lui plaise pas. Il s'est trouvé devant le fait accompli, et il a laissé faire. Au bout d'un certain temps, les occupants de ces bâtiments ont été priés de déclarer leurs logements au gouvernement pour régulariser leur situation. Depuis, ils sont obligés de payer un loyer. En prenant possession de ces lieux, les gens croyaient trouver le paradis. Mais ils se sont vite rendu compte que pour vivre dans des immeubles, il faut avoir l'eau, l'électricité, le climatiseur, le réfrigérateur... tout ce qu'avaient les Portugais. Et cela il faut le payer. Payer aussi le loyer qui est élevé par rapport aux salaires. En quelques mois, le matériel de ces logements s'est dégradé, et les bâtiments sont tombés en ruines. Il y a eu des locataires qui ont arraché le bois du parquet pour faire la cuisine. L'eau n'arrive plus dans certains quartiers et au-delà de certains étages. Dans ces immeubles les Angolais vivent dans des conditions sanitaires déplorables. C'est une vie horrible dans ces tours de 10 à 15 étages, avec des façades sales d'où pendent des choses répugnantes. Les Angolais étaient habitués à vivre sur le sol, avec un espace ouvert, et ce passage du rez-de-chaussée à l'étage a fait se répandre la névrose, et même la folie. Par ce type d'habitat, les Angolais se sont trouvés propulsés à plusieurs mètres au-dessus du sol dans un espace clos, sans aucune possibilité de sortir de leur balcon. C'est un changement brutal de mode de vie, insupportable. Ce type d'habitat est conçu pour un mode de vie spécial et ce n'est certainement pas le meilleur que l'on puisse concevoir pour des Africains.

• Vous avez constaté en Angola la présence des Cubains. Comment ces Cubains circulent-ils et vivent-ils à Luanda ?

— D'abord, tous les Angolais s'appellent entre eux « camarada ». camarade. On dit camarade président, camarade ministre, camarade directeur, camarade n'importe qui et

n'importe quoi. Camarade, c'est le commun dénominateur pour chaque citoyen angolais. Si bien que l'on observe des phénomènes comiques et absurdes. Par exemple, au tribunal, le Président interroge l'accusé en l'appelant « camarade voleur ». J'ai rencontré des Angolais qui s'insurgent contre cette utilisation abusive du terme « camarade ». Moi, j'étais étranger et je n'étais manifestement pas Cubain ; on m'appelait donc « camarade ». Pour les Cubains on dit « compañero ». On fait donc d'emblée la distinction.

J'ai vu des Cubains à Luanda. Ils sont toujours en groupe. Jamais un Cubain ne se promène seul dans les rues de Luanda. Ils sont souvent dans des véhicules militaires, et on les reconnaît au teint de leur peau. Ils ont un teint plus clair que celui des Angolais non métissés. J'ai rencontré aussi des Cubains professeurs, médecins, et autres coopérants, qui sont vraiment méprisants vis-à-vis des Angolais. Ils vivent à part.

• *Les Cubains parlent l'espagnol et les Angolais parlent le portugais. Comment s'établit la communication entre eux ? Il y a là un véritable problème.*

— Ce n'est pas un problème pour les Cubains. Ils affirment qu'ils sont, eux aussi, des Africains parce qu'historiquement ils viennent d'Afrique, et ils pensent que cela suffit pour établir une communication avec les Angolais. Les Angolais parlent portugais, les Cubains espagnol, et pour simplifier ces derniers prétendent qu'ils parlent tous « portignol ». C'est un amalgame de langage compréhensible par les deux. Donc de cette façon là, on supprime le problème linguistique. Par exemple, quand la télévision angolaise diffuse des émissions en espagnol, il n'y a jamais de traduction. Le discours passe intégralement en espagnol. Pour les autres langues étrangères, l'anglais, le français... il y a une traduction simultanée ou des sous-titres.

• *L'Angola est un pays de culture portugaise. Le portugais est une langue importante pour les Angolais. Cette arrivée des Cubains, l'apparition et la naissance de ce langage « portignol » menacent-elles linguistiquement et culturellement l'identité angolaise ?*

— C'est plus qu'une menace, c'est une catastrophe pour la culture angolaise. Beaucoup d'enseignants cubains sont inca-

pables de corriger les copies de leurs élèves dans les écoles angolaises ; ils ne connaissent pas le portugais. Ils enseignent n'importe comment et font n'importe quoi. Les élèves eux-mêmes se plaignent de cet enseignement. Il y a aussi à Luanda des enseignants brésiliens qui pratiquent une politique néfaste et dangereuse pour la langue portugaise. Leur but est de séparer l'Angola du Portugal, et de le rapprocher du Brésil, cela par des liens économiques et culturels. Ces Brésiliens encouragent les déviations et les particularismes de la langue portugaise parlée en Angola. Pour eux, le portugais parlé au Portugal ne doit nullement être considéré comme standard, et ils poussent les Angolais à créer leur propre langue portugo-angolaise. Ils sont antinormatifs dans l'enseignement qu'ils pratiquent. Ils laissent faire et ne corrigent jamais les fautes ou les distorsions de langue. Les Brésiliens noyautent à Luanda le ministère de l'Éducation nationale, et cela ne plaît pas à certains Angolais conscients de la catastrophe linguistique et culturelle qui les attend, si cette situation dure. Il faut dire que la langue portugaise est une langue internationale. C'est un atout important pour l'Angola. Pour la vie courante, les langues nationales suffisent, mais pour l'échange et la coopération avec l'extérieur, l'intérêt de l'Angola est de garder une langue portugaise pure, correcte et authentique, conforme au standard parlé au Portugal.

• *Ces Angolais qui commencent à s'inquiéter du devenir du portugais sont-ils nombreux, et comment réagissent-ils ?*

— Je ne pense pas qu'ils soient nombreux actuellement, parce que le Brésil est un gros fournisseur de l'Angola. Et entre les deux pays, il y a d'importants échanges commerciaux. Le gouvernement encourage cette présence économique et culturelle à Luanda.

• *À votre avis, le Brésil joue donc un rôle commercial important en Angola et il est présent en force à Luanda.*

— Oui. Une bonne partie des véhicules qui circulent en Angola sont de marque « Brasilia », une sous-marque de Volkswagen. Cela va des mini-bus aux petites « coccinelles ». Techniquement ces véhicules ne valent pas grand-chose. Ils sont souvent en panne. Le Brésil a signé dernièrement avec le gouvernement angolais des contrats commerciaux et économiques importants. Par exemple, la construction d'hôtels de

première classe. Le Brésil s'est engagé à retaper les hôtels déjà existants, qui ont lamentablement sombré depuis 1975. Il doit aussi former un personnel qualifié pour travailler dans cette hôtellerie.

• Comment réagit la population angolaise à ces nouveaux occupants que sont les Brésiliens, les Cubains... ?

— Je ne sais pas si l'Angolais de la rue est capable de faire une distinction entre le Brésilien d'aujourd'hui et le Portugais d'hier. Il n'y a pas tellement de différence. Vis-à-vis des Cubains il y a une hostilité angolaise latente. Les Angolais se moquent de ces « companeros », dès que l'occasion s'en présente. A Luanda, des tas d'histoires et d'anecdotes circulent sur le comportement et les exactions des Cubains. On raconte par exemple l'histoire suivante : « Si tu vois un ballon qui traverse la route, ralentis parce qu'il y a certainement un enfant qui court derrière. Et si tu vois un cochon qui traverse la route, arrête-toi, il y a certainement un Cubain qui court derrière. » Il faut dire que le porc est le plat préféré des Cubains, et d'ailleurs ils ne s'en privent pas.

• La nourriture, l'approvisionnement restent des problèmes aigus à Luanda. Comment les Angolais vivent-ils cette situation et cette question vitale ?

— C'est une question vitale surtout pour les gens de la ville. C'est vital aussi pour les hommes de la brousse, mais comme l'habitat y est plus dispersé et étalé, cela a moins d'impact. Au niveau de la ville et de ceux qui y habitent le problème numéro un reste la nourriture. Quotidiennement les Angolais se demandent ce qu'ils vont manger. Pour s'approvisionner, il existe des magasins du peuple d'une part, et des magasins du Parti. Il existe aussi pour les diplomates en poste à Luanda un magasin spécial. Ne peuvent acheter dans ce dernier magasin que les membres des ambassades et du corps diplomatique, munis d'une carte spéciale. Ils doivent payer en devises étrangères : dollar, mark, franc, etc. Le plus pratique, c'est le dollar. C'est la monnaie la plus recherchée et la plus estimée. C'est étonnant et cela peut paraître curieux dans un pays socialiste, mais c'est ainsi. Les magasins du Parti sont réservés exclusivement aux membres du Parti, 6 000 à peu près. Ils sont assez bien approvisionnés et les marchandises sont payées en kwanza, la monnaie nationale. Le troisième type de

magasins, c'est le magasin du peuple, qui est mal approvisionné. Selon les semaines on trouve des haricots, du sucre, du riz, de la farine de manioc, du lait, de la bière ou du vin brésilien. Le peuple ne peut se rendre dans ces magasins qu'une fois par semaine, et ne peut acheter que celui qui possède une carte accordée uniquement aux salariés. Tout le monde sort de ces magasins avec un sac identique. On vend une quantité standard de marchandises à chacun, selon ce qu'il y a. Ce qui est vendu n'est pas proportionnel à la composition de la famille et l'on ne sait jamais ce que l'on va trouver au magasin. Les prix sont relativement corrects et justes par rapport au niveau de vie. Je pense que ce qui est fourni dans ces magasins ne peut pas suffire à l'alimentation d'une famille angolaise.

A propos du vin brésilien, ces magasins vendent un vin appelé « Mosteiro » (« monastère » en portugais). Ce vin est de fabrication chimique. Il est fourni par le Brésil et mis spécialement en bouteilles pour le peuple angolais. Cela est marqué sur l'étiquette des bouteilles. C'est un alcool mélangé à des colorants chimiques. Un véritable poison ! On raconte à Luanda que ce vin a tué des consommateurs. On le surnomme « Morteiro » (« mortel » en portugais). Cela n'empêche pas les Angolais de le boire encore. Ils font la queue des heures pour acheter ce genre de produits. C'est vraiment triste ! Ils n'ont pas d'autre choix. L'alcoolisme en Angola est devenu un fléau social. C'est une forme d'évasion pour un peuple écrasé.

• Devant ces magasins du peuple, il y a comme dans les pays socialistes de longues files d'attente ?

— Il faut faire la queue pour tout. Cela commence à 4 ou 5 heures du matin, et peut durer jusqu'à 10 heures du soir. Il y a des gens patients qui passent la nuit devant les magasins pour avoir une place dans la queue. La queue s'appelle « bicha ». C'est un terme courant et quotidien dans les conversations entre les Angolais. On fait « bicha » pour tout. Pour le pain aussi, qui est fabriqué industriellement. Les fonctionnaires, les salariés, quittent leurs bureaux, leurs lieux de travail, pour faire la queue deux heures chaque matin pour l'achat du pain. Certaines administrations et certains services ont désigné un agent spécial pour l'achat du pain. Il fait la queue et achète le pain pour tous ses collègues, quand

il en trouve, car à Luanda, il n'y a pas de pain tous les jours.

• Comment expliquez-vous cette pénurie alimentaire ?

— J'ai discuté avec un jeune Angolais, chauffeur dans une administration. Il est payé 700 kwanza par mois. Avec ce salaire, il m'a affirmé qu'il ne peut jamais acheter de viande. Il mange du poisson une fois par semaine. Et le reste du temps, il se nourrit de riz cuit à l'eau, ou de bouillie de manioc. Cela, matin, midi et soir pour lui et sa famille (3 enfants).

Avant 1975, l'Angola était un grand producteur de viande. Il en exportait même. Maintenant, il ne reste rien du cheptel et de l'élevage. A peine 30 000 têtes de bétail bovin. Le reste a été razzié par les Cubains. Au moment où j'étais là-bas, on venait de découvrir 350 têtes de vaches abattues avec des armes de guerre par des Cubains qui avaient emporté les carcasses et jeté les têtes. Cette viande volée sert à leur alimentation. Les Cubains s'amusent aussi à exterminer la faune. Dans les réserves angolaises le gibier a pratiquement disparu. Les troupeaux d'antilopes ont été massacrés par les Cubains à la mitraillette.

La viande vendue sur le marché angolais est une viande importée du Botswana, et de mauvaises langues disent que le Botswana l'achète à l'Afrique du Sud. Ce n'est pas invraisemblable. L'arrivage de viande, parfois tous les quinze jours, provoque la précipitation et la course de la population devant les boucheries du peuple. Comme le stock ne peut satisfaire les besoins de tout le monde, cela crée des bagarres et le service d'ordre intervient pour stopper ces violences. Le journal national évoque souvent ces bagarres dans ses colonnes.

A Luanda le poisson fait défaut et cela est incompréhensible quand on sait que l'Angola est un pays de pêche. Les eaux territoriales angolaises sont sillonnées nuit et jour par des vaisseaux-usines soviétiques munis d'un système moderne pour pêcher. Ils repèrent les bancs de poissons et mettent en fonction une sorte d'aspirateur qui provoque un mouvement tournant et ascendant dans l'eau, et aspire tous les poissons, petits, gros, tout y passe. Ces bateaux sont en même temps des usines qui conditionnent les poissons et les envoient en URSS. Les variétés de poisson qui n'intéressent pas les Soviétiques sont vendues à l'Angola et payées en dollars. On

trouve rarement du poisson dans les magasins du peuple, car le gouvernement angolais en réquisitionne d'importantes quantités pour alimenter les quelques dizaines de milliers de Cubains. C'est ainsi que peut s'expliquer en partie la pénurie alimentaire. Les Cubains, on ne les voit pas beaucoup, mais ils sont impliqués partout. Les Angolais savent que la présence cubaine a des effets de manque et de pénurie sur leur vie de tous les jours. Ils sont au courant aussi du pillage qu'effectuent ces bateaux de pêche soviétiques, au bord de leurs côtes. En Angola, le nombre des petits pêcheurs a considérablement baissé ces dernières années. Les pêcheurs qui restent en activité se sont appauvris. Ils ne ramènent que de petites pêches, six fois moins de poissons que ce qu'ils ramenaient il y a quelques années.

• Dans les villes africaines, il y a une animation, une vie et des marchés où l'on vend des marchandises variées. Cela fait partie de la quotidienneté et de sa culture africaine. Trouve-t-on encore ces marchés à Luanda ?

— On trouve encore des marchés à Luanda, mais ils sont désertés. Il n'y a pas grand chose à y vendre. Je suis allé me promener un jour sur un marché situé à la périphérie de Luanda et j'ai été étonné par la maigreur de ce marché. C'était vraiment misérable : quelques mangues, piments, pommes cajou, c'est tout. Cela n'est pas comparable aux marchés africains où l'on trouve de nombreuses variétés de légumes et de fruits. Les prix sur ces marchés sont libres et suivent le cours clandestin de la monnaie locale, c'est-à-dire dix fois sa valeur officielle, vraiment des prix de marché noir. Ce sont les plus fortunés et les étrangers qui peuvent acheter sur ces marchés.

• Vous parlez de marché noir. Dans ce climat de pénurie alimentaire, le marché noir devient-il une véritable institution ?

— Oui, une institution florissante d'ailleurs, avec le troc. Il faut accorder à la kwanza, la monnaie angolaise, une valeur réelle dix fois inférieure à sa valeur officielle. Une marchandise qui vaudrait 10 kwanza est vendue en fait 100 à 150 kwanza au marché noir. Les Angolais n'ont pas le choix. Cela ou rien. Ce qui m'a étonné, c'est que ce marché noir se fait au grand jour et sans aucune clandestinité. Par exemple, les marchands qui vendent dans les boutiques des objets pour

touristes à l'Ilha, pratiquent des prix de marché noir et cela ouvertement.

• Le commerce privé et libre est-il toléré ?

— En principe, tout le commerce est nationalisé, mais il existe encore à Luanda des petits magasins, le né tait pas à qui cela appartient. Ces magasins sont souvent fermés, ils ouvrent peut-être une fois par semaine, par quinzaine, par mois, selon l'arrivage des marchandises. Il y a aussi des boutiques qui sont ouvertes mais ne vendent rien. A la devanture sont exposés une veste, un pantalon, une chemise... et une pancarte « pas à vendre ». Ce sont des marchandises pour décorer la vitrine.

• Dans la rue, comment les gens circulent-ils, se déplacent-ils ? Y a-t-il des voitures ?

— Les automobiles qui roulent sont dans un état désastreux. Je n'ai jamais entendu un tel bruit de casseroles. La circulation est faite d'un tintamarre épouvantable. La plupart des voitures appartiennent au gouvernement et sont rudement menées par des chauffeurs qui ignorent l'entretien et la bonne maintenance. Les pièces de rechange manquent. Les voitures sont fournies à certains membres du Parti et à ceux du gouvernement ; les particuliers ne peuvent acheter d'automobiles. Donc le peuple se sert sur tout ce qui roule et qui subsiste encore du parc automobile portugais. Et là aussi il y a un important marché noir. Par exemple, une voiture 404 de 11 ans peut se vendre 800 000 kwanza (1). Son prix normal, à l'état neuf, est peut-être de 700 000 kwanza. Le vol des véhicules est très répandu et cela à cause de la rareté et de la pénurie des pièces de rechange. Dans le journal national, il y a constamment des annonces de vol de véhicules et, dans la même page, des propositions de vente de pièces détachées.

• Les petites annonces du journal de Luanda sont ouvertes tout cela voilà qui est intéressant ?

— C'est ce que je me suis dit. A propos de ces petites annonces, j'ai été frappé par le nombre d'enfants perdus qui

(1) La kwanza vaut environ 0,11 F.

y sont signalés. La perte d'enfants de 7 à 10 ans est quotidienne. Je n'ai pas encore trouvé d'explication à ce mystère.

• On raconte aussi que des Cubains ont embarqué des véhicules pour La Havane ?

— Cela est connu et tout les Angolais le savent. On cite même le cas de diplomates angolais en voyage à Cuba qui ont retrouvé leurs propres véhicules en circulation dans les rues de La Havane. C'est compréhensible. Il y a une telle pénurie de voitures à Cuba, et la voiture y est si précieuse... Les Cubains qui en avaient les moyens ont mis un des buts de leurs prises de guerre et les ont emportées chez eux.

• Comment le gouvernement angolais présente-t-il et justifie-t-il cette présence de milliers de Cubains sur son territoire ?

— La justification principale de la présence cubaine, ce sont les attaques de l'Afrique du Sud en territoire angolais. C'est la chanson officielle, galvaudée et répétée tous les jours. On parle quotidiennement des attaques racistes sud-africaines menées contre le peuple angolais. On parle de massacres d'Angolais, de violation de l'espace aérien angolais par les Sud-Africains avec des avions français. Et on insiste bien sur le qualificatif français pour montrer qu'il y a une complicité occidentale, comme celle de la France.

C'est une psychose permanente entretenue par le gouvernement. Donc officiellement les Cubains sont là pour aider la vaillante armée nationale à repousser les attaques des racistes Sud Africains dirigées contre le peuple angolais. En fait, la situation est différente. Les Cubains sont en Angola pour exterminer la rébellion de l'UNITA. Les casernements cubains sont installés dans plusieurs villes du pays, mais ils ne contrôlent en fait que ces villes et n'osent s'aventurer ailleurs. Le MPLA ne contrôle que le tiers nord du pays. Le reste du pays est le fief de l'UNITA et les soldats cubains prennent bien garde de se frotter aux combattants de l'UNITA, parce qu'ils ne tiennent pas à y laisser leur peau. Le prétexte du maintien de ces forces cubaines en Angola est donc les attaques sud-africaines. Mais l'Afrique du Sud affirme qu'elle n'attaque que les bases de la Swapo. D'après mes renseignements, cela est exact. Il est vrai que, lors de ces attaques, des civils angolais meurent, mais de là à dire que ces attaques

sont essentiellement dirigées contre le peuple angolais ? Cela est faux et le MPLA a trouvé ce prétexte pour maintenir et justifier la présence cubaine chez lui.

• Quel est pour le gouvernement angolais le coût de cette présence cubaine ?

— Tout le monde sait que Cuba traverse des difficultés économiques graves et que le chômage devient un fléau social. Donc Castro ne voit pas d'un mauvais œil l'exportation de cette main-d'œuvre inactive. Il est plus facile d'exporter des militaires que des agriculteurs. Chaque soldat cubain coûte 50 dollars par jour au gouvernement angolais. Cette somme est versée à La Havane. Les militaires doivent toucher une petite solde, le reste revient à l'État cubain. Ces soldats sont nourris, logés par le gouvernement angolais. Cela coûte cher à l'État angolais. Il paye cette somme en devises fournies par la vente de ses matières premières. Les Cubains sont donc des mercenaires comme les autres. Il ne faut surtout pas croire que c'est une aide désintéressée, offerte par le peuple cubain à son frère angolais.

• Selon vous, ce n'est donc pas une aide offerte au nom de l'internationalisme prolétarien ?

— L'internationalisme prolétarien a bon dos. C'est triste de parler de socialisme et d'internationalisme prolétarien quand on sait que la question est avant tout une question d'intérêt et de profit.

• Ces Cubains présents en Angola, qui se conduisent comme des conquérants, volent des véhicules... sont-ils les rois de La Havane ?

— Le vol des véhicules, c'était au début. Maintenant, ce serait difficile. C'est au début de l'indépendance, quand il y a eu un grand désordre, que les bateaux cubains étaient encore stationnés au port de Luanda, qu'ils ont emporté ces véhicules et d'autres matériels à La Havane.

Pour ce qui est de la qualification des Cubains, elle est très basse. Dans l'enseignement, ils n'ont pas la compétence nécessaire pour enseigner en langue portugaise. L'assistance technique est affreuse. Les Angolais n'ont pas envie de tomber malades pour être dans les mains des médecins cubains

qu'ils redoutent. Ce sont des soldats initiés rapidement à quelques techniques rudimentaires et qui sont exportés pour la coopération.

• Il y a aussi en Angola une présence soviétique. De quelle nature est-elle ? Comment voit-on les Soviétiques ?

— Les Soviétiques sont plus discrets. Le Cubain est l'homme de main, le manœuvre, tandis que le Soviétique est à l'échelon au-dessus. Les ministères sont truffés de conseillers soviétiques. Ils sont 5 000 à peu près. Ils gardent les bureaux et ne prennent jamais de risques. Au moment où j'étais à Luanda, il y a eu un attentat contre le siège de l'Aeroflot.

• Ces attentats sont fréquents. C'est peut-être le commencement d'une réaction et d'une opposition populaire au régime ?

— Il est difficile de savoir exactement les origines et les buts de ces attentats. Diverses rumeurs circulent à Luanda. Ces attentats sont, officiellement, présentés comme l'œuvre des ennemis du pouvoir et du peuple. Mais on peut penser que c'est le gouvernement lui-même qui organise ces feux d'artifice de temps en temps pour maintenir un climat de terreur et de peur. Cela lui permet ensuite de faire des purges et d'arrêter des gens. C'est une hypothèse sérieuse qui commence à être accréditée par le peuple.

• Comment les Angolais réagissent-ils à leur terrible et angoissante situation économique et politique ?

— J'ai discuté avec des Angolais et ils avaient vraiment honte que je sois témoin de la vie qu'ils mènent. Ils sont extrêmement déçus par le système politique actuel. Ils avaient confiance en Neto et dans le MPLA, surtout les deux premières années de l'indépendance. Mais aujourd'hui ils sont écœurés par les querelles, les rivalités, les clans, la corruption qui règnent dans le Parti et au sein du pouvoir. Le Parti ne peut plus lancer des mots d'ordre pour les mobiliser. Le peuple angolais, aujourd'hui, est un peuple amorphe, démobilisé et sans réaction.

• Quelle est la nature du pouvoir politique à Luanda ? Il y a un parti unique, le MPLA. Comment fonctionne le régime ?

— C'est une caricature du système soviétique. Il y a le Parti

et il y a le gouvernement. Ce sont deux organisations parallèles et hiérarchisées. Le Parti a le pouvoir de décision et un pouvoir réel d'action. Le gouvernement n'en a pas. Autrement dit, les ministres et autres membres du gouvernement sont des figurants du régime, des fantoches. Les véritables décisions sont prises dans le Parti. Il y a par exemple un ministère de l'Éducation nationale, mais dans le Parti il y a une commission qui s'occupe de l'éducation et de l'enseignement, et leur travail se fait en rivalité. Si le Parti s'oppose à une décision ministérielle, elle ne s'applique pas.

• Quel est le profil des hommes politiques et des dirigeants du MPLA ? Leurs capacités ? Leur langage ? Leur propagande ?

— Le président actuel, José Eduardo dos Santos, est un play-boy très élégant. Il est de formation scientifique, ingénieur des pétroles, un titre décroché à Moscou, et qui ne veut pas dire grand-chose. C'est un homme sans talent, sans génie. Ses discours sont neutres. Ce n'est pas un leader, c'est une perruche qui sert à signer des accords à Moscou. Le débat politique est très bas.

• Comment fonctionne l'information ? Agence de presse, presse écrite, radio, télévision...

— Il y a une agence de presse officielle : ANGOP. Toutes les nouvelles sont données par cette agence. Et cela est valable tant pour les nouvelles intérieures que pour les nouvelles extérieures. Les journalistes étrangers qui viennent à Luanda, doivent soumettre le texte de leurs articles à cette agence. Ils ne peuvent, dans leurs articles, comptes rendus, reportages, que refléter la position officielle du parti. Il est impossible d'attendre une information objective du journal « Afrique-Asie », ou d'autres journaux communistes. Ils sont contrôlés et censurés par ANGOP. Le journal de l'Angola est fabriqué par cette agence. Il y a deux, trois pages consacrées à l'activité présidentielle et aux discours des membres du parti, aux inaugurations de chrysanthèmes ici et là ; beaucoup de lettres des partis frères, des communiqués officiels, des petites annonces, le programme de cinéma, les sports et à la fin quelques nouvelles brèves internationales. Il n'y a jamais d'articles d'analyse. Tout le monde achète le journal, cela se vend pas cher. Mais il n'y a aucun débat d'idées. A la radio, la télévision, il y a quelques heures de programme tous

les soirs : un reportage sur un mouvement de libération, des chansons, des spectacles donnés par la jeunesse du parti, des discours, des informations. Dans ces informations, on parle sans les jours de l'agression de l'Afrique du Sud contre l'Angola. Ensuite, il y a des films brésiliens, soviétiques. Je ne sais pas quelle est la proportion des gens qui peuvent regarder la télévision.

• Regarde-t-on la télévision dans les cafés ?

— Il y a des cafés, mais c'est comme à la campagne. La plupart du temps ils sont fermés car il n'y a rien à vendre aux clients. Il n'y a pas de lieux où se retrouver. Il n'y a pas non plus de restaurants. Il y a des salles de cinéma mais il n'y a pas de vie sociale. Il y a la vie familiale.

• Comment se déroulent les grandes manifestations du mai et les meetings organisés par le Parti ?

— Pour ce genre de spectacle les gens sont fortement invités à participer, mais c'est artificiel. Ce ne sont pas des mouvements spontanés, ni enthousiastes. Avant, peut-être. Mais maintenant, les Angolais sont déçus par le régime. Ils sont à l'état de survie. Ils mènent une vie au jour le jour, dans une grande pauvreté et une grande tristesse.

• On peut penser que cette situation serait compréhensible pour des pays, comme certains du Sahel, qui sont pauvres. Mais l'Angola est un pays riche qui dispose d'importantes ressources naturelles et humaines. Comment en est-on arrivé là ?

— L'Angola est un pays très riche. Il a du pétrole à Cabinda. Il a de grandes ressources agricoles dans beaucoup de régions. Il a un immense potentiel hydro-électrique. Il a des mines de diamant et des carrières de marbre. Les Italiens achètent ce marbre et l'exploitent ensuite sous l'étiquette « marbre de Carrare ». Il y a aussi de grandes possibilités pour l'élevage. Le potentiel hydro-électrique angolais pourrait couvrir la moitié des besoins de toute la France en énergie. L'Angola pourrait devenir exportateur d'électricité. Mais rien n'est fait. C'est énorme ! Les installations, les barrages sont là, mais ils ne fonctionnent pas au quart de leurs possibilités. L'industrie est inexistante. Il n'y a plus rien. Le pays vit en état de guerre. Toutes les ressources du pays sont consacrées à payer les Cubains et les Soviétiques. Ces devises sont lou-

chées par Cuba et l'URSS, et le peuple angolais est tout à fait hors du coup. Il est dans l'attente.

• *Pensez vous qu'il y a des famines en Angola ?*

— Il y a certainement en Angola des famines qui ne sont pas déclarées. Il y a deux situations ; deux zones : l'une contrôlée par le MPLA, l'autre par l'UNITA. Dans cette dernière, les gens sont pris entre deux feux : d'une part l'UNITA qui sème la terreur pour se faire respecter par la population (C'est la politique classique de l'UNITA.) Les paysans commencent des cultures qu'ils ne récoltent quelquefois jamais. La production agricole dans ces zones est totalement désorganisée à cause de l'insécurité. D'autre part, il y a les raids du MPLA contre l'UNITA qui perturbent le travail et la production agricoles, obligeant les paysans à fuir pour éviter les représailles du MPLA, car on les suspecte d'aider l'UNITA. Dans cette zone les Angolais crèvent de faim et sont quasiment sans défense car ils n'ont plus rien à se mettre sur le dos. Les gens de la Croix-Rouge ne peuvent s'écarter des petits centres où ils sont postés. Ils ne peuvent donc pas voir ce qui se passe dans la brousse, ni secourir utilement la population. Dans la zone contrôlée par le MPLA, c'est la pénurie. Le monde paysan a été vidé de ses forces vives. Les jeunes sont pris pour être enrôlés dans l'armée. Il ne reste à la campagne que des vieux et des femmes. La production agricole a énormément baissé et il y a un état de sous-alimentation grave.

II

Documents

SERMENT DES JEUNES DU PREMIER CONTINGENT DU DÉTACHEMENT PÉDAGOGIQUE INTERNATIONALISTE « CHE » GUEVARA *

Camarade Fidel,

C'est aujourd'hui que se matérialise la réponse à l'appel que vous avez lancé aux étudiants du troisième contingent du Détachement pédagogique universitaire « Manuel Ascunce Domenech », lors de l'inauguration de cette année scolaire.

Nous, qui faisons partie de ce groupe de 732 jeunes, nés et éduqués dans le premier pays socialiste d'Amérique, héritiers fidèles des traditions de lutte de notre peuple, nous nous sommes préparés avec un profond enthousiasme révolutionnaire, pleins de confiance dans l'avenir, afin de nous acquitter de la mission internationale que le Parti et vous-même nous ont confiée, pour pouvoir ainsi répondre à la confiance que vous nous faites en l'année du centenaire de la Protestation de Baraguá, du XXVe anniversaire de la Moncada et du XIe Festival mondial.

Nous partons pour le pays frère d'Angola avec l'esprit solidaire de notre peuple, inspirés par l'exemple des générations qui nous ont précédés, de nos frères tombés pour la patrie, de tous ceux qui, faisant preuve de solidarité militante, ont versé leur sang généreux sur les terres d'autres peuples qui luttent pour obtenir leur indépendance et construire un avenir meilleur.

Nous suivrons votre exemple et les enseignements de la Révolution, nous qui portons le nom glorieux du guérillero héroïque « Che » Guevara et qui saurons en être dignes dans l'accomplissement de notre mission.

(*) D'après la résumé en français de *Granma*, La Havane, 19 mars 1978.

Nous, les membres du premier contingent du Détachement pédagogique internationaliste « Che » Guevara, qui avons l'honneur de nous réunir aujourd'hui avec vous, le dirigeant de l'attaque de la caserne Moncada, le conducteur des combattants de « Granma », le commandant de la Sierra, le leader de la Révolution, le chef et le guide de notre peuple,

Nous jurons de nous acquitter en toute modestie, bénévolement, avec la ferveur inébranlable des révolutionnaires, de la tâche que le Parti nous a confiée, en vivant tous nos efforts au développement de l'éducation là où le peuple frère d'Angola en a le plus besoin, dans n'importe quelles conditions, et de tenir fermement nos engagements de mener à bien notre tâche, de façon organisée, avec enthousiasme et fermeté, inhérents au principe marxiste (1) : « Tout homme a le droit d'être éduqué et plus tard, comme une juste rétribution, le devoir de contribuer à l'éducation d'autrui. »

Nous jurons de nous efforcer chaque jour d'acquérir les connaissances et la préparation nécessaires pour dispenser la nouvelle morale qui naît dans la société d'aujourd'hui, d'étudier en profondeur les principes de l'éducation communiste, fondés sur la théorie marxiste-léniniste, et de cultiver chez nos élèves les sentiments de solidarité, d'amour de la patrie et de fermeté révolutionnaire, si nécessaires à la construction de la société.

Nous jurons de respecter les normes de discipline, de bonne conduite sociale qui doivent être celles de tout éducateur en tant que formateur des nouvelles générations.

Nous jurons de tout mettre en œuvre pour parfaire notre formation culturelle et professionnelle afin d'être chaque jour plus efficaces, et de terminer nos études à notre retour dans la patrie.

Nous jurons de manier les livres pour la paix, si nécessaire, et de défendre, les armes à la main, les conquêtes de la révolution angolaise, fidèles à l'exemple de ceux qui sont tombés tout au long des luttes révolutionnaires de ce peuple et à la mémoire des frères cubains qui ont versé leur sang pour aider à construire de merveilleux présents.

Nous jurons d'être les dignes représentants de la jeunesse cubaine qui construit aujourd'hui l'avenir, de brandir fière-

(1) De José Marti (1853-1895), auteur et martyr de l'indépendance cubaine, un des plus grands écrivains de l'Amérique latine.

ment le drapeau de notre Détachement et d'être toujours à la hauteur du nom glorieux qui est le nôtre.

Nous jurons d'être toujours fidèles à notre peuple, à notre Parti et à notre personne.

Vive le Détachement pédagogique internationaliste « Che » Guevara !

Vive le XIe Festival mondial de la jeunesse et des étudiants !

Vive le Parti communiste de Cuba !

Vive notre commandant en chef !

La lutte continue, la victoire est certaine !

La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !

LA GUERRE ANGOLAISE VUE PAR FIDEL CASTRO

Au cours d'un meeting organisé, le 16 avril 1976 à l'occasion du quinzième anniversaire de la victoire de Playa Giron, Fidel Castro a évoqué l'affaire angolaise et s'est expliqué sur l'intervention militaire cubaine à Luanda.

En réalité, la guerre d'Angola a été la guerre de Kissinger. Passant outre aux avis de quelques-uns de ses plus proches collaborateurs, il s'est entêté à mener des opérations disparates pour liquider le MPLA, par l'intermédiaire des groupes contre-révolutionnaires FNLA et UNITA, et avec le soutien de mercenaires blancs, du Zaïre et de l'Afrique du Sud. On raconte que la CIA elle-même l'aurait averti qu'il serait impossible de garder ses opérations clandestines alors que le FNLA a été appuyé par la CIA dès sa fondation, un fait reconnu publiquement, les États-Unis ont dépensé depuis le printemps 1975 des dizaines de millions de dollars pour livrer des armes et des instructeurs aux groupes contre-révolutionnaires et sécessionnistes d'Angola. Des troupes régulières du Zaïre, pourvues par les États-Unis, sont entrées en Angola dès l'été de cette même année, tandis que des forces militaires d'Afrique du Sud occupaient la région de Cunene au mois d'août et envoyaient des armes et des instructeurs aux bandes de l'UNITA.

A ce moment-là, il n'y avait pas un seul instructeur cubain en Angola. La première aide matérielle et les premiers instructeurs cubains sont arrivés en Angola début octobre à la demande du MPLA, alors que l'Angola était envahi par des forces étrangères. Or, aucune unité militaire cubaine n'avait été envoyée en Angola pour participer directement à la lutte et il n'était pas prévu de le faire.

Le 23 octobre, également sous la pression des États-Unis, des troupes régulières de l'armée sud-africaine, soutenues par des tanks et par l'artillerie, ont envahi le territoire angolais à partir des frontières namibiennes et ont profondément pénétré dans le pays, à raison de soixante à soixante-dix kilomètres par jour. Le 3 novembre, elles s'étaient enfoncées à plus de 500 kilomètres en Angola, se heurtant aux environs de Benguela à la première résistance, offerte par le personnel d'une école de recrues angolaises récemment organisée et par leurs instructeurs cubains, qui ne possédaient pratiquement aucun moyen d'arrêter l'attaque des tanks, de l'infanterie et de l'artillerie sud-africaines.

Le 5 novembre 1975, à la demande du MPLA, la direction de notre Parti a décidé d'envoyer de toute urgence un bataillon de troupes régulières dotées d'armes antitanks *(Applaudissements)* pour appuyer la résistance des patriotes angolais à l'invasion des racistes sud-africains. Voilà quelle a été la première unité de troupes cubaines à être envoyée en Angola. Quand elle est arrivée, les interventionnistes étrangers se trouvaient, au nord, à 25 kilomètres de Luanda, leurs canons de 140 mm bombardaient les environs de la capitale, les fascistes sud-africains avaient pénétré par le sud, depuis les frontières namibiennes à plus de 700 kilomètres, tandis que les combattants du MPLA et une poignée d'instructeurs cubains défendaient héroïquement Cabinda.

Je n'ai pas l'intention de relater les événements de la guerre d'Angola, tout le monde connaissant à grands traits son déroulement ultérieur, mais de souligner pour quelle raison, sous quelle forme et dans quelles circonstances a commencé notre aide. Ces faits sont rigoureusement historiques.

L'ennemi a mentionné le nombre de Cubains présents en Angola. Qu'il suffise de dire qu'une fois la lutte commencée, nous avons envoyé les hommes et les armes indispensables pour la mener à bien. *(Applaudissements.)* En hommage à notre peuple, nous devons dire que des centaines de milliers de combattants de nos troupes régulières et de notre réserve étaient disposés à lutter aux côtés de leurs frères angolais. *(Applaudissements.)*

Nos pertes ont été minimes. Bien que la guerre se soit déroulée sur quatre fronts et que nos combattants aient participé aux côtés des héroïques soldats du MPLA à la libération de presque un million de kilomètres carrés *(Applaudissements)*

occupés antérieurement par les interventionnistes et leurs alliés, moins de soldats cubains sont morts au cours des actions en Angola, qui ont duré plus de quatre mois, que durant les trois journées de combat à Girón. *(Applaudissements.)*

Cuba a pris cette décision sous son entière responsabilité. L'URSS, qui a toujours soutenu les peuples des colonies portugaises dans leur lutte pour l'indépendance, a offert à l'Angola agressé une aide fondamentale en matériel militaire et participé à nos efforts quand l'impérialisme nous avait pratiquement coupé toutes les voies d'accès aériennes à l'Afrique. L'URSS, donc, n'a jamais demandé l'envoi d'un seul soldat cubain à ce pays. L'URSS fait preuve d'un respect et d'un tact extraordinaires dans ses relations avec Cuba. Seul notre Parti pouvait prendre une décision de cette nature. *(Applaudissements.)*

Ford et Kissinger mentent au peuple nord-américain et à l'opinion mondiale en prétendant rejeter sur l'Union Soviétique la responsabilité des actions solidaires de Cuba en Angola.

Ford et Kissinger mentent en s'entêtant à vouloir faire retomber la responsabilité de la défaite des interventionnistes en Angola sur le Congrès des États-Unis, pour avoir bloqué l'octroi de nouveaux fonds aux bandes contre-révolutionnaires du FNLA et de l'UNITA. Le Congrès a adopté ces mesures les 16, 18 et 19 décembre. À cette date, la CIA avait déjà envoyé des armes en abondance, les troupes du Zaïre avaient été repoussées à Luanda, Cabinda avait été sauvée, les Sud-Africains piétinaient sur les rives du fleuve Queve, en proie à la démoralisation, et aucun envoi d'armes de la CIA n'aurait pu dévier le cours inexorable des événements. Elles seraient aujourd'hui entre les mains des forces révolutionnaires, comme tant d'autres qui ont été fournies antérieurement.

Ford et Kissinger mentent au peuple des États-Unis et, en particulier, à la population noire de ce pays, en occultant le fait que les troupes fascistes et racistes de l'Afrique du Sud ont criminellement envahi le territoire angolais bien avant que Cuba n'y ait envoyé d'unité régulière de soldats.

Il y a encore quelques autres mensonges proférés par Ford et Kissinger au sujet de l'Angola, mais ce n'est pas le moment de les analyser.

Ford et Kissinger savent parfaitement que tout ce que je dis est vrai. Je ne prononcerais pas, en raison de la solennité

de cette agression, le qualificatif que méritent les [illegible] insolences de Ford à l'occasion de sa campagne présidentielle dans le sud des États Unis et d'autres faits tout aussi cyniques de sa politique impériale. Je me contenterai de dire pour le moment que c'est un vulgaire menteur. (*Applaudissements.*)

Après la défaite impérialiste en Angola, c'est à peine si le sieur Kissinger a assez de temps pour courir d'un endroit à l'autre afin de fomenter la crainte de la Révolution cubaine. Il vient à peine de terminer une visite dans une bonne demi-douzaine de pays latino-américains qu'il annonce déjà une nouvelle tournée dans de nombreux pays d'Afrique, un continent qu'il daignait à peine regarder avant son Gitan africain.

Aucun pays d'Amérique latine, quel que soit son régime social, n'a à craindre des forces armées de Cuba. Nous croyons fermement que chaque peuple doit être libre de construire son propre avenir ; que chaque peuple, et seulement le peuple de chaque pays, doit faire et fera sa révolution. Le gouvernement de Cuba n'a jamais pensé amener la révolution dans un pays de cet hémisphère avec les armes de ses forces militaires. Une telle idée serait absurde et ridicule. Ce n'est pas Cuba qui a enlevé au Mexique la plus grande partie de son territoire, ni débarqué 40 000 marines pour écraser la révolution en république dominicaine, ni occupé un nouveau de territoire panaméen, ni capturé un pays tout à Porto Rico, ni projeté d'assassiner les dirigeants étrangers, ni explosé les richesses et les ressources naturelles d'un peuple quelconque de cet hémisphère.

Aucun pays d'Afrique noire n'a à craindre du personnel militaire cubain. Nous sommes un peuple latino-africain, ennemi du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme et de l'apartheid, que l'impérialisme yankee protège et couvre.

LA GUERRE DE L'OGADEN VUE PAR FIDEL CASTRO*

Lors de la cérémonie marquant le cinquième de la Proclamation de Baragua, le 15 mars 1878, Fidel Castro a parlé de la guerre de l'Ogaden et donné les raisons de la participation cubaine aux côtés de l'Ethiopie

(...) Notre peuple a eu hier l'occasion de lire d'amples informations sur le déroulement des événements qui ont conduit à la grande victoire de la Révolution éthiopienne sur le front est.

L'Éthiopie peut paraître un pays lointain ; en réalité, à l'heure actuelle, il n'y a plus de distance, pas plus dans le temps que dans l'espace (...). Nous nous sentons aujourd'hui aussi proches de Massoc, de son héroïsme, de ses hauts faits que si la Proclamation de Baragua avait eu lieu hier. Nous n'avons pas l'impression que cent ans se sont écoulés depuis que l'esprit de la Proclamation de Baragua est présent, vigoureux, en ce moment même.

De la même façon, l'espace n'est plus rien pour notre Révolution. Nous nous sentons aussi proches et aussi solidaires des révolutionnaires éthiopiens que s'ils étaient ici, à nos côtés, devant nous ; aux côtés de Massoc, devant Massoc.

Certaines agences de presse impérialistes ont dit que le peuple cubain avait été mis officiellement au courant hier de l'aide internationaliste que nous avons offerte à l'Éthiopie. Si elles veulent dire que la nouvelle a été annoncée officiellement hier, nous le leur concédons ; mais, en réalité, il y a longtemps que le peuple le savait, non officiellement —

(*) *Granma*, revue hebdomadaire en français 26 mars 1978

comme nous savons les choses, comme nous faisons les choses, comme nous savons faire les choses entre nous.

Il en était de même lorsque nous apportions notre aide internationaliste à l'Angola. Le peuple le sait, car comment figurez-vous les choses si ce n'est avec le peuple ? Naturellement, il y a des circonstances où certaines choses ne peuvent pas être dites officiellement, parce que pour mener à bien une opération compliquée, dangereuse, il faut le faire avec discrétion, tout simplement ; on ne peut pas se mettre à la cime sur les toits. Mais qui sont ceux qui sont parmi accomplir cette mission internationaliste, comme dans le cas de l'Angola.

Nous ne faisons jamais rien à l'insu du peuple. Et si arrive souvent que le Parti et les organismes de masse transmettent au peuple des informations qui ne paraissent pas à la une.

Que feraient le Parti et la direction du Parti sans les masses ? De toute façon, nous sommes heureux de constater que nos masses sont très discrètes. Il arrive ici qu'un secret soit partagé par des millions de personnes et gardé par ces millions de personnes.

Notre Révolution n'est pas en quête de gloire, elle n'est pas en quête de prestige, elle ne fait qu'appliquer ses principes, ses postulats internationalistes.

Nous ne pouvons évidemment pas parler publiquement de l'aide internationaliste que nous apportions à l'Ethiopie avant que les Ethiopiens n'en parlent. Tant que les Ethiopiens ont jugé préférable d'observer la discrétion, nous sommes restés discrets. Maintenant que les Ethiopiens ont fait des déclarations officielles, notre Parti en aussi en mesure de le faire. Le secret n'a pas besoin d'être gardé indéfiniment par des millions de personnes. Il s'agit maintenant d'un secret national et international.

Nous ne disons pas cela pour nous vanter. Loin de nous l'idée de nous vanter de quoi que ce soit ! En premier lieu, nous devons dire que nous déplorons profondément que ce conflit ait vu surgir entre la Somalie et l'Ethiopie, car, quant à nous, nous avons tout fait pour l'éviter. Il y a environ un an, à peu près à la même date — peut-être après le 20 mars, je ne me rappelle pas exactement —, nous avions préparé une réunion à Aden avec les dirigeants de l'Ethiopie, du Yémen et de la Somalie pour tenter de résoudre les problèmes existant entre la Somalie et l'Ethiopie, précisément afin d'éviter une guerre, afin d'éviter un conflit qui constituerait une victoire du mouvement révolutionnaire international, afin d'éviter que la direction somalienne, compte tenu de ses vieilles espérances et de son attitude agressive, ne passe aux mains de l'impérialisme. Or, nous n'avons pas pu l'éviter.

En Somalie, il y avait deux forces en présence : des forces de droite et des forces réellement de gauche. Pendant de nombreuses années, les dirigeants ont parlé aux masses de socialisme et de progrès ; mais, en fait, au sein du gouvernement il existait un puissant groupe réactionnaire, de droite, partisan d'une alliance avec l'impérialisme, avec la réaction arabe, avec l'Arabie saoudite, avec l'Iran, etc. Ce groupe a progressivement mis à l'écart les gens de la gauche qu'il y avait dans le pays, en misant sur le chauvinisme, comme l'ont toujours fait les réactionnaires. En effet, faute de doctrine idéale, de doctrine politique et de doctrine révolutionnaire, les réactionnaires recourent au procédé qui consiste à exalter les instincts les plus bas de la population, et ils utilisent surtout le chauvinisme (...)

Au sein du gouvernement somalien, la fraction de droite a précisément brandi ces étendards : les thèses nationales, le chauvinisme, les revendications territoriales, l'idée de la Grande Somalie qui devait inclure Djibouti, le nord de l'Ethiopie et une partie du Kenya, alors qu'en faisant preuve d'un sens profond des réalités et de beaucoup de sagesse, tous les Etats africains avaient décidé de décréter l'inviolabilité des frontières héritées du colonialisme. Car ceux qui connaissent l'Afrique savent que dans chaque pays africain, il y a des tribus qui vivent à cheval sur les frontières, dans tous les pays d'Afrique. De nombreux Etats africains n'ont pas encore entièrement dépassé le stade de l'organisation tribale. Le fait qu'un pays puisse conquérir par la force un territoire qu'il revendique suivant critères ou précédents conduirait à une véritable catastrophe pour toute l'Afrique. Voilà pourquoi les Etats africains ont dit : il ne doit pas y avoir de

changements de frontières et il est hors de question de recourir à la force pour changer les frontières.

Cependant, l'agression n'a pas été déclenchée seulement pour une question de chauvinisme. L'Éthiopie a vécu pendant des siècles sous un régime féodal, un régime féodal qui a pratiquement été liquidé par la Révolution éthiopienne. Or, 85 ou 90 % de la population du pays est formée de paysans. De surcroît, l'esclavage existait encore en Éthiopie avant la Révolution, jusqu'en 1973 pratiquement. Celui qui n'était pas un serf attaché à la glèbe, un paysan attaché à la terre, pouvait être réduit à l'esclavage.

De sorte que la Révolution éthiopienne a bouleversé la vie du peuple d'Éthiopie. Elle a libéré des dizaines de millions de paysans exploités, elle a libéré les masses exploitées. Sa classe ouvrière, qui n'est pas très nombreuse, a également été libérée par la Révolution. La femme, qui était affreusement opprimée, victime d'une injustice et d'une oppression indescriptibles, a été libérée par la Révolution éthiopienne.

La Révolution éthiopienne n'a pas seulement liquidé le féodalisme, elle s'est aussi engagée dans la voie du socialisme. La Révolution éthiopienne constitue précisément un des événements les plus importants survenus en Afrique au cours des dernières années.

L'Éthiopie est un pays qui a toujours tenu bon ; c'est un des rares pays africains à avoir maintenu son indépendance pendant des siècles en luttant résolument jusqu'au jour où les fascistes italiens, voulant à tout prix avoir une colonie, ont envahi l'Éthiopie avec la complicité des puissances colonialistes européennes. Mais le peuple éthiopien est un peuple de combattants. À la fin du siècle dernier déjà, il refoula les Italiens, qui ne purent alors s'emparer du pays. Toutefois, en 1935, grâce à leur supériorité technique, à la mobilisation de nombreux moyens et à la complicité de l'impérialisme, les fascistes italiens s'emparèrent de l'Éthiopie. Les Éthiopiens luttèrent avec acharnement durant les années d'occupation. Le courage et la combativité sont une des caractéristiques du peuple éthiopien.

Or, l'agression somalienne a lieu précisément au moment où éclate la Révolution, ou plutôt, non pas lorsqu'elle éclate, mais lorsque le secteur le plus radical et le plus révolutionnaire prend le pouvoir.

Auparavant, l'Éthiopie de l'empereur était l'alliée des États-Unis, l'alliée de l'impérialisme. La fraction de droite de la Somalie songea-t-elle alors, pendant toutes ces années, à envahir l'Éthiopie ? Non. Pourquoi ? Parce qu'elle ne voulait pas avoir maille à partir avec l'impérialisme. Lorsque la Révolution éclate mais que sa position n'est pas encore bien définie, elle n'ose pas non plus attaquer l'Éthiopie.

C'est au mois de février de l'an dernier, quand les éléments les plus importants, les plus radicaux, les plus révolutionnaires dirigés par le camarade Mengistu Haile Mariam assument la direction de la Révolution éthiopienne et proclament leur dessein de construire le socialisme que survient la rupture des liens de l'Éthiopie avec l'impérialisme. Et c'est précisément à ce moment-là que la fraction de droite du gouvernement somalien trouve bon d'envahir l'Éthiopie. Elle savait qu'envahir l'Éthiopie revenait à coopérer avec l'impérialisme pour détruire une grande Révolution, et que l'impérialisme en serait ravi. Elle savait que les puissances de l'OTAN seraient également ravies de voir la Somalie contribuer à liquider la Révolution éthiopienne.

Nous nous rendons parfaitement compte aujourd'hui que lorsque nous nous sommes réunis au mois de mars de l'année dernière à Aden avec les dirigeants somaliens, ceux-ci avaient déjà entièrement conçu leurs plans — qu'ils mirent plus tard à exécution — d'envahir l'Éthiopie, car ils croyaient que c'était là l'occasion historique, que l'impérialisme yankee et les pays de l'OTAN allaient accueillir à bras ouverts la nouvelle de l'invasion de l'Éthiopie.

Vous n'ignorez pas qu'il existe un grand nombre de pays arabes révolutionnaires et un groupe de pays arabes réactionnaires. Ces pays arabes réactionnaires étaient également enchantés par l'idée d'une agression contre l'Éthiopie qui détruirait la Révolution. Un de ces pays, gouverné par une monarchie antédiluvienne, l'Arabie saoudite, avait particulièrement intérêt à ce que la Révolution éthiopienne soit liquidée. « Si l'on rase ton voisin tu peux préparer ton rasoir. » Un empereur était tombé en Éthiopie, il était normal que l'empereur d'Arabie saoudite — le Roi, ou comme ils voudront l'appeler — ait peur.

C'était aussi le cas de l'Iran, allié réactionnaire de l'impérialisme yankee, un gouvernement cruel et répressif, dirigé par un Shah — un Shah est un roi, ou un empereur... enfin

quelque chose comme ça —, bref, une monarchie féodale également, disons une monarchie absolue, décidée elle aussi à détruire la Révolution éthiopienne et à encourager la Somalie dans son agression.

La fraction de droite, misant sur ces possibilités, gonflée par l'espoir de recevoir les torrents de pétrodollars de l'Arabie saoudite et de l'Iran, ainsi que l'aide économique de l'OTAN et des États-Unis, profita du fait que l'Éthiopie était en train de faire sa Révolution pour imposer sa politique de guerre et d'agression. C'est là le grand crime commis par les dirigeants somaliens : envahir l'Éthiopie pour détruire sa Révolution, en se mettant au service des pays réactionnaires de la zone, de l'OTAN et de l'impérialisme.

Ah ! mais lors de la réunion d'Aden, les dirigeants somaliens s'étaient solennellement engagés, avaient juré solennellement qu'au grand jamais ils n'envahiraient l'Éthiopie, que jamais ils n'attaqueraient militairement l'Éthiopie. En réalité, ils avaient déjà tout planifié, et au mois de juillet ils lancèrent l'agression.

Cependant, l'Éthiopie est un grand pays, sa population est nombreuse, elle a des soldats, de très bons soldats. Pour cette raison, au début, nous avions pris la décision, sur sa demande, d'envoyer quelques dizaines d'instructeurs et d'assesseurs — ils étaient environ une centaine —, afin d'entraîner les unités éthiopiennes, de leur apprendre à se servir de leurs armes modernes de provenances différentes ; comme l'empereur était un allié des États-Unis, ils avaient des armes nord-américaines ; mais ils commençaient à recevoir des armes des pays socialistes, au maniement desquelles ils n'étaient pas habitués.

Pour notre part, nous pensions que les aides à entraîner leur armée ne serait qu'une question de temps, car lorsque l'armée éthiopienne sera bien préparée et bien armée, elle n'aura peur de personne, vous pouvez en être absolument convaincus, de personne !

Qu'est-ce donc qui a déterminé l'envoi de combattants ? L'ampleur et la portée de l'agression somalienne. La Somalie se préparait depuis des années. La Somalie avait brandi le drapeau du socialisme, se présentait comme un pays progressiste, comme un pays allié du monde progressiste — je parle du gouvernement somalien — et avait peu à peu constitué son armée ; elle disposait de centaines de tanks, de centaines

de pièces d'artillerie, d'avions, de nombreuses brigades d'infanterie motorisée, et presque toutes ces armes et ces unités ont été utilisées à un moment donné dans l'invasion de l'Éthiopie.

C'était le moment où l'Éthiopie devait lutter en de nombreux points de son territoire contre des groupes de bandits contre-révolutionnaires dirigés par les féodaux, aidés depuis l'étranger, et contre les mouvements sécessionnistes du nord du pays, aidés eux aussi actuellement par les pays réactionnaires de la région. Ils avaient créé une situation difficile pour l'Éthiopie, le temps pressait. Si les Éthiopiens avaient disposé d'un peu plus de temps, ils auraient appris à manier tous les tanks, l'artillerie et les autres armes modernes. Nous aurions contribué, aux côtés d'autres pays socialistes, à l'entraînement de leurs soldats. Mais la situation critique qui prévalait à la fin du mois de novembre obligea le gouvernement éthiopien à formuler sa demande, à demander l'envoi urgent de spécialistes, de tanks, de l'artillerie et de l'aviation afin de l'aider à sauver le pays. Et c'est ce que nous avons fait.

Nos spécialistes — ainsi que l'a publié *Granma* — commencèrent à arriver en Éthiopie à partir de la mi-décembre et au début du mois de janvier ; des spécialistes en blindés, en artillerie et en aviation, car dans ces circonstances, les Éthiopiens n'avaient plus le temps d'assimiler la nouvelle technique. En réalité, ils n'avaient pas besoin d'infanterie ; ils possèdent une infanterie nombreuse, et si nous avons envoyé quelques unités moyennes d'infanterie cubaine à l'est, c'était plutôt afin de garantir la coordination avec les unités de tanks et d'artillerie conduites par des spécialistes cubains, car vous savez qu'il existe le problème de la langue et une unité de tanks a parfois besoin de compter sur la coopération de l'infanterie.

Mais, en réalité, l'envoi de spécialistes a constitué l'essentiel de notre aide à l'Éthiopie. Les Éthiopiens ont déjà des unités d'artillerie et de tanks, et je ne doute pas que dans quelque temps ils posséderont d'excellents cadres pour le maniement de ces armes ; ils possèdent de nombreux soldats, et il est plus facile de former un soldat d'infanterie qu'un spécialiste en blindés ou en artillerie. Nous pouvons dire, de plus, que l'infanterie éthiopienne est composée de soldats

ayant de grandes qualités pour le combat, des soldats très braves, très courageux.

Cette collaboration s'est avérée indispensable ; nous avons envoyé ces spécialistes et, comme l'a dit *Granma*, des unités d'infanterie blindées de Cuba ont participé à la phase finale des opérations aux côtés de l'infanterie éthiopienne.

Comme nos journaux l'ont annoncé hier, en sept semaines, tout le territoire occupé de l'Ogaden a pratiquement été libéré, ce qui représente plus de 120 000 km². Les envahisseurs avaient occupé 320 000 km², soit un territoire trois fois plus grand que Cuba. Or, le 22 janvier et le 14 mars, tout ce territoire avait pratiquement été libéré, il ne restait que quelques localités et les occuper n'était plus qu'une question de temps ; les forces éthiopiennes n'avaient pas assez de véhicules motorisés et, dans divers endroits, elles ont dû se déplacer à pied. Ainsi la guerre est pratiquement terminée sur le front est.

La coopération entre les Éthiopiens et les Cubains a été réellement magnifique ; il y avait des unités d'artillerie formées par des spécialistes cubains et des effectifs éthiopiens. Il ne leur a fallu que quelques jours pour parvenir à se comprendre au moyen de signes et de codes chiffrés, et le groupe d'artillerie marchait à la perfection. Malgré l'obstacle de la langue, il régnait un climat de profonde fraternité combative, une grande confiance mutuelle, un véritable esprit de fraternité, et les problèmes se résolvaient sans difficulté.

Nous ne voudrions pas, je le répète, qu'on croie que nous nous vantons, que nous faisons un éloge exagéré de nos combattants. Toutefois, nous semble-t-il, ce n'est que simple justice de signaler que les combattants internationalistes cubains ont fait preuve d'une efficacité extraordinaire et de qualités combatives magnifiques. Il est admirable que des hommes de notre peuple aient été capables de se rendre dans un pays aussi éloigné et d'y combattre comme ils l'auraient fait dans leur propre patrie. C'est cela l'internationalisme prolétarien. Nos soldats révolutionnaires, efficaces et courageux, ont rapidement noué une amitié magnifique et des liens étroits avec les admirables combattants révolutionnaires éthiopiens ; ils ont été accueillis avec une affection extraordinaire par le peuple éthiopien et je sais que ses dirigeants sont très reconnaissants envers notre peuple pour cette aide solidaire.

La guerre contre l'envahisseur est pratiquement terminée.

L'Éthiopie a publiquement déclaré qu'elle ne franchirait pas les frontières de la Somalie. Cela nous semble absolument juste et correct, car cette guerre n'a pas été faite pour envahir un autre pays, pour occuper des territoires appartenant à d'autres, absolument pas. La guerre a été une guerre défensive absolument juste, pour défendre le territoire envahi par des agresseurs étrangers, pour expulser ces agresseurs. A condition bien entendu que les agressions contre l'Éthiopie menées depuis la Somalie ne se renouvellent pas, car il nous semble qu'aucun pays ne serait disposé à supporter indéfiniment qu'on l'attaque depuis la frontière d'un autre pays sans répondre comme il convient. Mais nous savons parfaitement avec quelle sincérité le gouvernement éthiopien a garanti que ses troupes ne franchiraient pas les frontières de la Somalie. En fait, ce n'est pas nécessaire du point de vue militaire, étant donné que les forces ennemies ont été totalement défaites, et pour notre part nous appuyons pleinement cette position du gouvernement éthiopien.

Que se passera-t-il en Somalie ? Il est impossible de le prévoir. Néanmoins, il est hors de doute que la fraction de droite qui a imposé sa ligne agressive et aventurière au gouvernement de la Somalie a essuyé une grande défaite. Naturellement, les impérialistes s'efforcent d'encourager cette fraction, même au milieu de la débâcle. Il y a pourtant en Somalie des forces progressistes, des forces de gauche ; nous attendons de voir ce qui adviendra au cours des prochaines semaines. Évidemment, cette question ne concerne que les Somaliens, ce problème ne nous regarde pas, pas plus nous qu'aucun autre pays.

Les impérialistes ont adopté, tout au long du conflit, une position très hypocrite, car ils savaient dès le début que la Somalie était en train d'envahir l'Éthiopie, dès le mois de juillet. Les États-Unis et les pays de l'OTAN le savaient, et ils se sont tus, ils n'ont pas soufflé mot, ils étaient ravis ; ils ont fourni des armes aux agresseurs, des armes nord-américaines et de l'OTAN, par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, de l'Iran et d'autres pays ; et tant que les Somaliens avançaient on ne disait rien. Tandis que les Somaliens occupaient presque tout le territoire d'Ogaden, les impérialistes étaient optimistes, évidemment. En revanche, quand les Éthiopiens ont commencé à bénéficier d'une aide internationaliste, quand ils ont commencé à recevoir des armes du

camp socialiste et des combattants internationalistes cubains, alors ils ont poussé de hauts cris. C'est alors qu'ils ont parlé de réunir les pays de l'OUA, les Nations unies, etc., etc., etc., qu'ils ont parlé d'un cessez-le-feu. Quand ont-ils commencé à parler d'un cessez-le-feu ? Quand les agresseurs ont commencé à perdre la guerre.

Tant que les Somaliens progressaient, ils ne soufflaient mot ; quand les choses ont commencé à se gâter, après les premières victoires des défenseurs, quand ils se sont rendu compte que la situation pouvait changer d'un moment à l'autre, alors ils se sont mis à crier au scandale et à lancer une vaste campagne de propagande dans le monde entier, à parler des combattants internationalistes cubains — des troupes cubaines, comme ils disent — en Éthiopie. C'est quand la roue a commencé à tourner dans l'autre sens qu'ils ont parlé d'un cessez-le-feu, ce qu'ils n'avaient pas fait pendant des mois, alors que les agresseurs réactionnaires gagnaient du terrain. Et, bien sûr, le gouvernement éthiopien, avec raison, a répondu — ce qui est on ne peut plus juste — qu'il ne saurait y avoir de cessez-le-feu tant qu'une partie de son territoire serait occupée. C'est là également notre philosophie révolutionnaire : il ne peut y avoir de cessez-le-feu tant qu'une partie du territoire est occupée.

Les premiers contrecoups ont eu lieu, l'offensive s'est étendue, les troupes ennemies ont été totalement vaincues. Elles ont dû se retirer précipitamment, en abandonnant les tanks, les canons, l'artillerie, toutes sortes d'armes afin d'éviter l'encerclement et la capture, parce que, tout simplement, elles étaient vaincues, et bien vaincues. Il est nécessaire de signaler que ce retrait des troupes somaliennes n'a été en rien un geste volontaire. En effet, si elles étaient restées là quatre jours de plus, seulement quatre jours, pratiquement toutes les troupes qui se trouvaient dans l'Ogaden auraient été encerclées. Compte tenu de la manière dont progressaient les forces révolutionnaires, qui avaient occupé les principaux nœuds de communication grâce à leurs manœuvres, les forces qui restaient de l'armée somalienne auraient été encerclées dans l'Ogaden si elles n'avaient pas battu en retraite à toute vitesse. Voilà pourquoi les agresseurs ont dû se retirer. Inutile de déclarer que le gouvernement somalien a fait le geste de retirer ses troupes : personne, absolument personne ne sera dupe ; s'il ne l'avait fait, l'armée somalienne aurait perdu les

troupes qui lui restaient. En fait, celles-ci se sont retirées sous la poussée des actions militaires.

Telle est la vérité : point n'est besoin de mentir. Nous croyons que la guerre entre la Somalie et l'Éthiopie est maintenant terminée puisque le territoire a été libéré. Quant aux Somaliens, je ne crois pas qu'ils soient tentés d'en arriver à commettre la bêtise d'attaquer à nouveau l'Éthiopie ; cependant, les pays réactionnaires, les pays de l'OTAN et l'impérialisme, qui les ont déjà poussés une fois à l'agression, pourraient recommencer.

Quant à nous, nous souhaitons sincèrement la paix entre les deux pays. L'objectif de la guerre était la libération du territoire occupé. Nous souhaitons sincèrement que le peuple somalien puisse vivre en paix et s'engager véritablement dans la voie du progrès et du socialisme. Nous croyons que le peuple somalien est un peuple capable, qu'il a de grandes qualités ; comme l'a très justement expliqué *Granma*, le soldat somalien n'est pas un lâche, il convient de le dire, en toute justice ; il a fait preuve d'endurance et de combativité ; indiscutablement, il a été trompé, enivré par toute cette politique chauvine et par l'idée de la Grande Somalie. Que personne ne considère donc le soldat somalien comme un soldat faible et incapable. Simplement, il a été vaincu. Les adversaires ont fait fausse route, ils n'ont pas bien évalué la situation. Il est indéniable que les dirigeants somaliens ont commis de grandes erreurs sur le plan politique et quelques erreurs sur le plan militaire, qui expliquent le pourquoi de la défaite, indépendamment du fait qu'ils se proposaient de perpétrer un grand crime historique. L'efficacité avec laquelle ont agi les combattants révolutionnaires a considérablement réduit leurs pertes au cours des affrontements. En raison de l'efficacité, de la préparation magnifique, excellente, de nos combattants internationalistes, les pertes au cours des combats ont été minimes.

Nous accordons également notre aide à l'Éthiopie sur le plan civil. Nous avons envoyé — et la plupart d'entre eux se trouvent là-bas — plus de 300 médecins et spécialistes sanitaires. Le pays compte plus de 30 millions d'habitants. C'est un pays très peuplé. Les conditions sanitaires y sont très précaires. Nous avons déjà abordé ce sujet à diverses reprises.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de nous étendre davantage sur ce point, mais il est juste d'y faire allusion en un jour comme aujourd'hui, étant donné son importance

M. CLAUDE CHEYSSON : « DES CONTRE-VÉRITÉS »

Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur (1), le commissaire européen chargé des questions de la coopération et du développement a donné son point de vue sur la déclaration de l'Afrique

> « *Vous avez réuni récemment à Bruxelles autour d'une même table les représentants de pays aussi divers que la Somalie et l'Éthiopie, la Guinée et la Côte-d'Ivoire. Qu'est-ce que la Convention de Lomé actuellement en renégociation, a de si particulier pour faire oublier à ces pays africains leurs rivalités, qui vont, dans certains cas, jusqu'à la guerre ouverte ?*

— On a peut-être dit un peu trop vite, il y a trois ans, quand les accords de Lomé ont été signés, qu'ils constituaient un nouveau « modèle » de relation entre pays industrialisés et tiers monde. Ce dont je suis convaincu, c'est que les accords comportent au moins deux éléments fondamentalement nouveaux. Le premier, qui sera certainement l'un des aspects de l'ordre économique de demain, c'est la recherche du contrat dans les relations entre les pays industrialisés et les pays en développement. Les accords de Lomé, c'est un contrat qui résulte d'une négociation, et qui comporte des obligations contraignantes pour les deux parties, riches comprises.

Le deuxième élément qui me paraît fondamental dans les accords de Lomé, c'est que nous avons négocié avec les pays d'une même région. L'Afrique indépendante s'est exprimée, au cours de cette négociation avec l'Europe, d'une seule voix. Car il s'agit d'une même convention, signée avec tous. Je suis frappé par les nombreux signes qui indiquent que l'Angola et le Mozambique, seuls pays africains indépendants non signataires de la convention, vont rejoindre prochainement cette négociation. Je suis frappé aussi par le fait qu'il y a quelques jours, à Khartoum, au sommet de l'OUA, il y a eu une résolution au sujet de Lomé, ce que l'on a retrouvé dans les déclarations d'hommes aussi différents que Sékou Touré, président de la Guinée, ou Nimeiry, président du Soudan, les principes sous-jacents aux accords de Lomé.

> « *Il y a, parmi les signataires de ces accords d'une côte les riches et les pauvres, de l'autre les pauvres. Et parmi les riches, c'est d'abord les Européens, il y en a qui ont de grandes ambitions politiques en Afrique. Est-ce que ces accords de Lomé ne sont pas un instrument parmi d'autres au service de ces ambitions ?*

— La politique de Lomé n'exclut que dans la mesure où personne n'est aligné. S'il y a d'un côté ou de l'autre des tentatives ou des pressions pour forcer un alignement politique quelconque, cette politique de Lomé est morte. C'est aussi simple que cela.

Ce qui m'a frappé, au récent sommet de l'OUA, à Khartoum, c'est le désir de tous les chefs d'États africains de régler leurs conflits entre eux, sans intervention des Soviétiques, des Français, des Américains. Ils sont tous d'accord là-dessus. Mais c'est encore un rêve. Quand ils se retrouvent devant les réalités, ils s'aperçoivent que le recours aux puissances extérieures est souvent, à l'heure actuelle, inévitable. Mais le rêve reste là. Et ils se rendent compte alors que, parmi les relations que l'Afrique peut avoir avec l'extérieur, il y en a une qui est complètement non alignée, parce qu'elle repose sur un contrat et qu'elle est le fait de tous les pays africains à la fois : c'est celle des accords de Lomé avec l'Europe.

Inversement, l'échec d'un certain nombre de tentatives d'intervention plus flamboyantes, drapeau au vent, et leur inadaptation par rapport aux problèmes de l'Afrique ont amené beaucoup d'Européens — surtout ceux qui ne sont pas responsables de ces interventions — à se dire que l'approche de Lomé est probablement la bonne, et la moins compromettante.

(1) *Nouvel Observateur*, 5 août 1978

« Aucune discrimination, dans l'application de ces accords, entre les pays africains - socialistes » ou, progressistes et les autres ?

— En Nigéria, l'autre jour, le commissaire aux Affaires étrangères m'a posé la même question. Je lui ai répondu qu'il n'en prend les pays dans lesquels nous avons des difficultés d'application de la convention, le seul critère important qui nous apparaît, c'est celui de la valeur de leur administration socialiste ou capitaliste. Nous marchons très fort en Ethiopie et en Guinée-Conakry, probablement parce que nous sommes — et de loin — les plus grands pourvoyeurs d'aide à ces deux pays. Mais nous marchons très fort aussi au Libéria, en Côte-d'Ivoire, pays capitalistes et qui ont une bonne administration. En revanche, nous avons beaucoup de difficultés au Zaïre, dont l'administration est faible.

« Quel est, à cet égard, l'impact de l'aide et de la coopération soviétiques, comparé à celui de l'Europe ?

— Quand il s'agit d'aide au développement, l'URSS et ses partenaires souffrent d'un handicap terrible : ils ne sont pas encore équipés pour participer vraiment au développement du tiers monde. D'une part, financièrement, le total de leur apport est limité, dit-on, à cinq cents millions de dollars par an, alors que les pays pétroliers apportent cinq milliards, et l'OCDE quinze milliards. D'autre part, l'URSS, du fait de son régime totalitaire, n'a ni les structures ni les hommes qui peuvent s'adapter et inventer sur place des réponses aux besoins variés du développement d'un petit pays. Ils sont remarquables pour transposer telle ou telle réalisation qu'ils ont déjà faite chez eux. Ils savent aussi apporter une réponse efficace et rapide à des problèmes militaires, comme ils l'ont fait quand l'Angola était en danger réel de l'agression. Le président Neto dit que son pays a été alors sauvé de la colonisation sud-africaine. L'expression est peut-être un peu forte. Mais on peut dire que l'Angola a évité sa disparition en tant que pays autonome grâce à une intervention soviétique organisée d'une manière qu'aucun pays occidental n'aurait été capable d'égaler, dans ces circonstances.

« Pouvez-vous préciser dans quelles conditions les Européens ont pris la relève des Soviétiques en Somalie ?

— Nous sommes présents depuis très longtemps en Somalie. Nous connaissons bien le pays et ses besoins. Nous étions donc mieux que d'autres, capables de répondre très rapidement au retrait des experts soviétiques et à la suppression des bourses pour les étudiants somaliens. Cela dit, notre assistance a ses limites et, dans le développement d'un pays, les apports extérieurs ne sont jamais que des adjuvants. Malheureusement, la Somalie est en train de chuter très vite, d'une manière inquiétante. Elle s'est engagée dans cette guerre contre l'Ethiopie, pour la libération et l'unité du peuple somalien. C'est un combat que je respecte profondément sur le plan du mythe mais qui est en train de condamner cette malheureuse population à des lendemains sinistres, auxquels l'aide extérieure seule ne pourra pas remédier.

« Avez-vous eu l'impression, du point de vue général européen en Afrique, que le continent était l'objet d'une entreprise de déstabilisation de la part des Soviétiques ? Ou que les drames actuels de l'Afrique se situent tout à fait en dehors de la compétition Est-Ouest ?

— Je crois que ce n'est pas seulement une simplification abusive mais une tromperie si remarquable que j'en arrive quelquefois à me demander si elle n'est pas voulue.

En Afrique de l'Ouest, de l'Atlantique au Cameroun, on a assisté, au cours des dix dernières années, à une stabilisation tout à fait remarquable. Il y a dix ans, tout le monde regardait avec stupéfaction les progrès soviétiques en Guinée-Conakry, auprès d'Amilcar Cabral en Guinée-Bissau — que les Soviétiques menaient d'ailleurs à la victoire sur les Portugais —, au Mali, dans les débuts d'une certaine politique en Mauritanie, au Ghana, etc. De tout cela, que reste-t-il ? Il ne reste que des amitiés soviétiques. Nulle part l'ambassadeur de Moscou n'a été expulsé. Mais l'Afrique de l'Ouest s'est mise « au-delà » ou en dehors du conflit Est-Ouest.

Dans la Corne de l'Afrique, il y a eu une grande habileté des Soviétiques à saisir l'occasion d'une révolution, celle qui a permis à l'Ethiopie de passer, en trois ou quatre ans, du Moyen Age à une phase relativement moderne. L'URSS en a profité pour se construire une position qui est la stratégie au Proche-Orient. L'entreprise relève de la compétition Est-Ouest, sans doute. Grâce au ciel, les Américains ont fait

preuve d'une grande retenue. Mais le conflit pourrait, à la longue, se durcir et devenir dangereux.

En Afrique australe, les Soviétiques, comme ils le font dans beaucoup de parties du monde qui ne sont pas vitales pour eux, sont intervenus parce que l'occasion s'en présentait : décolonisation insuffisante de certains pays, indépendance trop hâtive des colonies portugaises, proximité de l'Afrique du Sud, etc. Peut-on dire qu'il y avait conflit Est-Ouest au départ ? Je crois pour ma part que deux dangers nous menacent en Afrique australe : 1. le plus grave serait que nos actions s'identifient aux intérêts des Blancs, face aux Noirs ; 2. le second danger serait que nos actions dans cette région se placent sous le signe de la défense de l'« Occident », face à l'Union soviétique.

Bref, j'estime que recenser tous les problèmes de l'Afrique à la déstabilisation ou au conflit Est-Ouest, c'est une contre-vérité. Où est l'Est, où est l'Ouest, en Mauritanie, par rapport au Polisario, au Maroc et à l'Algérie ? Où sont-ils au Tchad ? Et même au Zaïre ?

« Vous avez récemment en Angola. Est-ce qu'il y a un rapport entre votre visite et l'accord Angola-Zaïre pour la réouverture du chemin de fer de Benguela ? »

— Je n'ai joué, naturellement, aucun rôle et je ne pense pas qu'aucun autre Européen ait pu en jouer un. En revanche, qu'il y ait un rapport, c'est certain. Mais il faut reprendre le raisonnement par le début.

Les Angolais, sur le plan extérieur, restent obsédés par les conditions dans lesquelles ils sont devenus indépendants. Ils ont manqué disparaître, être étranglés par une invasion sud-africaine et par une intervention étrangère venant du Zaïre. Ce sont des faits objectifs. Toute leur politique extérieure actuelle est marquée par ces deux souvenirs. Il leur faut donc un règlement en Namibie, qui écartera les Sud-Africains de leur frontière. Et un tel plan, tout le monde le sait maintenant, les Angolais sont très élogieux de l'action du Comité des Cinq, dans lequel se trouvent trois Européens — un Britannique, un Français et un Allemand.

D'autre part, les Angolais sont obsédés — c'est la deuxième fois que j'utilise ce mot — par le vide qui existe au Zaïre. Ils estiment que dans ce vide toutes les manœuvres sont possibles — parmi elles, ils citent l'intervention française

à Kolwezi — et ils sont très inquiets de ce que les « Katangais » peuvent entreprendre, etc. Donc, rescendre le problème du Zaïre est très important. Cela signifie pour eux de pouvoir trouver à Kinshasa un gouvernement qui ait l'appui de toutes les populations zaïroises, y compris celles du Shaba.

Je ne suis donc pas du tout surpris qu'il y ait des contacts entre le Zaïre et Luanda, et qu'on envisage la possibilité d'une réouverture du chemin de fer de Benguela, qui permettrait aussi de rétablir la communication avec la Zambie. Nous-mêmes, nous sommes en train d'étudier une route directe de Zambie en Angola. Je ne suis pas surpris non plus que cette évolution comporte, de la part des Angolais, l'ouverture de rapports avec d'autres que les amis qui les ont sauvés au moment où ils étaient les plus menacés. Je suis d'ailleurs persuadé que, dans les prochaines semaines, on verra également apparaître des relations plus étroites entre la Communauté européenne et l'Angola.

Propos recueillis par
FRANÇOIS SCHLOSSER

LES ÉTATS-UNIS ET LA PRÉSENCE CUBAINE EN AFRIQUE

M. Andrew Young, ancien ambassadeur américain aux Nations-Unies, a expliqué dans une interview la position de Washington sur les interventions militaires cubaines en Afrique [1].

• Comment expliquer qu'un minuscule pays des Îles Caraïbes tel que Cuba soit engagé dans les grands conflits qui se déroulent en Afrique ?

— Cuba se considère comme une nation afro-latine, il n'y a nul doute là-dessus. Ensuite je ne crois pas que les Cubains interviennent en Afrique sur l'injonction des Soviétiques. Je suis persuadé que Cuba se sent concerné par les problèmes africains parce qu'il a lui aussi réellement vécu l'oppression coloniale et la domination et se trouve de ce fait normalement destiné à les combattre.

Tant que Cuba ne fait qu'apporter son assistance pour le développement... cela ne devrait pas nous inquiéter outre mesure pas plus que le Peace Corps ne doit inquiéter les peuples africains. Toutefois, quand les Cubains ont recours à leur force militaire pour imposer une présence militaire en Angola, ou pour intervenir dans la Corne de l'Afrique dans un conflit séculaire, là ils ne contribuent plus à la stabilité mais à la destruction. Ils ne pourront pas le faire longtemps impunément.

(1) [illegible] du 20 mars 1978. Traduit par l'auteur.

• Est-ce que les Cubains vont tenter militairement certaines en Éthiopie comme ils l'ont fait en Angola ?

— Ils vont devoir tirer en Éthiopie les mêmes leçons que nous avons tirées au Viêt nam. Vous ne pouvez pas étouffer un mouvement indigène qui bénéficie d'un soutien populaire à moins d'éliminer physiquement ce peuple. Si les Cubains entreprennent une destruction massive du peuple d'Ogaden ou du peuple d'Érythrée, ils seront définitivement compromis en Afrique. Si la présence cubaine en Éthiopie ne m'inspire aucune inquiétude c'est bien parce que si cela continue l'Éthiopie sera le Viêt nam de Cuba.

• Que peuvent faire les USA pour contrer la participation cubaine et russe dans les conflits africains ?

— Mon idée est que les USA devraient rester à l'écart de tout cela. Notre rôle devrait se limiter à une diplomatie agressive concernant cette participation. Nous ne devrions en aucune façon risquer des vies américaines ou engager des armes américaines.

• Quel est le genre de diplomatie qu'emmènent les USA actuellement dans la Corne de l'Afrique ?

— Cela consiste à agir par des pressions sur tout le monde et sur n'importe qui, y compris les « Soviets » et les Cubains. Nous avons d'innombrables leviers économiques et diplomatiques.

Cependant nous n'avons pas réussi à 100 % aussi bien en Angola que dans la Corne. Si vous avez à mener une offensive diplomatique vous devez compter énormément avec la crédibilité de cette entreprise. Vous devez éviter à tout prix de vous faire surprendre en posture de duplicité.

• Voulez-vous clarifier ?

— Notre action diplomatique dans la Corne, pour être conséquente, aurait dû commencer par condamner la Somalie quand elle a d'abord pénétré en Ogaden.

Je reconnais ma part de culpabilité. J'ai été franchement cynique et croyais les Somaliens autrement plus agressifs. Étant donné la situation en Éthiopie, où avait lieu une révolution violente, je pensais que nous devions adopter une politique de laisser faire. Mais, en laissant les choses ainsi,

nous avons créé un vide où Russes et Cubains ont pu agir en toute quiétude.

• *Ne devrions-nous pas mieux soutenir la Somalie ?*

— Siad Barre est un homme habile, un propagandiste émérite, tout autant que l'est Menguistu. Je pense qu'il y a dans cette partie du monde des concepts de vérité différents de ceux auxquels on est habitué. Quand j'ai discuté avec les dirigeants dans la Corne je me suis trouvé pris dans un jeu de vérités parallèles… discutant au moyen de codes, d'idiomes, et de larmes aux yeux.

• *Croyez-vous que l'OUA va réussir à imposer la paix là-bas et comment ?*

— L'OUA doit savoir elle-même comment. Ceux qui ne savent pas encore combien ils sont en train de « se brûler » sont certainement les Russes. Ils se sont enfoncés dans la mélasse beaucoup plus que les Américains.

• *Les Cubains ne sont-ils pas en train de servir de [illegible] aux Russes ?*

— Je pense que les Russes sont en train d'être utilisés par les Cubains en Angola. Les Cubains peuvent peut-être être utilisés par les Russes en Éthiopie. Castro doit être assez tenté pour se faire compromettre dans un engagement en Éthiopie.

Cela pourrait peut-être être un marché. Je ne crois pas que les Russes voulaient s'engager en Angola. C'est les Cubains qui les ont entraînés là-dedans.

• *Le Front Patriotique est décidé à poursuivre la guerre en Rhodésie. Peut-il s'attendre à ce que le Front fasse appel aux Cubains ?*

— Les Cubains sont déjà là-bas. Je pense que si les Cubains ne se sont pas encore plus engagés cela revient au fait que les présidents des pays africains du front accordaient quelque chance dans la négociation du plan anglo-américain. D'où le nombre limité des Cubains qui sont engagés là-bas.

• *L'éventualité d'une intervention cubaine ne risque-t-elle pas de compromettre « le règlement interne » ?*

— Ceux qui croient que les 40 000 personnes, fusil à la main,

vont applaudir instantanément quand Muzorewa et Sithole vont signer un accord, n'ont pas la moindre idée de ce qui se déroule en Afrique. Je ne comprends pas comment les gens deviennent affreusement stupides et bornés dès qu'il s'agit de l'Afrique. Ils pensent que les Africains sont des « singes dans la forêt » complètement dépourvus du moindre entendement.

• *Les Cubains semblent être partout présents en Afrique. Ce rôle [illegible] les [illegible] futures de la normalisation des relations avec les USA ?*

— Je ne crois pas qu'ils (les Cubains) s'en soucient. L'aventure africaine de Cuba complique énormément pour nous le processus de normalisation. Mais j'ai toujours pensé que des relations diplomatiques normales avec Cuba étaient autant avantageuses pour nous que pour Cuba. Nous n'avons pas interrompu les négociations SALT parce que les Russes étaient engagés en Éthiopie. Un pays a besoin de faire ce qui est favorable à ses intérêts.

L'URSS ET L'AFRIQUE

L'instabilité politique du continent africain vue par M. Tchervonenko, l'ambassadeur soviétique à Paris (1).

En Occident, on a beaucoup écrit et parlé, et on continue de le faire, sur ce qu'on appelle l'instabilité du continent africain.

Effectivement, l'effondrement du système colonial dans les années 50 et 60 a entraîné l'irruption massive dans l'arène internationale de dizaines de jeunes États souverains — 49 en 20 ans — contraints pour une longue période de supporter le lourd héritage de l'époque coloniale.

Ces dernières années, la question de la réforme de l'ensemble du système des relations économiques des pays d'Afrique avec les États occidentaux industriellement développés a pris une acuité particulière. L'Afrique exige que ces relations reposent sur une base démocratique et juste, sur les principes de l'égalité en droit et de l'avantage mutuel.

En retour, on souligne continuellement en Occident l'importance croissante des richesses que recèle l'Afrique pour l'Occident, et notamment pour les États-Unis, et l'on en tire la conclusion que les Occidentaux auraient le droit de disposer des sources africaines de matières premières en recourant pour ce faire à la diplomatie de la canonnière, à la politique des interventions militaires.

Bien qu'elle se qualifie elle-même d'Alliance Nord, l'OTAN, ces dernières années, tente de plus en plus souvent

(1) Extrait d'une intervention faite le 14 janvier 1978 à l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale de Paris.

de jouer un « propre rôle » en Afrique, dans le golfe Persique et dans d'autres régions très éloignées de l'Atlantique. Toujours lors de cette même session de l'OTAN à Washington, le président Carter a appelé carrément à étendre l'activité du bloc sur l'Afrique. « Le président Carter emprunte une voie douteuse, et peut-être même dangereuse », écrivait à ce propos un journal américain, le « Baltimore Sun ».

Fâcheusement dangereux pour la cause de la paix apparaît également le plan ayant pour but de compléter les « brigades de pompiers » existant au sein de l'OTAN par une nouvelle unité mobile destinée à être utilisée dans ce qu'on appelle les « régions de crise ». Inutile de dire que ces brigades n'occuperont non pas d'éteindre les « incendies internationaux », mais de les allumer.

À l'heure actuelle, un dangereux foyer de tension existe au sud de l'Afrique. Les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie accomplissent des crimes qui révoltent la conscience et le sens du droit de l'humanité, violent grossièrement les principes et dispositions de la Charte de l'ONU ainsi que les traités sur les droits de l'homme. Ces régimes constituent une source de danger permanent pour la paix en Afrique Australe. Eux-mêmes et ceux qui les soutiennent directement ou indirectement se trouvent en conflit avec l'Afrique indépendante. C'est là que se trouve à l'état embryonnaire une dangereuse crise internationale et, si cette situation dure, c'est essentiellement grâce aux efforts des Occidentaux, en particulier des États-Unis.

Nous estimons qu'au sud de l'Afrique des efforts efficaces sont indispensables de la part de tous les États ; ils pourraient avoir pour effet de conduire à la solution de cette situation conflictuelle parvenue à maturité dans cette région. Mais pour cela, il convient de suivre une politique raisonnable orientée vers le rétablissement en Rhodésie et en Namibie du pouvoir de la majorité et l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud. Ces dispositions, du reste, vont dans le sens des intérêts de la population blanche de ces pays.

Tels sont en fait les facteurs réels de déstabilisation sur le continent africain. En dépit de tout cela, d'aucuns, en Occident, s'efforcent d'attribuer précisément à l'Union Soviétique une « stratégie de conflit » à propos de l'Afrique, stratégie allant dans le sens, disent-ils, d'une « déstabilisation glo-

bale ». Grand tapage a été fait à propos de « conseillers militaires soviéto-cubains » en Afrique, etc.

Effectivement, l'URSS et Cuba ont apporté une aide à l'Ethiopie (au prix, du reste, de relations qui étaient bonnes avec la Somalie). Mais dans quelles conditions ? Face à une agression ouverte de la part de la Somalie. La question se pose : une aide accordée pour défendre l'intégrité territoriale est-ce une déstabilisation ? Nous sommes convaincus que si une aide n'avait pas été apportée à l'Angola, ce pays serait à l'heure actuelle presque entièrement occupé par l'Afrique du Sud, comme c'est le cas avec la Namibie.

L'Union Soviétique ne s'est jamais ingérée dans les affaires intérieures des pays africains, quoi qu'aient pu affirmer de temps à autre certains amateurs de nouvelles sensationnelles douteuses concernant des soldats soviétiques qui auraient été vus en Erythrée, ou au Tchad, ou ailleurs encore. Je voudrais souligner cela avec une grande fermeté. L'Union Soviétique se prononce en faveur d'un règlement politique, pacifique, des problèmes qui se posent en Afrique par les pays africains eux-mêmes, sans aucune ingérence de l'extérieur. En outre, l'Union Soviétique ne poursuit pas, comme l'affirme fréquemment la propagande occidentale, d'« objectifs particuliers », ne recherche aucun avantage pour elle-même, ne fait pas la chasse aux concessions, n'essaie pas de parvenir à une domination ou d'obtenir des bases militaires.

L'Union Soviétique ne dépend pas des matières premières de l'Afrique et n'a jamais recherché de marchés d'écoulement. Nous n'avons pas de monopoles transnationaux qui, comme on le reconnaît aux Etats-Unis mêmes, dictent bien souvent leur volonté au Département d'Etat. L'aide que l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes accordent aux pays africains en voie de développement est désintéressée et, chose essentielle, elle se réalise en totale conformité avec la Charte de l'ONU, avec les principes de la coexistence pacifique, de la détente et de la coopération.

Tels sont, en fait, les facteurs réels de stabilisation sur le continent africain.

« FIDEL A BREJNEV ET KOSSYGUINE »

Camarade Léonid I. Brejnev,
secrétaire général du Comité central du PCUS et président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS,
Camarade Alexéï N. Kossyguine,
président du Conseil des ministres de l'URSS

Chers camarades,

A l'occasion du vingtième anniversaire du rétablissement des relations entre nos deux pays, nous tenions à exprimer au Comité central du Parti communiste et au gouvernement de l'Union soviétique ainsi qu'au cher peuple soviétique, au nom du Comité central de notre Parti, du gouvernement et du peuple cubains, nos sentiments de profonde satisfaction et de gratitude pour le développement de notre amitié tout au long de ces vingt années. Nos relations se sont renforcées dans tous les domaines, et elles sont aujourd'hui un véritable exemple de relations fraternelles basées sur l'application conséquente des principes de l'internationalisme socialiste.

Le peuple, le Parti et le gouvernement soviétiques ont été aux côtés de notre peuple aux heures les plus difficiles. Cuba n'oubliera jamais la solidarité du peuple qui a réalisé la première Révolution socialiste du monde, qui a construit, avec un héroïsme et une abnégation exemplaires, le premier Etat d'ouvriers et de paysans et qui, avec une amitié et une fraternité infinies, n'a pas hésité à offrir son aide au premier pays socialiste d'Amérique. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que les principes énoncés dans la déclaration cubano-soviétique pour le développement des relations bilatérales, émise lors de la visite historique du cher camarade Brejnev dans notre pays, ont été couronnés de succès et continuent d'être la pierre angulaire de notre amitié indestructible.

Tout au long des vingt dernières années, le peuple de Cuba a bénéficié de la solidarité de l'Union soviétique. Les armes soviétiques ont aidé à la défense héroïque de notre peuple et à la victoire sur l'impérialisme à Playa Giron. Les crédits commerciaux soviétiques ont rendu moins difficile la dure bataille contre le blocus économique dicté par l'impérialisme nord-américain contre Cuba. La collaboration offerte par l'URSS au développement économique de notre île est présente aujourd'hui dans chacune des régions de Cuba. Depuis les relations commerciales entre l'URSS et Cuba l'échange inégal qui accable les pays en voie de développement n'a trouvé sa place.

Cuba et l'URSS ont été et seront toujours unies dans la lutte pour la paix, la détente et la sécurité, pour la fin de la course aux armements, pour la liberté des peuples et le progrès social, pour un avenir meilleur pour l'humanité. Nous profitons de cette occasion pour vous souhaiter de nouveaux et grands succès dans l'exécution du XI Plan quinquennal, dans le développement florissant de votre patrie socialiste et l'application conséquente de la politique de paix de l'État soviétique. Permettez-moi également de former des vœux pour que de nouvelles victoires couronnent votre travail remarquable à la tête du Parti et de l'État soviétiques, et de vous souhaiter santé et bonheur.

La Havane, le 5 mai 1980

« BREJNEV ET KOSSYGUINE A FIDEL »

Camarade Fidel Castro Ruz,
premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba,
président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba,
La Havane

Cher camarade Fidel Castro,

Nous nous félicitons sincèrement de saluer la direction cubaine et le peuple frère de Cuba à l'occasion du vingtième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre nos États.

Les vingt années écoulées ont été témoins du développement permanent et multiple des relations entre l'Union soviétique et la République de Cuba, relations solides fondées sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme socialiste. L'amitié inébranlable entre nos partis, nos pays et nos peuples, l'identité d'intérêts et d'idéaux, la collaboration fructueuse et mutuellement avantageuse dans tous les secteurs de la vie politique, économique et culturelle, marquent de leur sceau les relations soviéto-cubaines.

Les Soviétiques aident fraternellement leurs amis cubains à édifier la première société socialiste d'Amérique latine. Nous nous réjouissons des grands succès remportés par le peuple cubain sous la direction de son avant-garde, le Parti communiste, tout au long de vingt ans de développement sur la voie du socialisme.

La fidélité de Cuba à la cause de la liberté, son ardente solidarité avec les peuples qui luttent contre le joug impérialiste lui ont valu un grand prestige au niveau international. Sa contribution considérable à la cause de la paix et du pro-

grès social, à la lutte pour l'élimination de tous les vestiges du colonialisme et du racisme, pour de nouvelles relations internationales justes, est universellement reconnue.

Fidèle à l'esprit internationaliste de la Déclaration soviéto-cubaine de 1974, l'Union soviétique continuera d'approfondir par tous les moyens l'amitié fraternelle et la collaboration qui la lient à Cuba et de se ranger fermement aux côtés de la juste cause du peuple cubain.

Nous vous souhaitons, chers amis, de nouveaux succès dans la construction de la société socialiste et dans le développement de l'économie, de la culture, de l'enseignement et du bien-être populaire.

Avec nos fraternelles salutations.

L. Brejnev

A. Kossyguine

Moscou, Kremlin
Le 7 mai 1980

CUBA VU PAR LA PRESSE CHINOISE*

Les dirigeants cubains ont récemment vanté leurs relations « étroites » avec l'Union soviétique. Selon eux, « les rapports entre Cuba et l'Union soviétique sont des rapports "modèles" ; ce sont les rapports que doivent avoir les différents pays dans l'avenir ».

Mais quels sont ces rapports ? Il est intéressant de les examiner de plus près.

Cuba est le pays qui bénéficie le plus de l'« aide soviétique », et c'est en même temps celui qui en dépend le plus. Ce pays insulaire de moins de 10 millions d'habitants doit assurer son existence chaque jour avec les millions de dollars américains fournis par l'Union soviétique. 80 % des céréales, 100 % du pétrole et du coton consommés dans l'île proviennent de l'Union soviétique. Celle-ci lui achète en contrepartie la moitié de son sucre et les deux tiers de son nickel. La dette contractée vis-à-vis de l'Union soviétique atteint la somme de 700 à 800 dollars américains par habitant.

Cette dépendance économique a permis au social-impérialisme soviétique de priver Cuba de son droit à l'autonomie, de le réduire à l'état de réserve de mercenaires au service de l'expansion militaire soviétique en Afrique, et d'en faire un cheval de Troie au sein du mouvement des non-alignés, en vue de le diviser et de le saboter.

Si l'on passe en revue l'histoire des relations soviéto-cubaines, on s'aperçoit que l'Union soviétique a commencé dès 1960 à imposer une domination néo-colonialiste sur l'île, en signant un accord sur un achat important de sucre cubain

* *Pékin Information*, 10 décembre 1979.

après que les États-Unis avaient annulé leur contrat d'importation de sucre de Cuba. L'Union soviétique a aussi tenté de supplanter les États-Unis. Au cours des années suivantes, l'Union soviétique et Cuba ont signé une série d'accords en vertu desquels Cuba devait fournir à l'URSS sucre, nickel, tabac et fruits, en échange de quoi il importerait pétrole, céréales et produits industriels soviétiques. Ces accords font que l'économie cubaine repose sur une monoculture, et ont mis Cuba dans une dépendance totale vis-à-vis de l'économie soviétique. Encouragé par celle-ci, Cuba ne produit plus que du sucre, conformément au principe de la « division internationale du travail » dans « la grande communauté » – et pourquoi ce pays insulaire dépend aujourd'hui beaucoup plus du sucre qu'à l'époque de la domination réactionnaire de Batista. Selon certaines statistiques, en 1947, le sucre représentait 80 % de la valeur totale de ses exportations, et en 1974, 86,5 %.

Par conséquent, Cuba ne peut plus être qu'un instrument docile. Selon les chiffres de 1977, le commerce soviéto-cubain totalisait déjà 4,4 milliards de dollars américains, soit plus de 60 % du chiffre total du commerce extérieur de Cuba ; et le pourcentage atteindrait près de 70 % si on y ajoutait le commerce cubain avec les autres pays membres du COMECON. C'est-à-dire que les échanges entre Cuba et le reste du monde ne représentent que 20 à 30 % de son commerce extérieur. Du fait de la chute vertigineuse du prix du sucre sur le marché mondial depuis 1975, les devises fortes que Cuba pouvait acquérir sur le marché international en vendant ses excédents de sucre ont sensiblement diminué ; il se voit obligé de réduire l'importation des marchandises japonaises et européennes dont il a considérablement besoin.

Au cours de la dernière décennie, l'Union soviétique a progressivement pris Cuba dans son filet et elle n'en lâchera pas inutilement la corde. Chaque fois qu'elle a pu, elle l'a poussé à servir davantage son hégémonisme.

Au début des années 60, elle a réussi à placer Cuba dans son camp par l'intermédiaire des échanges bilatéraux de commerce et des accords d'« assistance ». En 1968, les dirigeants cubains ont ouvertement déclaré leur soutien à l'occupation armée de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme soviétique. C'est un signe important de leur soumission politique à l'égard du Kremlin.

En 1972, celui-ci fit admettre Cuba dans le COMECON et le poussa à pratiquer l'« intégration ». De cette façon, il a réussi à réaliser une néo-colonialisme de cette île. Peu après, le dirigeant cubain a montré son zèle d'avocat en défendant le social-impérialisme soviétique lors de la conférence au sommet des pays non alignés à Alger en 1973.

La visite de Brejnev à Cuba en 1974 a rendu possible « la coopération totale » entre les deux pays. L'année suivante, le protocole soviéto-cubain stipulait que le premier plan quinquennal cubain (1976-1980) devait être « coordonné » avec le deuxième plan quinquennal soviétique. De ce fait, Cuba se voit privé de tout droit à l'autonomie pour développer son économie nationale et élaborer son propre plan économique. En même temps, l'Union soviétique arrivait à contrôler toute l'économie cubaine. Et c'est également en 1975 que Cuba a commencé son intervention armée en Angola.

Pour consolider Cuba, l'Union soviétique a investi de gros capitaux. Selon les statistiques, jusqu'en 1976, 3,63 milliards de dollars américains avaient été versés au compte de Cuba à titre de subsides pour l'achat du sucre et du nickel cubains et la livraison du pétrole à ce pays. Les intérêts politiques et stratégiques poussent le Kremlin, un des pilleurs les plus avides de l'histoire, à consacrer de gros capitaux à Cuba.

En 1962, des missiles soviétiques étaient livrés à Cuba peu après l'établissement de relations particulièrement étroites entre l'URSS et Cuba, et ce pays insulaire jouait désormais son rôle sur l'échiquier de la compétition soviéto-américaine, en menaçant l'arrière-cour des États-Unis. Il devenait peu à peu une tête de pont de l'Union soviétique pour son infiltration et son expansion dans le continent américain. Ces dernières années, l'Union soviétique n'a cessé de manipuler Cuba pour son expansion militaire en Afrique. Les Russes ont ainsi réussi, non seulement à éviter de verser leur sang, mais encore à échapper à la condamnation universelle qui n'aurait pas manqué de se produire s'ils avaient envoyé leurs propres troupes. Provoquer scissions et sabotages au sein du mouvement des non-alignés, l'Union soviétique n'est pas en mesure de le faire, elle doit pour cela utiliser des intermédiaires comme Cuba.

Ces dernières années, Moscou a largement recompensé Cuba pour ses bons offices. L'« assistance » annuelle soviéti-

que à Cuba était de 580 millions de dollars de 1970 à 1973. Et en 1975, après l'envoi de troupes cubaines en Afrique, cette assistance a été portée à 1 milliard de dollars, et elle atteindra 2,3 milliards de dollars cette année.

On estime que Cuba a contracté au total une dette de 4 à 5 milliards de dollars américains envers l'Union soviétique ; en vertu d'un accord soviéto-cubain, cette somme sera remboursable en 25 ans à compter de janvier 1986. Si à cela on ajoute la nouvelle dette qu'il contractera dans les années suivantes, le montant total sera considérable et ne pourra être remboursé. De ce fait, Cuba se trouve entièrement vendu à Moscou.

Ces relations économiques particulières entre l'Union soviétique et Cuba ont eu une influence politique tangible sur ce dernier, au point que les dirigeants cubains ne peuvent plus le nier. En mai 1977, lors d'une interview accordée à la journaliste américaine Barbara Walters, Fidel Castro a parlé des relations économiques entre Cuba et les États-Unis dans le passé, et de ses présentes relations économiques avec l'Union soviétique. Il a déclaré ceci : « L'expérience historique, aussi bien que notre propre expérience, montrent que, une fois qu'il a établi des relations économiques contractuelles avec un autre pays, tout gouvernement responsable et qui se soucie véritablement de son peuple doit tenir compte de ses intérêts et de ses relations économiques, de sorte qu'elles exercent inévitablement, d'une manière ou d'une autre, une certaine influence sur l'attitude de ce gouvernement. »

Le cas de Cuba montre comment un petit pays peut tomber dans la dépendance du social-impérialisme et se trouver dans une situation tragique, pour n'avoir pas défendu son indépendance et son autonomie après avoir mis fin à sa dépendance vis-à-vis d'un impérialisme !

Cuba compte moins de 10 millions d'habitants, mais ses troupes régulières s'élèvent à 189 000 hommes, soit 160 000 pour les forces armées terrestres, 9 000 pour la marine et 20 000 pour l'aviation. C'est une des plus fortes armées d'Amérique latine, juste après celle du Brésil dont la population est dix fois supérieure à Cuba. Ses troupes sont pratiquement le double de celles du Mexique dont la population est sept fois plus grande. Fidel Castro a dû *reconnaître* que l'effectif des troupes régulières cubaines dépasse de beaucoup les possi-

bilités de l'économie et les ressources de la population. A l'heure actuelle, un quart des troupes de cette armée ont été expédiées comme mercenaires en Afrique.

Tous ses armements et ses équipements sont fournis par l'Union soviétique — 600 chars, 200 véhicules blindés, des canons et des missiles sol-air, 60 navires de guerre, 100 chasseurs bombardiers Mig-21, 50 Mig-15 et Mig-17. Fidel Castro a révélé que « la valeur des moyens de défense modernes que l'Union soviétique a donnés à Cuba est de l'ordre de plusieurs milliards de pesos ».

De plus, l'Union soviétique a mis sur pied à Cuba beaucoup de bases et d'installations militaires modernes, en particulier des bases aériennes, des bases pour sous-marins nucléaires, des dépôts d'armes, des centres de commandement et de télécommunications, ainsi que des usines de montage et de réparation d'armes, des ports modernes, des routes et des chemins de fer stratégiques.

Les experts et les conseillers soviétiques, jusqu'à des généraux, sont présents dans les institutions et organismes de l'armée cubaine. Ils occupent maintenant des postes s'étendant de l'état-major général aux compagnies, contrôlant directement ou indirectement le commandement, l'entraînement et l'exercice des troupes cubaines, de même que la réparation et l'utilisation des armements. Les Mig-21, les missiles téléguidés antiaériens SAM-2 et les patrouilles porteuses de missiles sont placés sous la surveillance des militaires soviétiques.

Tous les chefs de département et les autres officiers supérieurs, commandants des régions militaires ou commandants des corps d'armée, ont fait leurs études en Union soviétique. Il en est de même pour la majorité des ingénieurs et des techniciens de la marine de guerre cubaine, pour la moitié du personnel au sol et la totalité des pilotes de l'armée de l'air. Le journal cubain *Granma* rapportait le 2 décembre 1974 : « Les écoles militaires soviétiques ont formé nos officiers, et confié à leurs experts expérimentés le travail fructueux de conseiller l'armée cubaine. » Les théories militaires, les principes d'organisation de l'armée, la stratégie et la tactique, le réseau de renseignements... sont désormais placés dans l'orbite soviétique.

Moscou a réussi à faire de Cuba un tremplin militaire dans les Antilles. Aujourd'hui, plus de 20 avions de reconnaissance-bombardiers TU-95B à long rayon d'action

stationnent, à tour de rôle, dans ce pays, et, le prenant pour base, s'envolent souvent en direction du territoire des États-Unis. La ville cubaine Cienfuegos est devenue une base de manœuvre pour une unité expéditionnaire soviétique patrouillant dans la mer des Antilles.

F. Castro a dit que « l'histoire du développement des forces armées cubaines est celle de la coopération avec les forces armées soviétiques ». Les faits montrent que l'histoire de la coopération militaire entre les deux pays est plutôt celle de la transformation graduelle de Cuba en « une tête de pont » de Moscou en Amérique latine et un instrument au service de son expansion en Afrique.

*
* *

Les rapports « modèles » et « étroits » entre Cuba et l'URSS, tant vantés par les dirigeants cubains, sont en fait des rapports entre impérialisme et colonie, entre maître et serviteur. Les dirigeants cubains qui sont heureux de voir se nouer ces relations sont les pions « exemplaires » au service de la stratégie globale de l'hégémonie soviétique.

LA CHINE VUE PAR LA PRESSE CUBAINE*

Lors de la visite de Zbigniew Brzezinski à Pékin, en 1978, la presse nord-américaine assurait que, parmi les nombreux points de convergence entre le gouvernement des États-Unis et celui de Pékin, figurait la politique africaine. Pékin en avait déjà fourni la preuve à la fin des années 60, au moment de la guerre au Nigeria, lorsqu'il envoya des milliers de tonnes d'armes et de munitions aux forces séparatistes du Biafra qui tentaient de démembrer ce pays africain, ce qui revenait à le placer sous la domination des puissances occidentales.

En soutenant ces forces réactionnaires, le gouvernement chinois amorçait un virage dans sa politique africaine, puisqu'au début des années 60 il avait commencé à établir des relations avec les pays progressistes et même à aider des mouvements de libération dans le but de réunir les voix nécessaires à son entrée à l'ONU.

Mais c'est pendant la guerre d'Angola, en 1975, que la politique réactionnaire de Pékin en Afrique se manifesta le plus clairement.

Pékin se rangea alors aux côtés du FNLA et de l'UNITA, organisations contre-révolutionnaires qui bénéficiaient du soutien militaire et économique de la CIA et des racistes sud-africains.

Mais les choses ne s'arrêtèrent pas là : après l'Angola, survint l'agression de la Somalie contre l'Éthiopie. Et la Chine offrit son soutien militaire aux Somaliens.

De la même façon, au Zaïre, la Chine constitua un front unique avec les cercles néo-colonialistes de l'OTAN et elle se prononça en faveur de l'intervention militaire des impérialistes dans la région du Shaba.

(*) Éditorial de Granma, 23 mars 1980

Cette politique, qui trahit les peuples africains et les mouvements de libération, a récemment suscité son comble : les dirigeants chinois renforcent maintenant leurs relations avec les régimes racistes du cône sud de l'Afrique. Il a été annoncé ces jours-ci que le chef du gouvernement chinois Hua Guofeng, se rendra prochainement en visite officielle en Afrique du Sud, sur l'invitation du régime raciste.

Cette nouvelle intervient au moment précis où le Front patriotique de Zimbabwe vient de remporter une victoire électorale écrasante qui marque le commencement de la fin du colonialisme et du racisme dans ce pays et qui n'est évidemment pas pour plaire aux racistes sud-africains. Ceux-ci ont même proféré des menaces d'agression contre le Zimbabwe et c'est précisément maintenant que Hua Guofeng envisage de leur rendre visite !

Il ne fait aucun doute que Pékin fait de son mieux pour se gagner les bonnes grâces de l'impérialisme et pour tenir les engagements qu'il a contractés envers les États-Unis en échange du rétablissement des relations diplomatiques et commerciales.

Les serments hypocrites d'« amitié éternelle » que Pékin fait chaque fois qu'il est question des peuples d'Afrique et de leurs mouvements de libération ne trompent plus personne. Voilà plus de dix ans que la Chine trahit l'Afrique combattante et révolutionnaire.

CHRONOLOGIE 1959-1980

1959 : *1er janvier* : Chute de la dictature de Batista.
8 janvier : Entrée de Fidel Castro à La Havane. Victoire de la Révolution.
24 avril : Visite de Fidel Castro aux États-Unis.

1960 : *1er janvier* : Indépendance du Cameroun.
15 février : L'URSS décide d'acheter du sucre à Cuba pour lui venir en aide.
22 avril : Le parti communiste chinois critique fortement les thèses révisionnistes de l'URSS.
17-19 mai : Indépendance des États africains de l'Union française.
30 juin : Proclamation de l'indépendance du Congo belge (Zaïre).
1er juillet : Indépendance de la Somalie qui regroupe la Somalie italienne et la Somalie anglaise.
28 juillet : L'OEA condamne Cuba.
11 août-1er octobre : Accès à l'indépendance (Tchad, Centre Afrique, Gabon, Congo, Niger, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Mali, Nigéria).
10 novembre : Conférence au sommet de 80 partis communistes à Moscou.
28 novembre : Indépendance de la Mauritanie.

1961 : *3 janvier* : Les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec Cuba à la suite des nationalisations.
13 mars : John F. Kennedy propose une « Alliance pour le progrès » pour l'Amérique latine.

16 avril : Fidel Castro proclame le caractère socialiste de la Révolution cubaine.
18-20 avril : Échec du débarquement des anticastristes dans la baie des Cochons.
27 avril : Indépendance de la Sierra Léone.
17 août : La conférence interaméricaine de Punta del Este adopte l'Alliance pour le progrès.
1er septembre : La conférence des 24 pays non alignés de Belgrade rappelle les principes du neutralisme.
9 décembre : La Tanzanie accède à l'indépendance.

1962 : *31 janvier-14 février* : La conférence interaméricaine de Punta del Este exclut Cuba de l'OEA par 17 voix contre 1 (Brésil - Chili - Argentine).
15 avril : Cuba est citée par la « Pravda » comme un pays socialiste.
1er juillet : Indépendance du Rwanda.
2 septembre : L'URSS décide le renforcement de son aide militaire à Cuba.
14 octobre : Les États-Unis détectent des installations de fusées soviétiques à Cuba.
23 octobre : M. Khrouchtchev accepte de retirer les missiles du territoire cubain.
7 novembre : Les Soviétiques acceptent le contrôle du démantèlement de leurs fusées à Cuba.
15 décembre : La Chine dénonce l'aventurisme et le défaitisme de l'URSS.

1963 : *25 mai* : Adoption à Addis-Abeba par 35 chefs d'État de la charte de l'Organisation de l'unité africaine.
14 juin : Le parti communiste chinois formule ses positions dans une lettre en 25 points qu'il adresse au parti communiste de l'Union soviétique.
14 juillet : La « Pravda » répond aux 25 points du PC chinois : rupture idéologique entre l'URSS et la Chine.
12 septembre : Le Kenya accède à l'indépendance.

1964 : *4 février* : Tension américano-cubaine à la suite de la saisie par les États-Unis de bateaux de pêche cubains.

24 avril : Création de la Tanzanie par la fusion du Tanganyka et de Zanzibar.
27 juillet : L'OEA vote des sanctions contre Cuba.
28 juillet : La Chine refuse de participer à la conférence des Partis communistes proposée par Khrouchtchev.
5-10 octobre : IIe conférence des pays non alignés au Caire.
24 octobre : Indépendance de la Zambie.

1965 : *18 février* : La Gambie accède à l'indépendance.
[illegible] : Fidel Castro attaque violemment le gouvernement du Pékin.
18 mars : Castro offre publiquement l'envoi des armes et des hommes au Viêt-nam.
19 juin : Coup d'État à Alger, le Président Ben Bella est arrêté, Houari Boumedienne accède au pouvoir.

1966 : *1-15 janvier* : Conférence de l'organisation commentale de solidarité des peuples à La Havane.
24 février : N'Krumah est destitué au Ghana alors qu'il effectuait une visite en Chine.

1967 : *2-13 août* : Conférence à La Havane de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité) qui consacre la rupture de Cuba avec les partis communistes latino-américains.
8 octobre : L'assassinat de Che Guevara en Bolivie.

1968 : *12 mars* : Indépendance de l'Île Maurice.
20-21 août : Les cinq du Pacte de Varsovie envahissent et occupent la totalité de la Tchécoslovaquie. Castro soutient l'URSS.
21 octobre : Indépendance de la Guinée équatoriale.
19 novembre : Modibo Keita, le Président malien, est renversé par l'armée.
6 septembre : Le Swaziland accède à l'indépendance.

1969 : *3-17 juin* : La conférence des 75 parcs communistes et ouvriers est marquée par les divergences entre la majorité et les minoritaires.
1er septembre : Coup d'État à Tripoli, le colonel Kadhafi s'empare du pouvoir.

1970 : *1er juillet* : Moscou renoue avec Pékin les relations diplomatiques rompues en 1967.

1972 : *11 juillet* : Cuba devient membre du COMECOM.

1973 : *10 mai* : Naissance du POLISARIO, le front de libération du Sahara occidental.
5-9 septembre : Le IVe sommet des pays non alignés se réunit à Alger.
11 septembre : Coup d'État au Chili, le général Pinochet s'installe au pouvoir après l'assassinat du Président Allende.
26 septembre : Proclamation de la République de Guinée-Bissau dans les territoires contrôlés par les nationalistes.

1974 : *28 janvier* : M. Brejnev effectue une visite à La Havane.
18-23 février : Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays d'Amérique latine à Mexico. Le 21, Kissinger réaffirme le principe d'une nouvelle solidarité interaméricaine.
25 avril : Coup d'État militaire au Portugal contre la dictature de Caetano.
26 août : La Guinée-Bissau et l'Île du Cap Vert accèdent à l'indépendance.
6 septembre : Le Mozambique accède à l'indépendance.
12 septembre : L'armée dépose l'empereur Hailé Sélassié en Éthiopie.
26 novembre : Sao Tomé et Principe accède à l'indépendance.

1975 : *2 avril* : Chute de Saigon, les Américains sont chassés du Viêt-nam.
17 avril : Chute de Pnom-Penh.
25 juin : Indépendance du Mozambique.
5 juillet : Indépendance des Îles du Cap Vert.
6 juillet : Accession à l'indépendance des Îles Comores.
28 juillet : Sommet de l'OUA en Ouganda.
29 juillet : Levée de la quarantaine contre Cuba à la conférence des ministres de l'OEA au Costa Rica.

11 novembre : Accession à l'indépendance de l'Angola dans une atmosphère de guerre civile.

1976 : *12-14 mars* : Séjour de Fidel Castro en Algérie.
14 mars : Rencontre Fidel Castro, Sékou Touré, Luis Cabral à Conakry.
5 mai : Raúl Castro est reçu par Léonid Brejnev à Moscou.
4 juin : Visite de Raúl Castro au Congo.
25-29 juillet : Visite du Président Néto à Cuba, accueil chaleureux.
16-19 août : Ve conférence des pays non alignés à Colombo.
7 septembre : Synod Rattz, le Président somalien, exalte les liens d'amitié et de coopération entre la Somalie et Cuba.
25 septembre : Visite à Cuba de Miguel Trovoada, Premier ministre de Sao Tomé et Principe.
1er octobre : Entretien à La Havane de Fidel Castro avec Sam Nujoma, Président de la SWAPO.
3 octobre : Raúl Castro en visite à Moscou.
19-21 octobre : Luis Cabral, Président de la Guinée-Bissau, en visite à La Havane.

1977 : *21 janvier* : M. Raúl Castro, le n° 2 cubain, effectue une visite en URSS.
11 février : Le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam devient chef de l'État éthiopien après des affrontements sanglants au sein de la junte militaire au pouvoir depuis 1974.
28 février-8 avril : Départ de Fidel Castro pour un voyage au cours duquel il visite la Libye, le Sud-Yémen, la Somalie, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Mozambique, l'Angola, l'Algérie, la RDA et l'URSS.
8 avril : Conflit du Shaba au Zaïre.
22 avril : Tournée en Tanzanie, Zambie, Mozambique de M. Podgorny alors chef de l'État soviétique. C'est la première fois qu'un chef d'État soviétique se rend en Afrique noire.
27 avril : Signature d'un accord américano-cubain sur la délimitation des zones de pêche. C'est le premier accord signé entre les deux pays depuis seize ans.
27 juin : Djibouti accède à l'indépendance.

21-26 août : Visite privée du Président Néto à Cuba.
1 septembre : Rupture des relations diplomatiques entre l'Éthiopie et la Somalie.
23-28 septembre : Séjour à La Havane de Salem Robaya Ali, Président du Sud-Yémen.
9-11 octobre : Visite officielle à Cuba de Samora Machel, Président du Mozambique.
13 novembre : La Somalie expulse les experts soviétiques et rompt ses relations diplomatiques avec Cuba.
22 novembre : Fidel Castro se déclare prêt à libérer mille deux cents prisonniers politiques, au rythme de quatre cents par mois.
1 décembre : Visite de Raúl Castro en Angola.

1978 : *1er février* : Rencontre à Moscou entre M. Brejnev et M. Raúl Castro.
23 mars : Visite du ministre cubain des Affaires étrangères à Addis Abeba.
21-27 avril : M. Mengistu fait une visite à Cuba.
8-12 mai : Visite à Cuba de Joachim Yhombi Opango, Président du Congo.
13-15 juin : Polémique Castro-Carter à propos des événements du Zaïre.
20-30 juin : Offensives éthiopiennes en Érythrée.
1er-5 juillet : Amélioration des relations entre l'Angola et les États-Unis.
18-21 août : Visite du Président Néto au Zaïre, améliorations des relations entre l'Angola et le Zaïre.
10 septembre : Visite de Fidel Castro en Éthiopie, en Libye et en Algérie.
21 novembre : Mengistu et Brejnev signent à Moscou un traité d'amitié.

1979 : *21 janvier* : M. Agostinho Néto effectue une visite à Cuba.
31 mars : M. Sassou Nguesso devient Président du Congo.
Avril : Chute du dictateur ougandais Idi Amin Dada.
Juillet : Castro fait l'éloge du capitalisme et révèle qu'il y a des grandes failles dans l'économie cubaine.
9 août : Chute du dictateur guinéen Macias.
10 août : Washington révèle l'existence d'une brigade

soviétique de combat de 2 000 à 3 000 hommes stationnée à Cuba.
4 septembre : Ouverture à La Havane du VIe sommet des pays non alignés.
10 septembre : Décès d'Agostinho Néto à Moscou après une longue maladie.
1er octobre : Le Président Carter renforce le potentiel militaire dans les Caraïbes après un recul de tension provoquée par la présence d'une brigade soviétique à Cuba.
13 octobre : M. Fidel Castro, président du mouvement des non alignés, prononce un discours à New York où il se rend pour la première fois depuis 1960.
21 novembre : Les Nations unies recommandent l'autodétermination du Sahara occidental.

1980 : *17 mars* : Visite à Cuba de M. Dos Santos, le Président angolais.
7 avril : 10 000 Cubains candidats à l'exil s'entassent dans les jardins de l'ambassade péruvienne à La Havane.

BIBLIOGRAPHIE

CUBA

ALPHANDERY J.-E., *Cuba, l'autre révolution : douze ans d'économie socialiste*, Paris, Éditions sociales, 1972.

CASTRO Fidel, *Discours publiés*, Paris, éditions Maspero.

DAPER Théodore, *La révolution de Castro - Mythes et réalités*, Paris, Calman-Lévy, 1963.

DEBRAY Régis, *Révolution dans la révolution*, Paris, éditions Maspero, 1972.

DEMICHEL A. et F., *Cuba*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1976.

DUMONT René, *Cuba, socialisme et développement*, Paris, Le Seuil, 1964. *Cuba est-il socialiste ?*, Paris, Le Seuil, 1970.

EDWARDS J., *Persona non grata*, Paris, Plon, 1976.

FRANQUI Carlos, *Journal de la révolution cubaine*, Paris, Le Seuil, 1976.

GARNIER J.-Pierre, *Une ville, une révolution, La Havane*, Paris, éditions Anthropos, 1973.

GILLE Elisabeth, *Dans le poing de la révolution*, Paris, Denoël, 1970.

GOLDENDORF Pierre, *3 ans à Cuba : 38 mois dans les prisons de Fidel Castro*, Paris, Belfond, 1976.

GUEVARA (Che), *Le socialisme et l'homme à Cuba*, Paris, éditions Maspero.

GUTELMAN Michel, *L'agriculture socialisée à Cuba*, Paris, éditions Maspero, 1967.

HARNECKER Maria, *Cuba : dictature ou démocratie*, Paris, éditions Maspero, 1976.

JOHNSON Haynes, *La baie des Cochons, l'invasion manquée*, Paris, éditions Laffont.

JULIEN Claude, *La révolution cubaine*, Paris, Julliard, 1961.
KAROL K.S., *Les guerilleros au pouvoir*, Paris, Robert Laffont, 1970.
LAMORE Jean, *Cuba*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », n° 1395. *La guerre de Cuba et le destin de l'Amérique latine*, Paris, Aubier-Montaigne, 1973.
LEVESQUE Jacques, *L'URSS et la Révolution cubaine*, Montréal, PENSP, 1976.
MARTI José, *Notre Amérique*, Paris, éditions Maspero, 1968.
MATTHEWS Herbert, *Castro*, Paris, Le Seuil, 1970.
MOTTIN Marie-France, *Cuba quand même*, Paris, Le Seuil, 1980.
NATTIEZ Jean-Jacques, *Fidel Castro*, Paris, Seghers.
NIEDERGANG Marcel, *Les 20 Amériques latines*, Paris, Le Seuil, 1969.
SEMIDEI Manuela, *Les États-Unis et la Révolution cubaine*, Paris, PENSP, 1968.
SAUVAGE Léo, *Autopsie du castrisme*, Paris, Flammarion, 1962.
TUTINO Saverio, *L'Octobre cubain*, Paris, éditions Maspero, 1969.
VILAR P., GARAUDY, etc., *Éveil aux Amériques, Cuba*, Paris, Éditions sociales, 1962.

ANGOLA

DAVEZIES Robert, *Les Angolais*, Paris, Minuit, 1965.
DAVIDSON Basil, *L'Angola au cœur des tempêtes*, Paris, éditions Maspero, 1972.
DE SOUZA Clinginot Maria, *Angola libre*, Paris, Gallimard, 1975.
GABRIEL Claude, *Angola : le tournant africain ?*, Paris, La Brèche, 1978.
PELISSIER René, *Les guerres grises, résistance et révoltes en Angola (1845-1941)*, Orgeval, édité par l'auteur, 1978.

ÉTHIOPIE

DAMBLAIN Jean-Marie, *La tragédie du Négus*, Paris, Presses de la Cité, 1977.

DE JUNIAC Germain, *La dernière Île des Rois*, Paris, Plon, 1979.
VANDERLINDEN Jean, *L'Éthiopie et ses populations*, Bruxelles, Éditions Complexes, 1977.

SOMALIE

DECRAENE Philippe, *L'expérience socialiste somalienne*, Paris, Berger-Levrault, 1977.
LECUYER SAMANTAR Nicole, *Mohamed Abdille Hassan*, Paris, Afrique Biblio-Club, 1979.

AFRIQUE

BÉNOT Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, éditions Maspero, 1972.
CASTERAN Christian, TANGELLIER Jean-Pierre, *L'Afrique débousolée*, Paris, Plon, 1978.
CHALIAND Gérard, *Lutte armée en Afrique*, Paris, éditions Maspero, 1969. *L'heure africaine*, Paris, Le Seuil, 1980.
DUMONT René, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, 1969. *L'Afrique étranglée*, Paris, Le Seuil, 1980.
FANON Frantz, *Pour la révolution africaine : écrits politiques*, Paris, éditions Maspero, 1969.
MOKOLO Elikia, *Le continent convoité*, Paris-Montréal, Études vivantes, 1980.
POMONTI Jean-Claude, *L'Afrique trahie*, Paris, Hachette, 1979.
ZIEGLER Jean, *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Le Seuil, 1978.

JOURNAUX

Granma (résumé hebdomadaire en français), années 1976, 1977, 1978 et 1979.
Prisma Information, années 1978 et 1979.
Afrique-Asie, n° 135 (16 mai 1977).
Le Monde, de 1975 à 1980.

Table des matières

Avant-propos 7

Le défi africain 9

1. Les Cubains et la deuxième guerre d'Angola 15
2. La Corne de l'Afrique 32
   Interview de M. Mohamed Warsame 90
3. Le révolutionnaire et le mystique 56
4. Au nom de 67
5. Cuba, l'URSS et l'Afrique 84
   Interview de M. Gérard Chaliand 103
6. Les États-Unis, la Chine et les autres 109
   Interview du général Buis 120
7. Cuba à l'heure africaine 127
8. Castro l'Africain, un caudillo non aligné ? 142
   Interview de M. Eduardo Manet 149

Annexes

I. La vie quotidienne à Luanda *(interview d'un chercheur belge)* 165

II. Documents 181
   — Serment des jeunes du premier contingent du détachement pédagogique internationaliste « Che » Guevara 182

Depuis 1975, les rapports de Cuba avec l'Afrique suscitent et alimentent les commentaires et les controverses les plus variés. De la guerre angolaise à celle de l'Erythrée, en passant par celle du Sahara occidental et le dernier raid de Gafsa, en Tunisie, la présence militaire cubaine sur le continent africain envenime les relations interafricaines et exacerbe la compétition Est-Ouest.

Près de 50 000 « companeros » campent sur le perron de quelques régimes africains « socialistes », au nom du sacro-saint principe de l'internationalisme prolétarien. L'Occident parle d'une Afrique « déstabilisée », et le camp socialiste affirme que l'Afrique est mûre pour « le grand chambardement révolutionnaire ».

Que cherchent les Cubains en Afrique ? Au nom de quoi Fidel Castro engage-t-il ses combattants internationalistes en Angola, en Ogaden ou ailleurs, à des milliers de kilomètres de l'île ? Le « lider maximo » est-il une marionnette manipulée par Moscou ou un « caudillo » conduisant la lutte révolutionnaire dans le tiers monde ? Comment les Cubains vivent-ils cette mise à l'heure africaine ? Autant d'interrogations auxquelles cet ouvrage tente de trouver explications et réponses. Cuba et l'Afrique, certes, mais aussi l'U.R.S.S., les États-Unis, la Chine et les autres qui y sont également impliqués.

Ezzedine Mestiri, 27 ans, études universitaires de droit et de journalisme. Correspondant à Paris du quotidien tunisien *Le Temps* depuis 1975.

MERIDIENS